

**AVIS : CETTE VERSION N'EST PAS OFFICIELLE ET PEUT
DIFFÉRER DU DOCUMENT DÉPOSÉ À LA COUR**

CANADA
QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR D'APPEL

N° : 500-09-027501-188

N° : 500-05-065031-013

KEITH OWEN HENDERSON,

PARTIE APPELANTE - Requérant

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC,

PARTIE INTIMÉE - Intimée

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU CANADA,

PARTIE MISE EN CAUSE - Mise en cause

et

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL,

REQUÉRANTE - Intervenante amicale

DEMANDE POUR AUTORISATION D'INTERVENIR À TITRE AMICAL

LORS DE L'INSTRUCTION

(Article 187 C.p.c.)

Datée du décembre 2018

À L'UNE OU L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR D'APPEL,
LA REQUÉRANTE EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

Cadre juridique - Intervention

1. Par sa demande en intervention volontaire amicale, la requérante cherche à se prévaloir de l'article 187 du *Code de procédure civile* (« *C.p.c.* », RLRQ, c. C-25.01), dans le but de faire des représentations orales et écrites en cette instance qui met en cause la validité constitutionnelle des art. 1 à 5 et 13 de la *Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois* (« loi 99 », RLRQ c. E-20.2) ;

187. Le tiers qui entend intervenir à titre amical lors de l'instruction doit être autorisé par le tribunal. Il doit présenter un acte d'intervention exposant le but et les motifs de son intervention et le notifier aux parties au moins cinq jours avant la date fixée pour la présentation de sa demande au tribunal.

Le tribunal peut, après avoir entendu le tiers et les parties, autoriser l'intervention s'il l'estime opportune; il prend en compte l'importance des questions en litige, au regard notamment de l'intérêt public, et l'utilité de l'apport du tiers au débat.

2. Le nouveau *Code de procédure civile* ne prévoit pas explicitement les délais de production d'une telle demande et d'un acte d'intervention, mais de l'avis de cette Cour¹ et à la lumière des *Commentaires du ministre*² sur l'art. 187, il ne contredit pas l'article 208 de l'ancien Code (RLRQ, c. C-25) qui se lit comme suit :

208. Celui qui a un intérêt dans un procès auquel il n'est pas partie, ou dont la présence est nécessaire pour autoriser, assister ou représenter une partie incapable, peut y intervenir en tout temps avant jugement.
(Soulignements par la requérante.)

3. La requérante soumet que la présente demande répond aux exigences des dispositions et de la jurisprudence applicables, et qu'elle remplit son fardeau tant sur le fond que sur la forme ;

¹ *Société St-Jean-Baptiste de Montréal c. Henderson*, 2017 QCCA 179, par. 21

² *Commentaire de la ministre de la Justice : Code de procédure civile chapitre C-25.01*, Montréal, SOQUIJ/Wilson & Lafleur, 2015, aux pages 162 à 164

ACTE D'INTERVENTION

But et motifs de l'intervention en général

4. Vu l'importance des questions soulevées au regard de l'intérêt public, la requérante, qui s'est déjà vue accorder le droit d'intervenir en première instance à la suite d'un arrêt unanime rendu par cette Cour (2017 QCCA 179), demande qu'on lui reconnaissse le même statut en appel afin qu'elle puisse présenter des arguments pertinents en droit constitutionnel canadien qui, prétend-elle avec égards pour les représentations des parties, se révèleront un apport fort utile pour l'avancement de la réflexion du tribunal, cela dans l'intérêt de la justice ;
5. Le but de la requérante, résumé dans le présent acte d'intervention, consiste à convaincre le tribunal de rejeter l'appel de la partie appelante en confirmant la validité des dispositions contestées de la Loi. Pour ce faire, la requérante entend présenter un argumentaire distinct de ceux de l'intimée et de la mise en cause, notamment quant au sens véritable et à la portée de la loi 99 ;

La requérante

6. La Société Saint-Jean-Baptiste (« SSJB ») de Montréal est un organisme à but non-lucratif ayant vocation civique, amicale (et patriotique), tel qu'il appert de l'état de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises, **Annexe IN-1** ;
7. La charte actuelle de la requérante lui fut accordée en 1912 par la sanction de la *Loi refondant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal* (« Loi de 1912 », 3 George V, c. 93), dont copie est produite comme **Annexe IN-2** ;
8. Par cette loi privée, la SSJB, qualifiée de « société d'utilité publique », a succédé dans tous ses biens, droits, pouvoirs, priviléges et obligations à l'association St. Jean-Baptiste de Montréal fondée historiquement en 1834 et constituée sous l'empire de l'*Acte pour incorporer l'association St. Jean-Baptiste de Montréal* (12 Victoria, c. 149), dont copie est produite comme **Annexe IN-3** ;

9. La Société « [...] accueille dans ses rangs toute personne qui veut soutenir les intérêts du peuple québécois, faire la promotion de la souveraineté du Québec, de sa langue, le français, stimuler l'épanouissement de sa culture et préserver l'héritage du Québec », tel qu'il appert de son Règlement 1.C en vigueur, dont copie est produite comme **Annexe IN-4** ;
10. Ayant pour devise « Rendre le peuple meilleur » (art. 6, Loi de 1912), la SSJB a notamment pour buts, tel que stipulé à son Règlement 3, de :
 - a) protéger l'intégrité territoriale du Québec, foyer de la Nation et promouvoir l'indépendance politique, économique et culturelle du peuple québécois ;
 - b) favoriser par tous les moyens appropriés et par toutes les techniques de diffusion l'éducation nationale, patriotique et civique du peuple québécois dans tous les domaines, tant culturel que social, économique et politique ; défendre et promouvoir le français à titre de langue nationale ;
 - c) étudier et faire connaître l'évolution historique du peuple québécois, ses ambitions présentes et ses aspirations futures ;
 - d) promouvoir les intérêts de ses membres. »et dont copie est produite comme **Annexe IN-5** ;

Réalisations historiques

11. Depuis ses débuts, la SSJB a joué un rôle majeur dans la protection et la promotion de la langue française au Québec, ainsi que dans l'avancement du statut, de l'intérêt national, des droits fondamentaux et des prérogatives des francophones d'Amérique du Nord, du peuple québécois et de l'État du Québec, ayant été à l'origine ou ayant pris une part significative dans l'essor d'une multitude de réalisations historiques, dont une liste est reproduite comme **Annexe IN-6** ;

Interventions publiques en matières constitutionnelles

12. Depuis les années 60 en particulier, la requérante a mis en œuvre d'innombrables actions civiques, multiplié les prises de parole et déposé plusieurs mémoires ayant trait aux intérêts constitutionnels du Québec, y compris sur des thèmes reliés à la présente affaire, dont une liste est reproduite comme **Annexe IN-7** :

Expériences judiciaires en matières constitutionnelles

13. Le 26 janvier 2017, tel que déjà évoqué, un arrêt unanime de cette Cour (2017 QCCA 179), rendu sous la plume des honorables juges Manon Savard, Martin Vauclair et Claude Bouchard, a reconnu à la requérante le statut d'*amicus curiae* lui permettant de faire valoir ses arguments de droit constitutionnel lors de l'instruction de l'affaire *Henderson c. Procureure générale du Québec*, 2018 QCCS 1586 qui fait l'objet du présent appel ;
14. Par le passé, la requérante a déjà fait valoir avec succès ses droits constitutionnels devant cette Cour, tel qu'il appert du jugement rendu le 2 juillet 2002 dans l'affaire de droit privé *Céline Hervieux-Payette c. Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, [2002] R.J.Q. 1669 (C.A.), qui a d'ailleurs fait jurisprudence ;
15. Aussi, la requérante est actuellement partie à une autre affaire constitutionnelle introduite en Cour supérieure, l'opposant cette fois à l'intimée, savoir : « l'affaire de l'article 1 de la loi 104 » (N° C.S. : 500-17-101823-188) ;
16. La requérante soumet à cette Cour qu'elle possède l'expertise, la mémoire institutionnelle et les connaissances pertinentes pour contribuer valablement à la présente instance d'appel ;

Représentativité

17. En outre, la requérante, qui non seulement rassemble à elle seule environ six mille (6 000) membres, mais rejoint également des milliers de bénévoles et sympathisants à travers ses multiples réseaux et groupements affiliés, revêt un caractère suffisamment représentatif d'un segment important de la société civile québécoise pour agir devant la Cour et porter ainsi les intérêts et préoccupations de nombreux citoyens sensibles à la question en litige, lesquels sont susceptibles d'être affectés par les solutions juridiques que retiendra le tribunal, sans toutefois posséder les dispositions nécessaires pour agir eux-mêmes en justice ;

Intérêt véritable

18. Considérant sa mission, son histoire et ses actions passées, la requérante prétend détenir un intérêt véritable en ce qui a trait au développement des règles de droit pouvant être dégagées de la Constitution du Canada, applicables aux dispositions de la loi 99 et plus généralement, au droit du peuple québécois à déterminer librement son avenir ;
19. L'intérêt de la requérante pour ces questions se trouve actualisé par la position de l'appelant et celles des autres parties qui, si l'une ou l'autre était accueillie, réduiraient considérablement, selon la SSJB, le domaine des libertés politiques du peuple québécois ainsi que le droit légitime pour tous ceux qui en font partie de vivre et de s'épanouir au sein d'une société libre et démocratique, - celle de leur *choix* ;
20. En plus d'avoir fait des représentations auprès d'élus afin de les sensibiliser à cet enjeu, la SSJB, par la voix de ses Présidents généraux successifs, s'est prononcée publiquement à maintes reprises sur la présente affaire par le biais des médias. Mais, la requérante soutient qu'intervenir en l'instance constitue le seul moyen réellement efficace pour parvenir à ses fins ;

L'importance des questions en litige au regard du public

21. Considérant que le présent litige soulève des enjeux fondamentaux portant sur la protection des droits fondamentaux, des prérogatives et du statut politique du peuple québécois, et sur les moyens légitimes pour y parvenir dans le cadre constitutionnel canadien, la requérante cherche à se faire entendre sur ces questions d'intérêt national qui sont au cœur de ses préoccupations et qui animent depuis des temps immémoriaux, l'ensemble du peuple québécois et tous les gouvernements et législatures qui se sont succédés, comme en témoignent par exemple les nombreuses résolutions unanimes adoptées par l'Assemblée nationale à ce sujet et l'intérêt suscité par cette cause elle-même aussi bien sur la place publique que chez les juristes et les universitaires ;

L'utilité de l'apport de la requérante au débat

22. La requérante réitère que son intervention ne constitue certes pas qu'une répétition des propos tenus par l'une ou l'autre des parties au présent litige, et que les arguments qu'elle souhaite formuler en droit constitutionnel et en matière d'interprétation législative, se veulent utiles, distincts, pertinents et originaux ;

La position de la requérante, distincte de celles des parties

23. Contrairement à la position de la partie appelante de même qu'aux conclusions subsidiaires recherchées par la mise en cause en première instance, la requérante entend démontrer, à la lumière de ses propres sensibilités eu égard aux droits, intérêts et prérogatives du peuple québécois, et d'une manière distincte des représentations de l'intimée, que les dispositions contestées de la loi 99 sont pleinement valides et non incompatibles avec la Constitution du Canada, notamment la Partie V de la *Loi constitutionnelle de 1982* ;

24. La requérante est d'avis qu'il y a lieu de maintenir les conclusions auxquelles en est arrivée l'honorable juge madame Claude Dallaire dans sa décision de première instance, mais en partie pour d'autres motifs que ceux par elle énoncés ;

25. Plus précisément, contrairement à ce qu'allègue la partie appelante, on ne saurait interpréter la loi 99 comme accordant au peuple québécois un droit illimité à l'autodétermination. Manifestement, les dispositions contestées et les débats parlementaires sur le projet de loi 99 indiquent qu'il n'était *pas* dans l'intention du législateur de conférer au peuple québécois un droit absolu à l'autodétermination externe ou à la sécession-remède. Non plus, ces dispositions n'ont ni pour « idée maîtresse », déguisée ou pas, ni pour effet d'attribuer de quelque façon à l'État du Québec un pouvoir de sécession « *unilatérale* », c'est-à-dire « sans négociations préalables avec les autres provinces et le gouvernement fédéral »³ ;

³ *Renvoi relatif à la sécession du Québec* [1998] 2 R.C.S. 217 par. 86

26. Aussi, contrairement à ce qu'a notamment plaidé l'appelante en première instance (voir ses *Abbreviated notes*, **Annexe IN-8**), les dispositions contestées n'ont pas pour objet ni pour effet d'introduire un système de démocratie directe, « étranger aux institutions du Canada ». Daucune façon ne rendent-elles exécutoire ou contraignant en droit le *choix* pouvant être exprimé par le peuple québécois du régime politique et du statut juridique du Québec, par exemple au moyen d'une *consultation* populaire. Il n'y a pas non plus de raison de croire que la loi 99 a pour objet ou pour effet de conférer au peuple québécois un pouvoir constituant ou encore d'établir une république par voie « révolutionnaire »⁴, en violation de l'autorité constituante incarnée par la Reine ou de la suprématie de la Constitution ;
27. Par ailleurs, contrairement à ce qu'a fait valoir la mise en cause en première instance, la requérante est d'avis que les dispositions contestées de la loi 99 ne sont pas non plus « purement déclaratoires » et que le droit fondamental du peuple québécois à disposer de lui-même, tel que codifié par la loi 99, n'est pas qu'un « droit prétendu »⁵ ;
28. Contrairement cette fois à ce qu'a déjà laissé entendre l'intimée, la requérante soutient que la loi 99 ne se réduit pas davantage à un énoncé de « principes »⁶ ;
29. La requérante plaide plutôt que les dispositions contestées de la loi 99 doivent être lus à la lumière de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16), en ce qu'elles sont « réputées avoir pour objet de reconnaître des droits et d'imposer des obligations »;

⁴ *Abbreviated Notes* de l'appelante en première instance, Annexe IN-8, aux p. 51 à 54

⁵ *Acte d'intervention* de la mise en cause en première instance, reproduit à l'Annexe II du mémoire de la partie appelante, pp. 186-201, au par. 49

⁶ *Acte de défense* de l'intimée en première instance, reproduit à l'Annexe II du mémoire de la partie appelante, pp. 179-185, aux par. 34 et s.

30. D'après le *sens véritable* qu'elle dégage des dispositions contestées de la loi 99, la requérante affirme que celles-ci consistent en une reconnaissance formelle du statut juridique du peuple québécois et de ses droits à l'autodétermination interne, ni plus ni moins, assortie des obligations qui en découlent pour l'État du Québec. En édictant la loi 99, le législateur québécois a validement incorporé en droit interne, - dans le respect de ses compétences constitutionnelles, des normes universellement reconnues au titre de traités *ratifiés* par le Canada ;
31. Ainsi, la requérante souhaite notamment éviter que par abus de *reading down* ou autrement, ces dispositions si fondamentales ne se retrouvent dépouillées de leur substance ou réduites à une déclaration de principes quant au statut juridique et aux droits à l'autodétermination interne qu'elles reconnaissent formellement au peuple québécois dont la partie appelante va jusqu'à nier l'existence en droit telle que définie par la loi 99⁷. Autrement dit, de l'avis de la requérante, il n'est pas nécessaire, pour confirmer la validité constitutionnelle des articles 1 à 5 et 13 de la loi 99, « *réputés* » reconnaître des droits et imposer des obligations, d'en atténuer la portée formelle ni d'altérer interprétativement la qualité juridique, les droits consacrés et les prérogatives du *peuple québécois*, par exemple en ramenant ce dernier à sa seule dimension de « population » ou en rétrogradant son statut *de jure* à un simple statut *de facto* ou informel ;

Énoncés finaux

32. Le 15 mai 2018, soit cinq (5) jours suivant la notification de l'avis d'appel, la requérante, désignée comme partie mise en cause par la partie appelante, a produit et notifié un acte de représentation, **pièce IN-9** ;
33. La requérante entend produire un mémoire d'au plus trente (30) pages dans les mêmes délais que ceux accordés à la mise en cause, soit d'ici le 20 février 2019 ;

⁷ *Notice of Appeal*, aux par. xi, xii et xiii | *Appellant's brief*, aux par. 29 à 31

34. Vu les arguments qu'elle invoque, la requérante soumet que dans ce dossier de nature publique, les avantages de son intervention dépassent ses inconvénients ;

35. La présente demande est bien fondée en fait et en droit ;

POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

ACCUEILLIR la présente requête ;

AUTORISER la requérante à intervenir à titre amical lors de l'instruction et à produire un mémoire d'au plus trente (30) pages au soutien de ses représentations orales, en date du 20 février 2019 ;

LE TOUT sans frais, sauf en cas de contestation.

Montréal, le décembre 2018

Michaud Santoriello Avocats
5365, rue Jean-Talon Est, bureau 602
Montréal (Québec) H1S 3G2
Téléphone : (514) 374-8777
Télécopieur : (514) 374-6698
Courriel : m.michaud@avocats-ms.com

CANADA
QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR D'APPEL

N° : 500-09-027501-188

N° : 500-05-065031-013

KEITH OWEN HENDERSON,

PARTIE APPELANTE - Requérant

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC,

PARTIE INTIMÉE - Intimée

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU CANADA,

PARTIE MISE EN CAUSE - Mise en cause

et

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL,

REQUÉRANTE - Intervenante amicale

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Requérante

Datée du décembre 2018

Je, soussigné, Marc Michaud, avocat, exerçant au 5365 Jean-Talon Est, bureau 602, Montréal, Québec, H1S 3G2, affirme solennellement ce qui suit ce qui suit:

1. Je suis procureur de la requérante en l'instance;
2. Tous les faits allégués dans cette *Demande pour autorisation d'intervenir à titre amical lors de l'instruction* sont vrais et exacts;

ET J'AI SIGNÉ :

Marc Michaud, Avocat

ASSERMENTÉ DEVANT MOI à Montréal,
ce jour de décembre 2018

AVIS DE PRÉSENTATION

À : M^e Charles O'Brien 1233, rue Island Montréal (Québec) H3K 2N2 Téléphone : (450) 242-5885 Télécopieur : (514) 484-1539 Courriel: bluegreenlaw@gmail.com	M ^e Jean-Yves Bernard Bernard, Roy (Justice Québec) Procureure générale du Québec 1, Notre-Dame Ouest, bureau 8.00 Montréal (Québec) H2Y 1B6 Téléphone : (514) 393-2336, p. 51467 Télécopieur : (514) 873-7074 Courriel: bernardroy@justice.gouv.qc.ca
---	--

Procureur de la partie appelante

Procureur de la partie intimée

**M^{es} Claude Joyal, Warren Newman
et Ian Demers**

Procureure générale du Canada, bureau régional du Québec
Complexe Guy-Favreau
200, René-Lévesque Ouest, Tour Est, 9^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1X4
Téléphone : (514) 283-8768
Télécopieur : (514) 283-3856
Courriels: notificationPGC-AGC.civil@justice.gc.ca,
claude.joyal@justice.gc.ca, warren.newman@justice.gc.ca,
ian.demers@justice.gc.ca,

Procureurs de la partie mise en cause

PRENEZ AVIS que la présente requête sera présentée à l'un ou l'une des honorables juges de la Cour d'appel, située au 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 4B6, en date du **décembre 2018, à 9h30, en salle RC.18.**

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

SIGNÉ À MONTRÉAL, le décembre 2018

Michaud Santoriello Avocats
5365, rue Jean-Talon Est, bureau 602
Montréal (Québec) H1S 3G2
Téléphone : (514) 374-8777
Télécopieur : (514) 374-6698
Courriel : m.michaud@avocats-ms.com

CANADA
QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR D'APPEL

N° : 500-09-027501-188

N° : 500-05-065031-013

KEITH OWEN HENDERSON,

PARTIE APPELANTE - Requérant

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC,

PARTIE INTIMÉE - Intimée

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU CANADA,

PARTIE MISE EN CAUSE - Mise en cause

et

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL,

REQUÉRANTE - Intervenante amicale

**LISTE DES ANNEXES AU SOUTIEN
DE LA DEMANDE POUR AUTORISATION D'INTERVENIR À TITRE AMICAL
LORS DE L'INSTRUCTION**

Requérante

Datée du décembre 2018

- ANNEXE IN-1 Copie de l'état de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises : Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ;
- ANNEXE IN-2 Copie de la charte constitutive de la requérante - *Loi refondant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, 3 George V, c. 93 ;
- ANNEXE IN-3 Copie de l'*Acte pour incorporer l'association St. Jean-Baptiste de Montréal*, 12 Victoria, c. 149 ;
- ANNEXE IN-4 Copie du Règlement général 1.C de la requérante ;
- ANNEXE IN-5 Copie du Règlement général 3 de la requérante ;
- ANNEXE IN-6 Liste de réalisations historiques de la requérante ;
- ANNEXE IN-7 Liste d'interventions publiques en matières constitutionnelles de la requérante ;
- ANNEXE IN-8 Copie des *Abbreviated Notes* produites par la partie appelante au soutien de ses plaidoiries en première instance ;
- ANNEXE IN-9 Copie de l'acte de représentation de la requérante.

SIGNÉ À MONTRÉAL, le décembre 2018

Michaud Santoriello Avocats
5365, rue Jean-Talon Est, bureau 602
Montréal (Québec) H1S 3G2
Téléphone : (514) 374-8777
Télécopieur : (514) 374-6698
Courriel : m.michaud@avocats-ms.com

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL
N° : 500-09-027501-188

N° C.S. : 500-05-065031-013

KEITH OWEN HENDERSON
PARTIE APPELANTE – Requérant
c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC
PARTIE INTIMÉE – Intimée
et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU CANADA
PARTIE MISE EN CAUSE - Mise en cause
et

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL
REQUÉRANTE - Intervenant

**DEMANDE POUR AUTORISATION
D'INTERVENIR À TITRE AMICAL
LORS DE L'INSTRUCTION**
(Article 187 C.p.c.)

ORIGINAL

MICHAUD SANTORIELLO AVOCATS
5365, rue Jean-Talon Est, bureau 602
Montréal (Québec) H1S 3G2
Téléphone : 514-374-8777
Télécopieur : 514-374-6698
m.michaud@avocats-ms.com
BM 2156

ANNEXE IN-1

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2018-12-08 22:52:23

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1142739029
Nom	SOCIETE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL

Adresse du domicile

Adresse	82 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H2X1X3 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
----------------------------	---

Nom de la personne physique

Nom de famille	Paquette
Prénom	Monique

Adresse	82 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H2X1X3 Canada
---------	---

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-02-18
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-02-18
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1849-05-30 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi du Québec à caractère privé

Régime courant

QUÉBEC : Loi du Québec à caractère privé

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2018-09-26
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2018-04-04 2017
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2019-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2017	2018-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés**1^{er} secteur d'activité**

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	SOCIÉTÉS ST-JEAN-BAPTISTE

2^e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7311
Activité	Sociétés d'assurance-vie
Précisions (facultatives)	-

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom	DORION, JEAN
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4940 av. Beaconsfield Montréal (Québec) H3X3R6 Canada
Nom	LANGLAIS, FRANCE
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	2279 rue Wurtele Montréal (Québec) H2K2R1 Canada
Nom	LEMIEUX, FRANÇOIS
Date du début de la charge	2016-04-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	80 crois. Cassino Laval (Québec) H7E2K4 Canada
Nom	GAGNON, CHRISTIAN
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	5864 rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2V4K8 Canada
Nom de famille	BANDOU
Prénom	Rachid
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1136 rue Pierre-Quenneville Laval (Québec) H7L5N9 Canada
Nom de famille	LAVALLÉE
Prénom	Josiane
Date du début de la charge	2013-03-14
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	5030 rue De Lanaudière Montréal (Québec) H2J3R1 Canada

Nom de famille	ST-LAURENT LAPORTE
Prénom	MAXIME
Date du début de la charge	2014-05-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	4873 av. de l'Hôtel-de-Ville Montréal (Québec) H2T2B5 Canada

Nom de famille	BEAULIEU
Prénom	MARIO
Date du début de la charge	2014-05-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	49 97e Avenue (P.-a.-T.) Montréal (Québec) H1A2C5 Canada

Nom de famille	LANDRY
Prénom	Bernard
Date du début de la charge	2016-03-11
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1005 rte Marie-Victorin Verchères (Québec) J0L2R0 Canada

Nom de famille	STANKÉ
Prénom	Sophie
Date du début de la charge	2016-03-11
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	164 rue Homer Longueuil (Québec) J4V2W2 Canada

Nom de famille	BENOIT
Prénom	Lucner
Date du début de la charge	2017-03-10
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	10823 av. Éthier Montréal (Québec) H1H3G5 Canada

Nom de famille	ROY
Prénom	Mathieu
Date du début de la charge	2017-03-10
Date de fin de la charge	

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	260 av. Lockhart Mont-Royal (Québec) H3P1Y4 Canada

Nom de famille	Alepin
Prénom	Marie-Anne
Date du début de la charge	2018-03-09
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse	6298 rue Saint-André Montréal (Québec) H2S2K5 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0001 - SOCIETE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL (Établissement principal)	82 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H2X1X3 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0003 - Société Saint-Jean-Baptiste-Culturel	82 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H2X1X3 Canada	Autres théâtres et spectacles (9639)
0002 - Société Saint-Jean-Baptiste	82 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H2X1X3 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2018-09-26
Déclaration de mise à jour courante	2018-04-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-04-04
Déclaration de mise à jour courante	2017-04-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-03-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-04-06

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2015-08-13
Déclaration de mise à jour courante	2015-04-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-03-30
Déclaration de mise à jour courante	2014-08-15
Déclaration de mise à jour courante	2014-08-13
Déclaration de mise à jour courante	2014-06-23
Déclaration de mise à jour courante	2014-06-06
Déclaration de mise à jour courante	2014-04-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-03-17
Déclaration de mise à jour courante	2014-02-14
Déclaration de mise à jour courante	2013-05-13
Déclaration de mise à jour courante	2013-04-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-03-26
Déclaration de mise à jour courante	2012-04-30
Déclaration annuelle 2011	2012-04-10
Déclaration annuelle 2010	2011-08-23
Déclaration annuelle 2009	2010-02-18
Déclaration modificative	2009-09-21
État et déclaration de renseignements 2008	2009-07-22
État et déclaration de renseignements 2007	2008-06-05
État et déclaration de renseignements 2006	2007-06-11
Déclaration annuelle 2005	2006-01-31
Déclaration annuelle 2004	2005-05-04
Déclaration annuelle 2003	2004-02-05
Déclaration annuelle 2002	2003-01-27
Déclaration annuelle 2001	2001-12-14
Déclaration annuelle 2000	2001-02-01
Déclaration annuelle 1999	2000-03-01
Déclaration annuelle 1998	1999-02-16
Déclaration annuelle 1997	1998-01-21
Déclaration annuelle 1996	1996-11-28
Déclaration annuelle 1995	1995-12-01
Déclaration d'immatriculation	1995-02-18

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2014-08-15
---	------------

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
SOCIETE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL		1995-02-18		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Service d'Entraide de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal		2014-02-14		En vigueur
Société Saint-Jean-Baptiste		2014-08-15		En vigueur
Société Saint-Jean-Baptiste-Culturel		2014-08-15		En vigueur

Québec 

© Gouvernement du Québec

ANNEXE IN-2

que ladite compagnie pourra payer une commission n'excédant pas vingt-cinq pour cent sur le montant réalisé par la vente des actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie.

Et, par les présentes, j'autorise de plus la compagnie à employer une partie de son argent à acheter des actions dans toute autre corporation.

Et, par les présentes, j'autorise encore la compagnie à tenir des assemblées de ses actionnaires, de ses directeurs ou de ses comités exécutifs en dehors de la province d'Ontario.

Donné sous mon seing et sous le sceau du bureau, en la cité de Toronto, dans ladite province d'Ontario, ce vingt-deuxième jour d'août de l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent douze.

W. J. HANNA,
Secrétaire de la province.

C H A P . 93

Loi refondant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

ATTENDU que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal a demandé, par sa pétition, que les lois 51-52 Victoria, chapitre 65, 55-56 Victoria, chapitre 85, 62 Victoria, chapitre 93, 3 Edouard VII, chapitre 121, et 6 Edouard VII, chapitre 93, relatives à cette société, soient refondues et amendées ;

Et attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande à cet effet contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique **Définitions**. clairement le contraire, le mot "société" s'entend pour la Société St-Jean-Baptiste de Montréal; le mot "conseil", pour le conseil de direction de la société; le mot "actionnaire", pour les actionnaires du Monument National; le mot "caisse", pour la Caisse nationale d'économie; les mots "sociétaires" et "rentiers", pour les sociétaires ou les rentiers de la Caisse nationale d'économie.

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL

Nom de la société.

2. L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'appellera désormais la "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal."

Corporation substituée et son objet.

3. Cette corporation succède à l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, constituée en corporation en vertu de la loi 12 Victoria, chapitre 149, et dans tous les biens, droits, pouvoirs, priviléges et obligations de ladite association ; et elle poursuit le même but, savoir :

- a. L'union et la protection, au point de vue national, des canadiens catholiques de langue française, et des étrangers catholiques de langue française naturalisés canadiens ou considérés comme canadiens ;
- b. L'union et le secours mutuel de ses membres ;
- c. La diffusion de l'instruction publique et l'aide aux œuvres de bienfaisance et de prévoyance sociale.

Siège social.

4. Le siège social de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal est dans la cité de Montréal.

Epoque des assemblées annuelles.

5. L'assemblée générale annuelle de la société est fixée au deuxième jeudi de mars ou le lendemain si le jour fixé n'est pas juridique.

Devise.

6. La devise de la société est : "Rendre le peuple meilleur", et le sceau officiel porte cette devise.

Pouvoirs corporatifs.

7. La société a tous les pouvoirs conférés aux corporations civiles par la loi du pays. Elle est notamment autorisée à assurer des rentes viagères, et à créer, au profit de ses membres ou de leur famille, une caisse de secours en cas de maladie et une caisse d'indemnité en cas de décès et à acquérir et aliéner des immeubles pour ses fins. Ses membres ne sont pas personnellement responsables de ses obligations.

Règlements, etc., continués.

8. Les actes, résolutions et règlements actuellement en vigueur, compatibles avec les dispositions de la présente loi et les lois générales de la province, sont maintenus jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou modifiés.

Composition de la société.

9. La société se compose de membres admis conformément à ses règlements.

Conseil de la société.

10. Les pouvoirs conférés par la présente loi sont exercés par un conseil de neuf, de douze ou de quinze membres, élus conformément aux règlements, et dont le tiers sera pris parmi les anciens présidents de la société. Les membres de la

société exercent les droits électifs et législatifs, au premier ou au deuxième degré, en la manière prévue par les règlements de la société.

11. Les membres s'intitulent : participants ou adhérents, *Classification selon qu'ils sont ou ne sont pas inscrits à l'une ou l'autre des membres des deux caisses de secours mentionnées en la section 7.*

12. Les membres fondateurs et les membres actifs à vie, *Membres bienfaiteurs.* admis avant l'entrée en vigueur de la présente loi, s'appelleront désormais "membres bienfaiteurs" et jouiront, leur vie durant, des droits et priviléges des membres adhérents.

13. Le conseil de direction peut faire tous règlements *Règlements qui ne sont pas contraires aux dispositions de cette loi ni aux du conseil d'administration de la province, et sur entre autres sujets, les suivants :* *tion.*

1. Le nombre, la date le lieu et l'objet des assemblées, ainsi que le mode des élections de la société ;

2. L'admission et l'expulsion des membres, ainsi que le montant et la date du paiement de leur contribution annuelle ;

3. La qualification des membres pour prendre part aux assemblées et l'éligibilité de ceux qui peuvent être nommés par les membres pour faire partie du conseil d'administration ;

4. La nomination d'officiers ou employés autres que ceux mentionnés dans la présente loi, et la fixation de leurs devoirs et obligations ;

5. La création de commissions d'étude ou autres, et la fixation de leurs devoirs et obligations ;

6. La fixation du quorum des assemblées du conseil de direction, lequel ne devra pas être de moins de cinq membres ;

7. La confiscation et la conversion des actions.

Les règlements devront être soumis à l'assemblée générale *Soumission des règlements à l'ass. générale.* de la société, tenue immédiatement après leur passation, laquelle pourra les ratifier, modifier ou rejeter.

Aucun règlement n'aura force et vigueur à moins qu'il n'ait *Leur approbation, etc.* été approuvé par ladite assemblée qui pourra le ratifier, modifier ou rejeter.

Dix membres de la société auront le droit de proposer à l'assemblée générale de la société de nouveaux règlements *Règlements passés par l'ass. générale.* ou des amendements aux règlements existants, pourvu que ces règlements ou amendements aient été transmis par eux, sous leur signature, au conseil de direction de la société, au moins soixante jours avant l'assemblée générale des membres. Dans ce cas le conseil de direction devra faire publier ces amendements dans le bulletin de la société, au moins trente jours avant l'assemblée. Les règlements ainsi pro-

Publication d'ceux.

Leur entrée en vigueur. posés n'auront force et effet qu'en autant qu'ils auront été approuvés ou modifiés par au moins les deux tiers des membres présents à l'assemblée.

Exemption d'impôts, etc. **14.** La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, étant une société d'utilité publique, est exemptée de tout impôt provincial et de tout impôt municipal y compris la taxe scolaire, à l'exception des impôts pour taxes ou contributions foncières spéciales et de la taxe ou prix de l'eau, et les corps publics ou privés, notamment les municipalités de l'île de Montréal, sont expressément autorisés à venir en aide à la société par voie de subvention, de garantie ou autrement. Cette exemption et cette autorisation s'appliquent aux différents corps civils distincts formés par la société.

CAPITAL-ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Capital-actions. **15.** Le capital-actions autorisé à la demande et au bénéfice de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, par la section 24 de loi 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'amendée par la section 10 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 85, pour la construction d'un bâtiment dit "Monument National", est maintenu sous les réserves suivantes :

a. Il ne peut être émis d'actions nouvelles, et la société ne peut céder ses actions ;

b. La société sera représentée aux assemblées d'actionnaires par un délégué nommé par le conseil et muni d'un mandat impératif ;

c. Le Monument National ne peut être aliéné que du consentement de la majorité en valeur, à une assemblée d'actionnaires convoquée à cette fin, et avec l'autorisation des corps légiférant et exécutif de la société ;

d. Les actions ne peuvent être transportées sans le consentement du conseil de la société ;

e. Nonobstant la loi sur les successions vacantes, lorsqu'un actionnaire meurt sans avoir désigné son ou ses héritiers, la société peut consigner, au nom de la succession, dans une institution autorisée, la somme représentant la valeur au pair des actions. Si au bout de cinq ans, ce dépôt n'a pas été retiré par les héritiers, il devient la propriété absolue de la société ;

f. Si, par l'opération de l'article précédent ou autrement, la société devient seule détentrice du capital-actions, ce capital-actions sera aboli par le fait même, sans autre formalité que la publication du fait dans la *Gazette officielle de Québec* ;

g. Jusqu'à l'acquisition complète du capital-actions par la société, les actionnaires qui auront cédé leurs actions gratui-

tement à la société peuvent continuer de prendre part aux délibérations des actionnaires ;

h. La société, après l'acquittement des obligations afférentes au Monument National, peut affecter le surplus des revenus dudit immeuble à ses œuvres ;

i. L'aliénation des immeubles de la société et la liquidation d'icelle ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

16. Le Monument National est administré par une commission administrative d'au moins trois, et d'au plus cinq membres nommés par le conseil de la société. Administrative d'au moins trois, et d'au plus cinq membres nommés par le conseil de la société.

FÉDÉRATION NATIONALE SAINT-JEAN-BAPTISTE

17. La section féminine de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, créée en vertu de la section 3 de la loi Edouard VII, chapitre 121, sous le nom de " Dames Patronnesses de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal ", est par la présente loi reconnue comme corporation distincte, sous le nom de " Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste ", avec tous les pouvoirs conférés aux corporations civiles par la loi du pays.

18. Le siège social de la fédération est dans la cité de Montréal. Siège social.

19. La fédération peut travailler de concert avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal aux œuvres d'intérêt commun, chaque fois qu'elle le juge à propos. Elle peut entreprendre toute œuvre d'intérêt public dans le domaine de la charité, de l'éducation et des questions économiques et sociales.

20. Le statut actuel de la fédération, formant la cédule Statut de la A annexée à la présente loi, restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été amendé. Il peut être amendé par les membres convoqués à cette fin et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

ÉCOLES MÉNAGÈRES

21. La corporation constituée distinctement par ladite section féminine de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, sous le nom de " Ecoles ménagères provinciales ", en vertu de la loi 6 Edouard VII, chapitre 93, pour l'établissement d'écoles ménagères, est également maintenue. Le statut formant la cédule E de ladite loi peut être amendé

par les membres convoqués à cette fin et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Leur siège social.

22. Le siège social des écoles ménagères est dans la cité de Montréal.

Exemption d'impôts.

23. La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et les écoles ménagères jouissent de l'exemption d'impôts conservée à la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal par l'article 14 de la présente loi.

CAISSE NATIONALE D'ÉCONOMIE ET CAISSE DE REMBOURSEMENT

Caisse de rentes viagères, etc., continuée.

24. La caisse de rentes viagères établie par l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, sous le nom de Caisse nationale d'économie, en vertu de la section 4 de la loi 62 Victoria, chapitre 93, ainsi que le service de remboursement en cas de décès établi au profit des sociétaires de la Caisse nationale d'économie, sous le nom de Caisse de remboursement, en vertu de la section 6 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 121, continuent d'exister et d'être administrées par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, conformément aux lois et statuts les incorporant.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions abrogées.

25. Sont abrogées les lois 51-52 Victoria, chapitre 65, 55-56 Victoria, chapitre 85, 62 Victoria, chapitre 93, 3 Edouard VII, chapitre 121, sauf les dispositions contenues dans la section 11 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 85, et dans la loi 62 Victoria, chapitre 93, section 4, et dans les cédules A et B de la dite loi, et dans la section 6 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 121, et dans les cédules C et D de ladite loi, et toutes les dispositions de la loi 6 Edouard VII, chapitre 93, qui sont maintenues en vigueur, sous la réserve que le nom de "Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal" y est remplacé par celui de "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal", et celui de "Association nationale fiduciaire" par celui de "Société nationale de fiducie".

Entrée en vigueur.

26. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE A

STATUT DE LA FÉDÉRATION NATIONALE SAINT-JEAN-BAPTISTE

1. La fédération nationale Saint-Jean-Baptiste a pour objet de grouper les canadiennes-françaises catholiques en vue de fortifier par l'union leur action dans la famille et dans la société.

2. La fédération peut entreprendre toute œuvre d'utilité publique dans le domaine de la charité, de l'éducation, de la vie économique et sociale.

3. La fédération peut travailler de concert avec la société nationale Saint-Jean-Baptiste aux œuvres d'intérêt commun.

4. La fédération nationale Saint-Jean-Baptiste forme une corporation ayant tous les pouvoirs conférés aux corporations civiles par la loi du pays. Elle peut acquérir et posséder des immeubles, les aliéner et les transporter selon ses besoins.

La fédération jouira de l'exemption d'impôts accordée à la société nationale Saint-Jean-Baptiste.

Les femmes mariées, membres de la fédération, lient légalement la corporation de la fédération nationale Saint-Jean-Baptiste sans que l'autorisation maritale soit requise pour cela.

5. Le siège social de la fédération est à Montréal.

6. La fédération est régie par ses statuts et par ses règlements.

7. La fédération se compose de sociétés autonomes dûment affiliées selon les règlements.

Les membres des sociétés affiliées deviennent membres ordinaires de la fédération.

8. La fédération est administrée par les déléguées des sociétés affiliées et par un bureau de direction élu par ces déléguées, selon les règles énoncées aux articles 9 et 10 des présents statuts et selon les règlements.

9. L'assemblée des déléguées constitue l'autorité suprême dans la fédération. Elle se réunit chaque année selon les règlements pour prendre connaissance des affaires de la fédération, statuer sur les travaux à entreprendre, créer des comités pour poursuivre ces travaux, recevoir les comptes-rendus de l'administration et prendre des dispositions finales sur toute chose. L'assemblée élit le bureau de direction qu'elle délègue pour administrer la fédération. L'ordre des séances de l'assemblée est établi par les règlements, ainsi que la présentation des motions et les avis de motion.

10. Le bureau de direction se compose de neuf membres au moins. Ce nombre peut être augmenté au besoin. Il est élu par l'assemblée des déléguées, et les candidates en sont choisies conformément aux règlements.

Les membres du bureau du direction administrent la fédération comme mandataires de l'assemblée des déléguées.

Le bureau dirige les comités, en choisit les présidentes dans ses rangs et représente officiellement la fédération. Il peut même quand il y a urgence créer des comités provisoires dont l'existence ultérieure est subordonnée à la volonté de l'assemblée des déléguées siégeant en séance régulière.

11. Les comités sont institués par l'assemblée des déléguées pour poursuivre des fins spéciales et des œuvres particulières dont l'exécution a été décrétée par l'assemblée des déléguées.

Les comités ont le droit de percevoir des fonds pour poursuivre le but de leur fondation ; ils les administrent selon les règlements de l'association. Dans le cas où un comité est dissous, ses biens retournent à la caisse générale de la fédération pour les fins communes.

Les comités se composent de membres choisis par la présidente du comité, laquelle est nommée par le bureau de direction.

Les membres de comité deviennent membres adhérents de la fédération. Leurs attributs ne s'étendent qu'aux affaires de comité.

Les comités peuvent s'adjointre des messieurs qui deviennent membres bienfaiteurs de la fédération. Leurs attributs sont ceux des membres adhérents.

12. La fédération aura comme devise : " Vers la justice par la charité " et prendra un sceau.

13. Le présent statut de la fédération sera déposé au secrétariat de la province. Il pourra être amendé par les membres convoqués à cette fin, selon les règlements et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

C H A P . 94

Loi constituant en corporation l'*Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec*

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

Préambule.

ATTENDU que MM. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Adam Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Wright, Joseph Desautels et Henri Viau, tous comptables, de la cité et du district de Montréal, et Robert Stewart, comptable, de la cité de Québec, ont, par leur pétition, représenté que la création

ANNEXE IN-3

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming are checked below.

- Coloured covers / Couverture de couleur
- Covers damaged / Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated / Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing / Le titre de couverture manque
- Coloured maps / Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) / Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations / Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material / Relié avec d'autres documents
- Only edition available / Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin / La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure.
- Blank leaves added during restorations may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming / Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments / Commentaires supplémentaires:

Le titre de la couverture est reliée comme étant la dernière page du livre mais filmée en premier sur la fiche.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated / Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed / Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies / Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material / Comprend du matériel supplémentaire
- Pages wholly or partially obscured by errata slips, tissues, etc., have been refilmed to ensure the best possible image / Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à obtenir la meilleure image possible.
- Opposing pages with varying colouration or discolourations are filmed twice to ensure the best possible image / Les pages s'opposant ayant des colorations variables ou des décolorations sont filmées deux fois afin d'obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below / Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10x	12x	14x	16x	18x	20x	22x	24x	26x	28x	30x	32x
										<input checked="" type="checkbox"/>	

No. 154.

2e Session, 8e Parlement; 12 Victoria, 1849.

BILL.

Acte pour incorporer l'association St.
Jean-Baptiste de Montréal.

Reçu et lu la 1^{re} fois, vendredi, le 9 mars,
1849.

Seconde lecture, mercredi, le 14 mars, 1849.

M. CARTIER.

BILL.

Acte pour incorporer l'association St. Jean-Baptiste de Montréal.

ATTENDU que le président et les membres de l'association qui existe depuis plusieurs années à Montréal, sous le nom de l'association St. Jean-Baptiste, ont, par la pétition qu'ils ont présentée à la législature, exposé que la dite association a été établie dans le but d'aider et secourir les personnes en cette province, d'origine française, soit du côté de leur père ou de leur mère; ou celles de toute autre origine, qui se sont mariées à des personnes d'origine française, et se trouvent dans la nécessité de recourir à l'assistance de leurs concitoyens, par suite d'accidents ou d'autres malheurs qu'elles auraient éprouvées, et ont demandé, pour mieux atteindre ce but, que la dite association fût revêtue des pouvoirs d'une corporation; et attendu qu'en conséquence du bien et des avantages qui résultent de la dite association, il est expédié d'accéder à la demande des pétitionnaires:—**A CES CAUSES**, qu'il soit statué, etc.

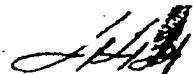
Et il est par le présent statué par la dite association, que l'Honorable Joseph Bourret, sonnes incorporees et portées et pour Louis Marchand, E. R. Fabre, Pierre Jodoin, voire qui leur Jean Bruneau, Olivier Berthelet, Ludger Duvernay, R. Trudeau, Joseph Grenier, Joseph Boulangeret, Charles Joseph Coursol, Amable Prévost, B. H. Lemoine, G. Peltier, Joseph L. Brault, A. LaRocque, George Etienne Cartier, René Auguste Richard Hubert, Joseph Féreol Pelletier, J. B. Homier, J. L. Leprohon, F. X. Brazeau, A. Matte, Jules R. Berthelot, L. P. Boivin, V. Hudon, écrs., et telles autres personnes qui sont maintenant membres de la dite association, ou qui pourront le devenir ci-après, en vertu des dispo-

143

sitions du présent acte et des règlemens en force ou établis en vertu d'icelui, seront et ils sont par le présent constitués corps politique et incorporé sous le nom de "l'association St. Jean-Baptiste de Montréal"; et ils auront, sous ce nom, droit de succession perpétuelle, et un sceau commun, avec pouvoir de le changer à volonté, et ils pourront poursuivre et se défendre dans toutes les cours de justice ou d'équité, acquérir et posséder des biens mobiliers jusqu'à un montant quelconque, et des immeubles n'excédant pas la rente annuelle de mille cinq cents louis courant; aliéner les dits biens et en acquérir d'autres à leur place, pourvu qu'ils n'excèdent pas, toutefois, la valeur 15 susdite; et ils auront tous les autres pouvoirs qui seront nécessaires pour mettre cet acte à effet conformément à son vrai sens et teneur; et tous les biens mobiliers et immobiliers qui appartiennent maintenant à la dite société, 20 ou qu'elle possède en fidéicommis pour sa propre utilité, deviendront après la passation du présent acte, la propriété de la corporation constituée par le présent; et toutes les dettes dues à la dite société, ou toutes les 25 obligations contractées en sa faveur ou en la faveur d'aucun officier de la dite société ou d'aucune personne agissant en son nom, seront dès ce jour censées dues à la dite corporation; et toutes les dettes dues par la dite 30 société, et toutes les obligations contractées par elle ou par aucun de ses officiers ou personnes agissant en son nom, seront dès le même jour censées dues par la dite corporation, et avoir été contractées par elle; et la 35 dite corporation pourra demander, exiger et poursuivre le recouvrement des dits dettes et obligations, et se faire mettre en possession des dits biens, tout comme elle pourra être poursuivie pour les mêmes fins. 40

Proviso.—La corporation ne pourra posséder que certaines propriétés.

II. Pourvu toujours et qu'il soit statué, que la dite corporation n'aura le droit de posséder aucune propriété, ni d'en jouir pour elle et en son nom en fidéicommis, à moins que la dite propriété n'ait été acquise ou achetée 45



à même les deniers provenant des sources suivantes, savoir :—des propriétés de la société qui sont transportées par le présent à la dite corporation ;—des honoraires d'admission des membres ordinaires et honoraire, lesquels honoraires n'excèderont en aucun cas deux louis courant pour chaque membre ;—des souscriptions annuelles des membres pour les fins générales de la corporation, qui n'excèderont en aucun cas deux louis par année ;—des contributions des membres au fonds de bienfaisance de la corporation, des donations, testaments, ou legs faits à la dite corporation ;—des deniers provenant des amendes et pénalités légalement imposées par les règlements ;—et pourvu aussi, que les propriétés et fonds de la dite corporation seront employés exclusivement aux fins suivantes, savoir :—à défrayer les dépenses courantes de la corporation pour les fins de son institution, et à secourir les personnes que la corporation croira devoir secourir, conformément aux règlements de la corporation alors en force et aux dispositions du présent acte.

Proviso:
fins auxquelles les seules les fonds seront employés.

III. Et qu'il soit statué, que les affaires de la dite corporation seront régies et administrées par un comité de régie composé d'un président, de treize vice-présidents, d'un trésorier, de quatre sous-trésoriers, d'un secrétaire-archiviste, d'un secrétaire-correspondant, de huit secrétaires, d'un maréchal, d'un député-maréchal, de seize percepteurs, et de vingt-quatre autres membres, qui seront élus tous les ans à une assemblée générale des membres de la corporation, tenue conformément aux règlements de la dite corporation, et les membres du comité ainsi choisi et nommé demeureront en charge jusqu'à ce que d'autres soient élus pour les remplacer; et douze des dits membres du dit comité formeront un *quorum* pour l'administration des affaires; et la majorité du dit *quorum* pourra exercer tous les pouvoirs du dit comité, à toute assemblée tenue conformément aux règlements de la dite cor-

Les affaires de la corporation seront régies par un comité.

1115-

poration ; et le président présidera à toutes les assemblées générales et à toutes les assemblées du dit comité, et en son absence l'un des vice-présidents, ou en leur absence tout membre appelé à présider par la majorité des membres présents ; et la personne qui présidera ainsi aura la voix prépondérante si les voix sont également partagées.

Titres de la corporation.

Proviso.

La corporation fera des règlements.

Proviso.

Proviso.

IV. Et qu'il soit statué, que tous les actes scellés du sceau commun de la corporation 10 et signés du président ou de l'un des vice-présidents, ou de deux autres membres du comité de régie, et contre-signés par le trésorier, et par nul autre, seront considérés comme étant les actes de la corporation : 15 Pourvu toujours, que le trésorier pour le tems d'alors pourra recevoir tous les deniers dus à la corporation et en donner des quittances valables.

V. Et qu'il soit statué, qu'il sera loisible 20 à la dite corporation de passer des règlements qui lieront ses membres, et de les révoquer et amender de tems à autre suivant qu'elle le jugera expédition : Pourvu toujours, qu'aucun des dits règlements n'aura 25 force et effet qu'en autant qu'il ne répugnera pas à cet acte ou aux lois du Bas-Canada ; et pourvu, en outre, qu'il sera loisible à la dite corporation en vertu de tout tel règlement de diviser la cité et paroisse de Montréal 30 en autant de sections qu'elle le jugera convenable pour les fins de la dite association, et de subdiviser les membres de la dite association demeurant dans ces sections, en 35 *centuries et décuries*, et en telles autres subdivisions qu'elle jugera à propos d'établir ; de pourvoir à l'élection des centurions et décürions dans les dites sections, et de régler les devoirs et augmenter ou diminuer, suivant qu'elle le jugera convenable, le nombre des 40 officiers de la dite association, et toute copie ou extrait de tels règlements, signée par le président et contre-signée par le secrétaire-ar- chiviste sera considérée comme authentique.

246

VI. Et qu'il soit statué, que les assemblées générales de la dite corporation, et toutes les assemblées du dit comité de régie, seront tenues en la manière, après tel avis, à tels temps et lieux dans la cité de Montréal, qu'il sera réglé par les statuts de la corporation alors en force.

VII. Et qu'il soit statué, que les règlements de la dite association en autant qu'ils ne répugneront point au présent acte, ou aux lois du Bas-Canada, seront les règlements de la corporation établie par le présent, jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou changés comme susdit : Pourvu toujours, qu'aucun tel règlement, soit qu'il soit fait avant, soit qu'il soit fait après la passation du présent acte, n'imposera aucune amende ou pénalité plus forte que la somme de un louis et cinq chelins courant.

VIII. Et qu'il soit statué, que les officiers actuels de la dite association seront les officiers de la corporation jusqu'à ce que d'autres officiers soient élus à leur place, à la prochaine assemblée générale annuelle qui sera tenue conformément aux règlements de la dite corporation.

IX. Et qu'il soit statué, que dans toutes les poursuites ou actions contre la dite corporation, la signification de procédures au domicile du secrétaire-archiviste ou du trésorier de la corporation sera une signification suffisante des dites procédures pour toutes les fins de la loi.

X. Et qu'il soit statué, que les membres de la dite corporation ne seront pas responsables personnellement pour aucunes dettes de la dite corporation.

XI. Et qu'il soit statué, que cet acte sera considéré comme un acte public ; et, comme tel, il en sera judiciairement pris connaissance par tous juges, juges de paix et autres personnes qu'il pourra concerner sans qu'il soit nécessaire de l'alléguer spécialement.

ANNEXE IN-4

Article 1.C**Origine et inspiration**

Inspirée à son origine par l'esprit français et catholique de ses fondateurs, la SSJBM accueille dans ses rangs toute personne qui veut soutenir les intérêts du peuple québécois, faire la promotion de la souveraineté du Québec, de sa langue, le français, stimuler l'épanouissement de sa culture et préserver l'héritage du Québec

ANNEXE IN-5

ARTICLE 3. BUTS

Les buts de la Société sont les suivants :

- a) protéger l'intégrité territoriale du Québec, foyer de la Nation et promouvoir l'indépendance politique, économique et culturelle du peuple québécois;
- b) favoriser par tous les moyens appropriés et par toutes les techniques de diffusion l'éducation nationale, patriotique et civique du peuple québécois dans tous les domaines, tant culturel que social, économique et politique; défendre et promouvoir le français à titre de langue nationale;
- c) étudier et faire connaître l'évolution historique du peuple québécois, ses ambitions présentes et ses aspirations futures;
- d) promouvoir les intérêts des membres.

ANNEXE IN-6

Réalisations historiques de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de Montréal (Liste non-exhaustive)

En presque 185 ans d'existence et encore de nos jours, la requérante a rassemblé au sein de ses instances, notamment en son Conseil général, des élites de notre société ayant marqué l'histoire du Québec, dont plusieurs Premiers ministres, Ministres, Maires de Montréal, chefs de partis, intellectuels notoires, artistes, juristes, etc.

Elle a joué un rôle majeur dans la protection et la promotion de la langue française au Québec, ainsi que dans l'avancement du statut, de l'intérêt national, des droits fondamentaux et des prérogatives des francophones d'Amérique du Nord, du peuple québécois et de l'État du Québec, ayant été à l'origine ou ayant pris une part significative dans l'essor d'une multitude de réalisations historiques, dont :

- a) La Fête nationale ;
- b) L'appui populaire aux 92 Résolutions des Patriotes ;
- c) La constitution de Sociétés nationales à travers l'Amérique du Nord ;
- d) Le Monument national ;
- e) Les grands Congrès de la francophonie des Amériques ;
- f) Les premières mutuelles d'assurance, les premières caisses d'épargne ;
- g) La première école technique ;
- h) Les Hautes études commerciales ;
- i) La Chambre de commerce de Montréal ;
- j) La Société nationale de fiducie ;
- k) La Société nationale de colonisation ;
- l) La première école de théâtre ;
- m) L'école des Beaux –Arts ;
- n) La première association féministe francophone ;
- o) Le journal *Le Droit* ;
- p) Les campagnes du Sou de la pensée française contre le Règlement 17 en Ontario ;
- q) La mise en valeur du Code Morin rédigé par l'ancien Président général Me Victor Morin ;

- r) La Société historique de Montréal ;
- s) La Croix du Mont-Royal ;
- t) Les Grands prix de la SSJB (médaille *Bene Merenti de Patria*) ;
- u) La Société nationale d'assurance ;
- v) La Fondation du Prêt d'honneur ;
- w) La Caisse nationale d'assurance-vie ;
- x) L'adoption du Fleurdelisé comme drapeau national ;
- y) La mise sur pied d'états généraux sur le Canada français ;
- z) Les grands mouvements citoyens et fronts communs contre le Bill 63 ;
- aa) ... et ceux ayant mené à l'adoption de la *Charte de la langue française* ;
- bb) La Fondation Ludger-Duvernay ;
- cc) La Fondation pour la langue française ;
- dd) Les Prix du Mérite en histoire ;
- ee) Le Mouvement Québec 91-92 ;
- ff) Le Comité Passeport-Québec ;
- gg) La Cérémonie québécoise de l'Armistice ;
- hh) Les Productions Duvernay ;
- ii) La Coalition pour l'histoire ;
- jj) Le Mouvement Québec français ;
- kk) Les Partenaires pour un Québec français ;
- ll) Le réseau Cap sur l'indépendance ;
- mm) La Fondation Maurice-Séguin ;
- nn) Le Projet ÉLAN ;
- oo) De nombreux monuments historiques...

ANNEXE IN-7

**Interventions publiques de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de Montréal
en matières constitutionnelles**
(Liste non-exhaustive)

- a) En juillet 1964, la SSJB a présenté à la *Commission fédérale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, un mémoire intitulé « Le bilinguisme et l'union canadienne », publié aux Éditions de l'Agence Duvernay Inc., Montréal, 1964 ;
- b) En 1971, avec la Fédération des Société Saint-Jean-Baptiste, elle s'est imposée comme l'un des chefs de file du mouvement d'opposition au projet de *Charte de Victoria* dans la société civile québécoise ;
- c) Le 7 décembre 1978, elle a publié un texte intitulé « Position de la SSJB-M sur la conjoncture politique du Québec à la veille du grand débat référendaire » ;
- d) En février 1981, elle a présenté à la *Commission parlementaire sur la Constitution*, un mémoire intitulé « L'imposture » ;
- e) Le 25 mai 1987, elle a présenté à la *Commission des institutions sur l'entente constitutionnelle intervenue le 30 avril 1987 au Lac Meech*, un mémoire intitulé « L'Accord du Lac Meech : un projet insensé » ;
- f) En novembre 1990, elle a présenté à la *Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, un mémoire intitulé « Pour une solution moderne et sans ambiguïté » ;
- g) Le 8 décembre 1994, elle a présenté au *Comité permanent du Patrimoine canadien de la Chambre des Communes*, un mémoire sur le projet de loi C-53 ;
- h) En février 1995, elle a publié un recueil des mémoires des Sections et du Conseil jeunesse de la SSJB présentés aux *Commissions régionales sur l'avenir du Québec* ;
- i) En mars 1995, elle a présenté à la *Commission nationale sur l'avenir du Québec chargée d'examiner l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec*, le mémoire « La souveraineté nous ouvre l'avenir » ;
- j) Le 28 mai 1997, elle a présenté à la *Commission parlementaire chargée de l'étude du projet de loi 109 relatif à la mise en place de Commissions scolaires linguistiques*, un mémoire intitulé « Enfin, regarder ensemble dans une même direction », produit conjointement avec le Mouvement national des Québécois et Québécoise ;

- k) Le 28 août 1998, elle a publié dans *La Presse* et plusieurs autres journaux, un texte en réaction à l'avis de la Cour suprême dans le *Renvoi sur la sécession du Québec*, intitulé « Message aux démocrates de tous les pays : Demain, Québécois, si nous le voulons », cosigné par plus d'une centaine d'acteurs politiques et personnalités publiques ;
- l) Le 20 décembre 1999, la SSJB a fait paraître dans le *New York Times* un texte intitulé « *Shame on Ottawa* » dénonçant l'adoption de la *Loi sur la clarté* ;
- m) Le 22 février 2000, elle a présenté à Ottawa un mémoire relatif au projet de loi C-20 (*Loi donnant effet à l'exigence de clarté formulée par la Cour suprême du Canada...*) ;
- n) En avril 2000, elle a présenté à la *Commission parlementaire sur le projet de loi 99 (Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec)*, un mémoire intitulé « Combattre l'intimidation : des moyens concrets » ;

ANNEXE IN-8

Henderson v. A.G. Quebec - Superior Court - Abbreviated Trial Notes

Revised 25 Feb 2017

I. INTRODUCTION

II. PETITIONER'S RIGHT TO SUBMIT HIS ARGUMENTS

III. SUMMARY OF PROPOSITIONS TO BE ESTABLISHED

IV. THE PROVISIONS WHOSE VALIDITY IS CONTESTED

V. HOW A CONSTITUTIONALLY-CONFORMING TEXT WOULD READ

VI. OVERVIEW OF THE PRINCIPAL RELEVANT CONSTITUTIONAL PROVISIONS

VII. THE AMENDING POWERS AS INTERPRETED JUDICIALLY

VIII. THE GOVERNING PRINCIPLES OF THE CANADIAN CONSTITUTION AND CONSTITUENT POWER

IX. SPECIFIC OBJECTIONS TO THE VALIDITY OF THE CONTESTED PROVISIONS

X. To XVI. MISCELLANEOUS SUBMISSIONS

XVII. CHARTER RIGHTS

XVIII. CONSTRUING AND EMENDING TEXTS TO ACHIEVE CONSTITUTIONAL CONFORMITY

XIX. POSSIBILITY OF "SEVERANCE"/"READIMG DOWN"/"READING IN" TO SAVE THE CONTESTED PROVISIONS

XX. LEGISLATIVE HISTORY AND OTHER EXTRINSIC MATERIAL

XXI. PRAYER FOR JUDGMENT

I. INTRODUCTION:

Notes 1 and 1.1

- Since interlocutory judgment of C.A. of 30 Aug 2007 [TAB I:6]
- Surviving party is Keith Owen Henderson
- Surviving conclusions appear in Re-Amended Motion and are now numbered (1) and (2)
- as the Court of Appeal stated them: **C.A[8] OR [89]: [TAB I:6]**

(1) DECLARE that sections 1, 2, 3, 4, 5 and 13 of the *Act respecting the exercise of the fundamental rights of the Québec people and the Québec State* and la *Loi sur l'exercice des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec*, being Bill 99 of the First Session of the Thirty-sixth Legislature of Quebec, adopted on December 7, 2000 and being chapter 46 of the Statutes of Quebec for 2000, are *ultra vires*, absolutely null and void, and of no force or effect;

(2) DECLARE that sections 1, 2, 3 4, 5 and 13 of the said *Act* purporting to confer the authority to establish Quebec as a sovereign state, or otherwise to alter the political regime or legal status of Quebec as a province of Canada, constitutes an infringement

and denial of Petitioners' rights under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and is accordingly unlawful, invalid, and of no force or effect [.]

- (2) is based on *Bertrand v. Bégin*, [1995] R.J.Q. 2500 (S.C.) [TAB I:2] (Lesage, J.) (8 September 1995); *dispositif* at p. 2516: “menace grave” to Petitioner’s rights;
- a “répudiation” of the Constitution and “rupture” of the legal order (p.2513).
- The 1995 judgment was interlocutory, not final, →and there was no basis there for declaring null and void Bill 1 *Loi sur l’avenir du Québec* (Ex. R-14 Tab 21), – a proposal which was never passed, approved by the voters, or assented to.
- We speak instead of “infringement and denial” and ask that the provisions of an Act be declared of no force or effect. (DETAIL IN TRIAL NOTES below para. 17.0)
- The contested provisions render Charter rights, including rights of citizenship, no longer absolute but *henceforth conditional on the will of Quebec’s legislative institutions and electorate*, at statutory risk of *being wiped away at any time*.
- Provincial legislation cannot validly make an absolute Charter conditional
- Our second conclusion makes it clear that Petitioner in this litigation is challenging *any alteration in the status of Quebec otherwise than through constitutional means. It,-- (2),– is cumulative with, and without prejudice to, (1).*

- Act S.Q. 2000 c. 46 has been **CONSOLIDATED** as **R.S.Q. c. E-20.2, or L.R.Q. c. E-20.2**; Court may wish to add this citation in its reasons and orders,

II. PETITIONER’S RIGHT TO SUBMIT HIS ARGUMENTS

Notes 2.1

→IN CONSEQUENCE OF THE DELETION BY C.A. OF OUR GENERAL CONCLUSIONS_

(C.A. [TAB I: 6] deletes these at para. [86] & quotes them @ [85]) [BOTH ARE ALSO quoted @ 2.3 PAGE 9 OF TRIAL NOTES]

- A.-G. Quebec disputes our right to offer certain arguments (*Mémoire*, Para. 14, 63, 64, 65, 69, 70)
- even in support of our surviving conclusions (which are quoted at C.A. [8] and again at C.A. [89] (see [VOL I TAB 6]):
TEXT OF GENERAL CONCLUSIONS [DELETED (BY [86]) ARE QUOTED AT C.A. PARA. [85]] [= C.A. PAGE 17] [TAB I: 6]
- Our arguments are by this means said by A.-G. Quebec to be:–
→impermissible at least insofar as we argue that there can be **no constitutional change of any kind in Quebec or elsewhere in Canada, except in conformity with s. 52(1) and 52(3) and Part V**

of the *Constitution Act, 1982*,

→and *by inference* also allegedly impermissible, insofar as we *secondly* argue that the same constitutional provisions defeat not only ss. 1-5 and 13 of this Act BUT *ALSO* defeat their substance, or content,- i.e., the statements or propositions set forth in them (*Que. Mémoire*, Para. 14, 63, 64,65, 69,70) on grounds that these are *constitutionally false whether found inside or outside the Act*;

→A.G. *Que. Mémoire* (para. 14, 63, 64,65, 69,70) relies on deletion of our general *conclusions* as also excluding these *arguments*

→ We respond in our **Reply Factum** paras. 8,9,10 (pp. 6,7)

→ We therefore feel obliged to take the precaution of showing that

1st → Our second conclusion *very explicitly* contests the power of the Province to establish a sovereign state or make other constitutional changes of status, and the Court of Appeal has allowed it to proceed

2nd → That the Court of Appeal has **summarized** our arguments and sent them ALL forward in support of our surviving conclusions

→ READ: C.A. PARA. [61] [TAB I: 6]: The Court relied on SCC's 3 conditions in *Canadian Council of Churches* needed for status as public interest plaintiff to challenge the validity of legislation:

[61] Dans **Conseil canadien des Églises** c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration), 1992 CanLII 116 (CSC), [1992] 1 R.C.S. 236, la Cour suprême rappelle qu'on doit tenir compte des trois aspects suivants, lorsqu'il s'agit de reconnaître la qualité pour agir dans l'intérêt public :

1) La question de l'invalidité de la loi se pose t elle sérieusement?

2) Le requérant est il directement touché par la loi ou a t il un intérêt véritable quant à sa validité?

3) Y a t il une autre manière efficace et raisonnable de soumettre la question à la Cour?

→ C.A. holds 3 conditions satisfied: see C.A. [61] to [64] and [65] , in particular Condition #1: and see C.A. [65] and [70]

► In C.A. judgmt [TAB I:6] paras. [65] to [70]

► the Court summarizes our arguments succinctly but fully

► sends the case to trial ([65] and [70]) on the basis of those arguments,—

[65] À cet égard, la question soulevée à propos de la validité de la Loi apparaît sérieuse. La proposition de droit avancée par l'appelant Henderson repose sur des arguments de droit qui méritent, à tout le moins, considération au fond.

and in particular:

► specifically cites (C.A. paras [66],[67]) our arguments based on *Con. Act 1982 ss. 45, 52 and Part V,— in other words, arguments requiring compliance with the amending processes for ALL CONSTITUTIONAL CHANGE;*

[66] L'appelant invoque la primauté de la constitution canadienne (Art. 52(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (1982, R.-U., c.11), (Loi de 1982) et, par ailleurs, l'absence de compétence de l'Assemblée nationale pour modifier unilatéralement la constitution (Art. 45 a contrario de la même loi).

[67] L'appelant fait valoir que les articles 2 et 3 de la Loi affirment l'existence d'un pouvoir unilatéral de sécession du peuple québécois, contredisant en cela l'article 52 de la Loi de 1982 et les formules de modification à la Constitution canadienne. Selon lui, l'article 5 de la Loi contredit l'article 52 de la Loi de 1982 et excède les pouvoirs conférés aux provinces en vertu de l'article 45 de la même loi. Quant à l'article 13 de la Loi, l'appelant le décrit comme une limitation, voire une négation, des pouvoirs du gouvernement fédéral, excédant en cela l'article 45 de la Loi de 1982 et contredisant, selon lui, la partie V de la même loi.

► C.A. in para. [67] specifically notes that we contest the legislation as asserting powers including secession, and

► C.A. in para. [68] specifically notes our reliance on the *Secession Reference*

[68] Il propose essentiellement le même argument concernant l'article 1 de la Loi que pour l'article 13, en situant son argument juridique en fonction de certains propos tenus par la Cour suprême du Canada dans le *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, précité.

SO C.A. SENDS OUR CASE FORWARD ON THE BASIS OF ALL OUR ARGUMENTS: READ [65] AND [70]

To be clear:

► We contest *not only the statutory form* but also the *substance* of ss. 1 to 5 & 13,— i.e., the propositions expressed in them

► On the ground that ss. 1 to 5 & 13 have no const. basis even outside the Act (contrary to position of A.-G. Quebec)

► We feel we should be explicit because of the position of Minister Facal from the start, adopted by A.-G. Que.[Mémoire para. 25], that the propositions in the sections would survive independently of the Act *even if the sections themselves* were declared invalid. (Trial Notes 2.6):

****► This was the position of Minister Facal in Bill 99 Debate (Ex. R-6, p. 6168) (25 May 2000, left col. 5th fresh para.) :**

[L]e projet de loi no. 99 ne confère pas de nouveaux droits au Québec. Si, d'office, une partie ou une autre – faisons l'hypothèse – en était invalidée, nous ne perdrions pas des droits, 99 n'étant pas créateur de nouveaux droits.”

****► A.-G. Quebec adopts this position (Mémoire para. 25)**
****► We respectfully submit: Court has power to make the position clear if it agrees with us on the substance**

Notes 2.2 to 2.5

Since we have respectfully submitted that:

► A.G. Que. is mistaken

► in relying on deletion of our general conclusions as excluding our arguments (in A.-G. Quebec's Mémoire (para. 14, 63, 64, 65, 69, 70)

► How do we explain deletion of the general conclusions?

See Petitioner's Factum paras 5, 6, 7 and Reply Factum paras. 8, 9, 10

► Possibly the Court of Appeal sought to defuse this sensitive litigation by removing conclusions which (1) may have seemed to it to be unnecessary when added to the others.

► Perhaps (2) the conclusions were too general in their phraseology,— too broad as statements of principle,— and not narrowly tailored with the precision and specificity suitable for orders (*dispositifs*).

► The C.A. makes precisely *this criticism* of a general conclusion in the Singh Case of 1995, described as “vague et imprécise” and “vague et générale” in connection with *lis pendens*:

[55] Il est peu vraisemblable qu'un tribunal puisse faire droit à cette partie des conclusions de la requête en jugement déclaratoire de 1995 pour invalider tout

projet de loi ou loi non autrement identifiés que par une formulation aussi vague et imprécise que celle qui apparaît au paragraphe (6) des conclusions de la requête dans le dossier *Singh*.

[56] Retenir qu'il y a identité d'objet à cause d'une conclusion aussi vague et générale dans un recours antérieur toujours pendant au moment de discuter de l'irrecevabilité (et qui, d'ailleurs, l'est encore à ce jour, bien que le dossier soit inactif depuis 1996), en l'opposant à une requête pour jugement déclaratoire qui vise clairement et directement l'invalidité de certaines dispositions d'une loi spécifiquement identifiée ne permet pas de conclure à identité d'objet.

IN ANY EVENT:

- ➡ Whatever the defects in **our** deleted conclusions
- ➡ The S.C.C.'s findings and statements in Sec Ref cannot be at fault, and ➡ must be citable jurisprudence in this or any other case ➡ So with respect, we cite it and we rely on it (as per C.A. para. [68])

On our arguments as summarized (CA[66] to [69]), the Court concludes:

[70] À l'évidence, l'essentiel de la demande tient à la conclusion recherchant une déclaration de nullité et d'illégalité des dispositions attaquées et à celle recherchant une déclaration selon laquelle ces dispositions constituent une violation des droits protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés*[4]. Il faut donc conclure que la réponse à la première question du test préconisé dans *Conseil canadien des églises c. Canada*, précité, est positive.

➡ C.A. [83] itself implicitly shows secession is at issue here:

“... Qu'il s'agisse d'un moment plus ou moins propice ou idéal pour engager un débat judiciaire sur une question constitutionnelle de cette nature n'est pas ici un facteur déterminant, d'autant qu'il est loin d'être acquis que l'exercice d'un tel recours judiciaire à l'époque contemporaine d'un référendum ou à la suite de celui-ci soit un moment beaucoup plus propice.”

➡ **This (para [83]) also meets the A.-G.'s renewed argument, already rejected by the C.A. in its interlocutory judgment, that our proceedings are premature because nothing unconstitutional has yet been done**

➡ **Unconstitutional administration of a valid Act:** In this connection we should make it clear that we agree with the authorities cited by Quebec that a statute ➡ valid on its face and ➡ not authorizing anything unconstitutional is not invalid *simply because of later unconstitutional administration*. But

➡ But here there is no Act which can be presumed valid because

→S.Q. 2000 c. 46, ss 1-5 and 13, are far outside powers of s. 45 of the C.A. 1982, and →no other relevant provincial legislative power exists

→Are not only *ultra vires* s. 45 but also in contradiction of ss. 52 and 41(e)

→Therefore these sections *do* declare power in the Assembly and electorate to undertake *constitutionally-unlawful action*

→We are not imagining unconstitutional administration of an innocent Act, but provisions which are *ultra vires* on their face.

→What is unsuitable for conclusions and orders can be perfectly suitable for a Court's reasons; we submit simply that:

→The Court of Appeal has imposed no constraints on this Court's *decision* or *reasons for judgment* or the *arguments it can entertain*.

The appropriate reasons for any judgment this Court may be pleased to render

→are a matter for *this Court to decide without constraint*,

→of course addressed to the surviving conclusions only

III. SUMMARY OF PROPOSITIONS TO BE ESTABLISHED

Notes 3.1: Outline of propositions to be established

→ 1st: Ss. 1-5 & 13 constitutionally void for violating each of 3 provisions, each sufficient by itself to render the sections void

→ Summarize ss. 52, 45, 41(e) of the *Constitution Act, 1982*

→2nd that the challenged provisions are colourable **attempts to assert** what the SCC has held they **cannot constitutionally achieve**

→i.e. right or power to secede unilaterally from Canada

→this is shown by their **constitutional history**:

in →legislative debates, →political programmes & →other **extrinsic material** such as 1995 Referendum Bill

→Extrinsic material admissible in accordance decisions of the SCC , as showing their

→Operation and effect; and →true objects and purposes

→3rd that the provisions cannot be saved by revising or curtailing them judicially into a constitutionally-conforming text

→Because it cannot be affirmed that the Leg're would have accepted them in revised and limited form rather than having them struck down altogether; as the rules for severance require

- ➡ And also: Because to do so the Court would be obliged to make *ad hoc* 'choices from a variety of possibilities, therefore lacking in remedial precision (as is required by the Supreme Court)

- ➡ 4th that **invalidity** of the provisions **BOTH on their face AND as shown by extrinsic materials bespeak**
 - ➡ **overt and categorical defiance of the Constitution**
 - ➡ **defiance of the authority of the Courts**, and particularly of the Supreme Court of Canada
 - ➡ **a clear statement, particularly evident in ss. 2 and 5, that the law will be determined not by the Courts of law but by the *political will of the electorate and legislative institutions of Quebec***

- ➡ 5th **in sum**: that the authority of
 - ➡ The **Constitution**, the **law in general**, and the **Courts can only be secured by**
 - ➡ a clear, ➡ a comprehensive and ➡ a resolute assertion by the Courts of the
 - ➡ supremacy of the Constitution and
 - ➡ the right of all Canadians to be governed by laws constitutionally enacted, *and no others*, and,
 - ➡ correlatively, of the indispensable need that *any* constitutional change must comply *absolutely* with the Constitution, as is declared in s. 52(3) of the C.A. 1982.
 - ➡ We cannot ask for a declaratory order in these terms, because of the deletion of our general conclusions
 - ➡ However we ask that the Court be pleased to rule in these terms ➡ its reasons.

IV. OVERVIEW OF THE CONTESTED PROVISIONS

Notes for 4.1: Overview of the contested provisions

We first draw attention in the preamble to **these five recitals as particularly relevant to the contested provisions**:

[11th] WHEREAS Québec is facing a policy of the federal government designed to call into question the legitimacy, integrity and efficient operation

of its national democratic institutions, notably by the passage and proclamation of the Act to give effect to the requirement for clarity as set out in the opinion of the Supreme Court of Canada in the Quebec Secession Reference (Statutes of Canada, 2000, chapter 26);

► With respect, the truth is that the Clarity Act [Ex. R-4] exactly reflects the Supreme Court's decision in the *Secession Reference*, whilst this Act attacks that decision in various ways

Notably the Clarity Act reflects the Court's ruling on:

► on the role of political actors

► 1st as regards the political actors' determining whether a referendum has produced a clear answer to a clear question and

► 2nd as regards the political actors' carrying on negotiations
AND ALSO REFLECTS THE COURT'S RULING ON

► the need of a constitutional amendment to give effect to secession, which this Act deliberately rejects (see below Notes 9.9) *As to this Minister Facal is perfectly explicit* (ex. R-6, p. 6193, May 23, 2000; and ex. R-8, p. 8581, Dec. 7th, 2000). He rejects it (P. 48►)

[12th] WHEREAS it is necessary to reaffirm the fundamental principle that the Québec people is free to take charge of its own destiny, determine its political status and pursue its economic, social and cultural development;

[13th] WHEREAS this principle has applied on several occasions in the past, notably in the referendums held in 1980, 1992 and 1995;

► With respect: We know of no acknowledgment by the federal Government of the validity of the assertions in the preceding preambles in connection with these referendums;

► To choose not to quarrel with claims does not imply acceptance of them

► In particular, the claim that Quebec is free to determine its political status. This was never recognized by Canada.

►***The 12th recital *encapsulates the contested provisions* and the 13th recital supports the claims of the 12th recital by invoking the 1995 referendum and two others on the very face of this Act

►Therefore the two recitals and the contested provisions, all taken together, refer to, invoke, reflect, and reiterate the 1995 referendum

question (Ex. R-11, Appendices) and referendum Bill No. 1, *Loi sur l'avenir du Québec* (Ex. R-14, Tab 21) seeking to declare Quebec a sovereign state by unilateral and unconstitutional means.

[14th] WHEREAS the Supreme Court of Canada rendered an advisory opinion on 20 August 1998, and considering the recognition by the Government of Québec of its political importance;

→ Only its **political importance**, not its **legal authority**, is recognized

[15th] WHEREAS it is necessary to reaffirm the collective attainments of the Québec people, the responsibilities of the Québec State and the rights and **prerogatives of the National Assembly with respect to all matters affecting the future of the Québec people;**

→Appears to exclude all relevant federal jurisdiction on all matters whatsoever →and indeed the body of the Act makes that posture clear

We submit that these recitals shed light on the

*** operation and effect, and the
*true objects and purposes**

of the legislation.

→READ SECTIONS 1, 2, 3, 4, 5 and 13 with Conforming text [see Reply Factum para. 5]; reproduced below:

V. HOW A CONSTITUTIONALLY CONFORMING TEXT WOULD READ

→ Clearest way to show what we submit are the constitutional deficiencies of the contested provisions is to offer a constitutionally-conforming text **of the subject-matter of each disputed section of the Act**
 →though strictly speaking the Legislature probably has not power to enact even this under s. 45 of the *Constitution Act, 1982*

→because it is doubtful that either Parliament or the provincial Legislatures can by statute validly define their own powers at all, even if they do so correctly.

- We would like nothing better than that the Court substitute this text for the contested provisions but we believe we cannot ask that the Court do so because the Legislature clearly would accept no dilution of its statute (see Ex. R.-25; Resolution of October 23rd, 2013). That being so, no diluted text can meet the Supreme Court's conditions for reading this or any other dilution into the Act in substitution for the existing text.
- We do however submit it to the Court for its consideration as to whether it is a correct statement of the law →and if the Court does decide to “read down” the legislation, as A.-G. Canada proposes, we respectfully ask that our text be used as the substitute for ss. 1 to 5 and s. 13 of S.Q. 2000 c. 46 (as follows):

Our Reply Factum para, 5 (pages 4-5) :

1. The Quebec people or peoples have the right to self-determination within Canada and in conformity with its Constitution. The Quebec people or peoples hold the rights that are universally recognized under the principle of equal rights and self-determination of peoples.
2. The people of Quebec have the right, within the limits of the Constitution of Canada and in conformity with the powers which it confers, to determine, through the Legislature of the Province, the nature and structure of the governmental institutions of the Province.
3. The people of Quebec, acting through its Legislature, exercise the powers specified in section 2, within the framework of the autonomy provided for, and guaranteed, by the Constitution of Canada. The Province may hold consultative referendums to ascertain the wishes of the electorate as to the exercise of the Province's constitutional powers, which include the power of its Assembly to propose amendments of the Constitution of Canada for enactment in the manner provided for in the Constitution.

The Parliament and Government of Canada retain the right to exercise all their constitutional powers relevant in given circumstances. These include (i) the power to

consult, by referendum, on matters of their choosing, the people of all or of any of the provinces or territories of Canada, and (ii) in all circumstances to express their views and to offer information as they may think proper.

4. The result of a referendum of the electorate of Quebec as to matters within the authority of the Province, including approval of proposals to amend the Constitution of Canada, is determined by the majority of the votes cast; that is to say by the whole number of votes next exceeding one-half of the number of votes cast. The Constitution of Canada may require a greater majority for certain purposes.

5. The governmental institutions of Quebec derive their authority from the Constitution of Canada and their legitimacy from the legitimacy of that Constitution.

13. The powers, authority, sovereignty and legitimacy of the governmental institutions of Quebec are protected by the Constitution of Canada from unlawful interference, but nevertheless are enjoyed and exercisable subject to the Constitution of Canada and, in particular, subject to the fundamental rights and freedoms which it protects, and subject also to the exclusive or concurrent, and paramount, powers of the Parliament of Canada.

[NOTE THAT THE SUPREME COURT REQUIRES A “CLEAR MAJORITY” TO TRIGGER A DUTY TO NEGOTIATE: Sec. Ref. [1998] 2 S.C.R. 217 at p. 271 para. 100. THIS INVOLVES A DIFFERENT STANDARD FROM THE NORMAL SIMPLE-MAJORITY STATUTORY REFERENDUM RESULT, WHICH IN THE CONTEXT OF SECESSION SUFFICES ONLY FOR A CONSULTATION WITH A VIEW TO A PROPOSAL TRIGGERING A DUTY TO NEGOTIATE WOULD REQUIRE A “CLEAR” MAJORITY.]

►On the rejection of the Supreme Court’s requirement of a constitutional amendment to achieve secession, and the refusal to recognize it in this Act, see the explicit statements of Minister Facal in the debate on Bill 99: quoted below, page 48 of these Notes (Notes, Section 9.9). (He clearly considered the applicable amending procedure to be “unanimous consent” (C.A. 1982, s. 41)).

VI. Overview of the principal relevant constitutional provisions

Notes for VI:

►First provisions of interest are section 52 and s. 53(1) of the Const. Act, 1982

READ Section 52(1), (2) and (3) and section 53(1):

►52(1): **Supremacy of the Constitution:** ►declares this in categorical language.

52(3): Amending procedures: ➔ S. 52(3) requires recourse to the amdg'g proc's:

- ➔ 52(3) is the correlative of 52(1): Supreme? In what way? For how long?
- ➔ Answer: Supreme subject to change *in accordance with the Constitution*
- ➔ Essentially s. 52(3) requires compliance with Part V of the 1982 Act
- ➔ A few other relatively minor and narrow amending procedures survive.
- ➔ The 1982 reform did not prune every tree. S. 53(1) carries forward:
- ➔ **Constitution Act 1886:** representation of Territories in Sen. & H.C. by Act of Parl. [See C.A. 1982, s. 53(1) and Schedule, Item 9] [on current representation of the Territories, see **C.A. 1867, amended ss. 22 & 37**]
- ➔ **Constitution Act 1871 s. 3** [See C.A. 1982, s. 53(1) and Schedule, Item 5]: Section 3 of C.A. 1871 may well not have been superseded (impliedly repealed) by C.A. 1982, s. 43: if so provincial boundaries may still be alterable by concurrent federal and provincial statutes as well as by the s. 43 process

52(2): Definition of the Constitution: The “Constituon of Canada” is

- ➔ Defined in the most comprehensive terms by 52(2) & the Schedule to the 1982 Act
 - ➔ (a) the *Canada Act 1982* [i.e. the Imperial Act] including the *Constitution Act 1982* [which is its Schedule B (**adding e.g. the Canadian Charter**)]
 - ➔ (b) the Acts and Orders in the Schedule, incl. the **Constitution Act, 1867**
 - ➔ All the other **Imperial constitutional Acts** and other instruments
 - ➔ And **Canadian constitutional Acts**; *all together comprehensively*:
 - ➔ constituting the aggregate Canadian territory,
 - ➔ creating the Canadian federation,
 - ➔ creating the provinces,
 - ➔ defining their boundaries,
 - ➔ establishing the federal and provincial executive and legislative institutions,
 - ➔ defining *their* powers,
 - ➔ and fixing other terms of Union
 - ➔ (c) any amendment to any of the foregoing; so this would **include even provincial legislation** (e.g. *all Acts amending prov const's*)
- ➔ **Section 52(2) uses the word “includes” rather than the word “means”** so that the **list is not exhaustive**, and other other items of law might be held to be part of the Constitution of Canada.

➔ **Whole and every part** of the constitutional system **protected** and controlled by Part V “**PROCEDURE FOR AMENDING CONSTITUTION OF CANADA**”

➔ s. 52(1) does **not** say **Constitution is supreme sometimes or up to a point**

→ S. 52(1) makes no exception: so it is supreme absolutely & always

Next are provisions of part V, which control the amending process and therefore the entire constitutional system

***In *Reference re Senate Reform* [2014] 1 S.C.R.704 [TAB I:12] at p. 725 (para. 28) the Court states: “Part V of the Constitution Act, 1982 provides the blueprint for how to amend the Constitution of Canada” and in the *Secession Reference*, [1998] 2 S.C.R. 217 [TAB: I:11], 264, para 85: “The Constitution is the expression of the sovereignty of the people of Canada. It lies within the power of the people of Canada, acting through their various governments duly elected and recognized under the Constitution, to effect whatever constitutional arrangements are desired within Canadian territory, including, should it be so desired, the secession of Quebec from Canada.” [All of the emphasis is added]

The key features of greatest interest to us in Part V are these:

→ C.A. 1982, s. 46(1) deals with **Initiation of bilateral and multilateral amendments**

46. (1) The procedures for amendment under sections 38, 41, 42 and 43 may be initiated either by the Senate or the House of Commons or by the legislative assembly of a province.

→ C.A. 1982 s. 41(e): Unanimous-consent procedure is required to amend Part V, the amendment procedures. They cannot otherwise be altered in any way.

41. An amendment to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province ...

(e) an amendment to this Part.

→ C.A. 1982, s.45 Provincial constitutional amendment power, exercised through provincial statute (cf. S. 44, federal power).

45. Subject to section 41, the legislature of each province may exclusively make laws amending the constitution of the province.

→ There is no other provincial power of constitutional amendment, though there are some powers of constitutional order tailored to specific institutions;

notably establishment and tenure of provincial public offices (s. 92.4) and the “Administration of Justice in the Province” including the constitution of provincial courts (s. 92.14)

*******Relationship between the contested provisions and constitutional provisions:**

► In summary we shall seek to establish these propositions *on the relationship between the constitutional provisions and the contested provisions of S.Q. 2000, c. 46. Considered as a group:*

► 1. As to s. 52(1): The provisions of S.Q. 2000, c. 46 which we contest *reject the supremacy of the Constitution of Canada and seek to declare and establish instead the supremacy of the Quebec legislature and electorate, thus violating s. 52(1).*

► 2. As to s. 41(e): The provisions of S.Q. 2000, c. 46 which we contest *would sweep away, or at least supersede, the whole set of amending procedures in Part V*, as far as Quebec is concerned, and

► would give Quebec’s *electorate and institutions* carte blanche to replace its present status and constitutional position within Confederation with any status they might please to substitute.

► In so doing ss. 1, 2, 3, 4, 5 and 13 frontally attack section 41(e) by substituting the Quebec electorate and legislative institutions for Part V so far as Part V relates to Quebec. But this requires a unanimous-consent amendment.

► 3. As to s. 45: Lastly, the provisions of S.Q. 2000, c. 46, which we contest all exceed the limits of Quebec’s powers of constitutional amendment set out in section 45 of the 1982 Act.

VII. THE AMENDING POWERS AS INTERPRETED JUDICIALLY

Notes to 7.2.

► Under s. 46(1): The legislative assembly of Quebec or of any other Province can, at any time, propose any constitutional amendment it pleases;
AND IN ADDITION:

► Supreme Court has held in the *Reference re Secession* [1998] 2 S.C.R. 217 [TAB I:11], at p. 265 (para 87)(quoted below), the Province can submit its proposals to

referendum of the Province's electorate to secure a mandate to advance them

*→BUT the Supreme Court states that a referendum is **purely consultative** and can have no direct legal effect.

*→AND *no proposal* can become law *except as a valid constitutional amendment, which necessarily means compliance with Part V*

** →The Constitution does not accept the principle of simple majority rule unless those voting have the capacity and power to make the relevant decision: *Secession Reference*, paras. 76 & 78, p. 260.

[WE READ WITH OUR OWN EMPHASIS ON HIGHLIGHTS:]

Reference re Secession [1998] 2 S.C.R. 217, at p. 265 (para 87) [VOL I TAB 11]

Although the Constitution does not itself address the use of a referendum procedure, and **the results of a referendum have no direct role or legal effect in our constitutional scheme**, a referendum undoubtedly may provide a democratic method of ascertaining the views of the electorate on important political questions on a particular occasion. The democratic principle identified above would demand that considerable weight be given to a clear expression by the people of Quebec of their will to secede from Canada, even though **a referendum, in itself and without more, has no direct legal effect, and could not in itself bring about unilateral secession**. Our political institutions are premised on the democratic principle, and so an expression of the democratic will of the people of a province carries weight, in that **it would confer legitimacy on the efforts of the government of Quebec to initiate the Constitution's amendment process in order to secede by constitutional means**. In this context, we refer to a “clear” majority as a qualitative evaluation. The referendum result, if it is to be taken as an expression of the democratic will, must be free of ambiguity both in terms of the question asked and in terms of the support it achieves.

Notes to 7.3

PART V OF THE CONST ACT 1982: IS A COMPREHENSIVE SET OF AMENDING PROCEDURES

PART V CREATES A SORT OF TWELVE-HOUSE PARLIAMENT ALONGSIDE THE FEDERAL PARL & PROVINCIAL LEGISLATURES

THE SCHEME OF PART V IS AS FOLLOWS; **INTEGRATED INTO THE**

COMPREHENSIVE SET OF PART. V AMENDING PROC'S ARE:

THE UNILATERAL AMENDING PROCEDURES:

- There are parallel unilateral federal and provincial amending powers
 - Both exercisable by ordinary statute:
- the federal power under s. 44 of the C.A. 1982, *is a narrower successor* to the old s.91.1 of the C.A. 1867; *ordinary federal bill* (detail);
- the provincial power under s. 45 of the C.A. 1982, *successor* to the old s. 92.1 of the C.A. 1867; ordinary provincial bill (detail)
- **Now integrated into Pt. V. SO PART V IS A COMPREHENSIVE SCHEME GOVERNING THE WHOLE CANADIAN CONST. SYSTEM**

7.4 BILATERAL AND MULTILATERAL PROCEDURES (ss. 38, 41, 42 and 43) (DESCRIBE)

- all involve **resolutions** of the federal and provincial legislative bodies in various numbers and combinations, followed by a **proclamation of the Governor-General** if, when and as authorized by the required resolutions
- The bilateral amending procedure (C.A. 1982, s. 43) (Senate, House of Commons, Assemblies of affected provinces) (narrow scope)
- The multilateral procedures:
 - "General procedure": C.A. 1982, ss. 38, 42 (Senate, House of Commons and Assemblies of 2/3 of provinces with 50% of the total population of the Provinces),
 - "unanimous consent" procedure: s. 41 (Senate, House of Commons, and resn's of ALL legislative assemblies)

NOTES TO 7.5

SCOPE OF PROVINCIAL AMENDING POWER (s. 45):

- The two key decisions, both from the Supreme Court, are
Reference re Senate Reform, [2014] 1 S.C.R.704 [TAB I:12]
 and *Ontario Public Service Employees' Union v. Attorney General for Ontario*, [1987] 2 S.C.R. 2 [TAB I:8], commonly referred to as *OPSEU*, which is approved and followed by the unanimous Court in the Senate Reference,
- OPSEU is the most comprehensive, detailed, and authoritative

**exposition of the provincial power, then in C.A. 1867 s. 92.1
► both decisions limit s. 45 to internal institutions of the province**

► In the *Senate Reference* [TAB I:12] the Court reviews the old ss. 91.1 & 92.1 and follows OPSEU, and states: ►► ([2014] 1 S.C.R. 704 at p. 734, paras. 47 and 48): [THE EMPHASIS IS ADDED]

[47] Sections 91(1) and 92(1) of the Constitution Act, 1867 granted the federal and provincial governments the power to amend their respective constitutions, **provided that the amendments did not engage the interests of the other level of government.** ...[**NOTE that Court proceeds to Discussion of s. 91.1] & *AFTERWARDS:*

... Likewise, s. 92(1) allowed the provincial legislatures to enact amendments only in relation to “the operation of an organ of the government of the province, provided it is not otherwise entrenched as being indivisibly related to the implementation of the federal principle or to a fundamental term or condition of the union”: OPSEU , at p. 40, per Beetz J

[48] As the successors to those provisions, ss. 44 and 45 give the federal and provincial legislatures the ability to unilaterally amend certain aspects of the Constitution that relate to their own level of government, but which do not engage the interests of the other level of government. This limited ability to make changes unilaterally reflects the principle that Parliament and the provinces are equal stakeholders

holders in the Canadian constitutional design. **Neither level of government acting alone can alter the fundamental nature and role of the institutions provided for in the Constitution.** This said, those institutions can be maintained and even changed to some extent under ss. 44 and 45, provided that their fundamental nature and role remain intact.

► In OPSEU [TAB I: 8] [1987] 2 S.C.R. 2 the Supreme Court unanimously upheld the validity of Ontario legislation restricting the political activities of provincial public officers and public servants.

- Various members of the Court relied on C.A. 1867 s. 92.1 – the predecessor to C.A. 1982, s. 45,– s. 92.4 (establishment and tenure of provincial offices) and 92.13 (Property and Civil Rights in the Province) to support the legislation in question.
- Beetz, J., and those who concurred with him,— McIntyre, LeDain and La Forest, JJ.)— .
- Were a majority, and
- Grounded the legislation both on ss. 92.1 and on s. 92.4.[QUOTE 92.4]
- Since the legislation had been enacted before the Constitution Act 1982 had come into force, Beetz, J., in supporting the legislation on provincial powers of constitutional amendment, upheld it on the basis of s. 92.1, while doubting that s. 45 had made any material change.
- Beetz, J., [1987] 2 S.C. R. 37 ff., defines the subject-matter which is properly the “Constitution” of a Province, and so within provincial legislative authority (now under s. 45), as distinct from the general body of the Constitution of Canada, lying outside provincial jurisdiction.
- To define what is part of the “Constitution of the Province” the first step is to decide whether a given rule or provision is constitutional in nature.
- Then it is necessary to distinguish and decide what is part of the Constitution of the Province.

Here are his Lordship's remarks in part: [1987] 2 S.C.R. 2 at pp. 38-40:

If Ontario were a unitary state, like the United Kingdom, the question whether a given enactment forms part of its constitution or amends its constitution could be resolved in the affirmative by only one relatively simple test: is the enactment constitutional in nature? In other words, is the enactment in question, by its object, relative to a branch of the government of Ontario or, to use the language of this Court in *Attorney General of Quebec v. Blaikie*, 1979 CanLII 21 (SCC), [1979] 2 S.C.R.

1016, at p. 1024, does "it [bear] on the operation of an organ of the government of the Province"? Does it for instance determine the composition, powers, authority, privileges and duties of the legislative or of the executive branches or their members? Does it regulate the interrelationship between two or more branches? Or does it set out some principle of government? In a unitary state without a comprehensive written constitution, this test is the only one available.

At p. 38 (the emphasis is added by myself here and at pp. 39-40):

Because Ontario, following the British model, is without a comprehensive written constitution, its laws do not qualify as constitutional laws unless they also satisfy first the test as to whether they are constitutional in nature.

This first test, however, even if *prima facie* satisfied, is not determinative of the issue whether an Ontario statute forms part of the constitution of Ontario or is an amendment of the constitution of Ontario, within the meaning of s. 92(1) of the Constitution Act, 1867. [39]**The main reason for the insufficiency of the first test is that Ontario is not a unitary state. It is an integral part of a federal one and provisions relating to the constitution of the federal state, considered as a whole, or essential to the implementation of the federal principle, are beyond the reach of the amending power bestowed upon the province by s. 92(1). An obvious example**

is the whole of s. 92 itself. With respect to Ontario, it is in a sense constitutional in nature in so far as it defines the legislative competence of the legislature of this province. But it also sets limits to the legislative competence of Parliament. It lies at the core of the scheme under which legislative competence is distributed in the federation. It forms part of the constitution of the federation considered as a whole rather than of the constitution of Ontario, within the meaning of s. 92(1) of the Constitution Act, 1867. Prior to 1982, that part of the constitution of the federation was [40]therefore entrenched in the sense that it could only be amended by the Parliament at Westminster, in accordance with constitutional conventions.

[At p. 40] Furthermore, other provisions of the Constitution Act, 1867 could be similarly entrenched and held to be beyond the reach of s. 92(1), not because they were essential to the implementation of the federal principle, but because, for historical reasons, they constituted a fundamental term or condition of the union formed in 1867. Thus, s. 133 of the Constitution Act, 1867 was held in Blaikie, *supra*, to constitute such a provision and to be a "part of the Constitution of Canada and of Quebec in an indivisible sense" and not a part of the constitution of Quebec within s. 92(1).

*****To sum up, therefore, and subject to the caveat I will mention later, an enactment can generally be considered as an amendment of the constitution of a province when it bears on the operation of an organ of the government of the province, provided it is not otherwise entrenched as being indivisibly related to the implementation of the federal principle or to a fundamental term or condition of the union, and provided of course it is not explicitly or implicitly excepted from the amending power bestowed upon the province by s. 92(1), such as the office of Lieutenant Governor and, presumably and *a fortiori*, the office of the Queen who is represented by the Lieutenant Governor.**

→ Beetz J, notes other important limits on provincial constitutional-amendment power.

→ Thus, before 1982, the office of the Lieutenant Governor of a province was excluded from the legislative authority of a province under the terms of s. 92.1 of the 1867 Act, just as it is now under s. 41(a) of the 1982 Act.

→ It must be presumed that the "office" of Lieutenant Governor includes at least certain essential powers of that office. This is very broadly stated by the Privy Council in *Re Initiative and Referendum Act*, [1919] A.C. 935 (P.C.) at 943 [TAB I: 7], as excluding from provincial amendment "any power which the Crown possesses through a person who directly represents it".

→ Hence, after concluding that the impugned legislation in *O.P.S.E.U.* was valid as *an ordinary legislative amendment to the provincial*

constitution of Ontario to ensure civil-servants' neutrality and impartiality, Beetz J. writes, 1987] 2 S.C. R. at p. 46:

However, let me say one word of caution before I conclude this chapter. The fact that a province can validly give legislative effect to a prerequisite condition of responsible government does not necessarily mean it can do anything it pleases with the principle of responsible government itself. Thus, it is uncertain, to say the least, that a province could touch upon the power of the Lieutenant Governor to dissolve the legislature, or his power to appoint and dismiss ministers, without unconstitutionally touching his office itself. It may very well be that the principle of responsible government could, to the extent that it depends on those important royal powers, be entrenched to a substantial extent.

As regards the obiter dictum in the Privy Council's decision *In re Initiative an Referendum Act*, [1919] A.C. 935, at p. 945,[TAB I:7] Beetz, J. surmises (at p. 47) (without deciding):

“... that the power of constitutional amendment given to the provinces by s. 92(1) of the *Constitution Act, 1867*, does not necessarily comprise the power to bring about a profound constitutional upheaval by the introduction of institutions foreign to and incompatible with the Canadian system.”

[**This last position seems to be adopted by the Supreme Court in the Senate Reference (quoted passage) regarding ss. 44 & 45 amendments to federal and provincial institutions when the Court imposes this proviso: “... provided that their fundamental nature and role remain intact】

NOTES TO 7.6.1

Summary of the limits on the provincial amending-power

7.6.1 *Summary of the authorities.* The following propositions result from a reading of these and other authorities:

(1) A provincial legislature **cannot** (under s. 45, or indeed otherwise) **interfere with the *offices*** (which, so far as is relevant here, include at least the essential *powers*) of the Queen, the Governor-General, or the Lieutenant-Governor of the province itself.

→ In particular their powers to grant or withhold royal assent to provincial Bills or disallow provincial Acts cannot be impaired by the Province.

(2)&(3) A provincial legislature cannot interfere with the general constitution of Canada [see Trial Notes para. 3,2].

The general Constitution of Canada includes:

→ Canadian territory; national or provincial boundaries; institutions and structures other than provincial ; the distribution of federal and provincial powers; constitutional guarantees

→ any constitutional rule essential to the federal principle, or

→ Anything which is a fundamental term or condition of the Canadian Union.

Except only for specifically provincial institutions, and even then subject to limits mentioned.

Consequences of the foregoing limits for the contested provisions:

→ The amendment of the **general** Constitution of Canada, is itself the subject of the various procedures set out in sections 38 to 44 of the *Constitution Act, 1982*,– NOT s. 45 (i.e. NOT the provincial amending power)

→ Which (ss. 38 to 44) *all* require *at least* action by the Sovereign or Governor-General, and one or both Houses of the federal Parliament, for any valid constitutional amendment; and in most

cases at least two-thirds of the provinces' legislative assemblies

→ Therefore NO individual province's legislation can impair the federal system in any way, *as the contested provisions claim the right and power to do*

4) SINCE a provincial legislature **cannot** interfere with the **general constitution**, or a **constitutional rule essential to the federal principle**, or one which is a **fundamental term or condition of the Canadian Union**

→ It necessarily follows that, under the Constitution of Canada, **a provincial legislature has no authority whatsoever to effect the secession of the province from the Canadian Union, or to change its status in any way.**

→ **A province has legislative authority only in respect of those internal provincial institutions and provincial governmental processes contemplated by s. 45 and not specifically excepted from it.**

→ **A province cannot define the extent of its own powers, as the contested provisions attempt to do. This is a matter exclusively for the general Constitution of Canada.**

VIII. THE GOVERNING PRINCIPLES OF-- WHICH UNDERLIE -- THE CANADIAN CONSTITUTION AND CONSTITUENT POWER

8.1 NOTES ON THE PRINCIPLE UNDERLYING *PART V*

8.1 The relevant fundamental political and constitutional principle

→ *implicit in Part V and*

→ *underlying Part V of the Constitution Act, 1982*

→ **is that the whole of Canada is a single country.**

→ **One country,,--Divided into provinces only for the IMPORTANT BUT LIMITED purposes of provincial government**

Sections 3 and 5 of the 1867 Act make that clear:

- Section 3 amalgamates the three old provinces into “One Dominion under the name of Canada”
- Section 5 then divides Canada into provinces (Ont., Que., N.S., N.B.)
- Territories added from time to time – incorporated into the Dominion
 - DIRECTLY AS provinces (B.C., P.E.I., Nfld.) – or from which provinces were *created* (Man., Alta., Sask.)
 - Or *extended*: Quebec Boundary Extension Acts 1898 & 1912

**→ As a single country Canada belongs indivisibly to all its people

**→ Therefore the future of the country is to be decided by all of its people, not by the people of a single province alone

**T→ That is the clear meaning and message of Part V of the Constitution Act, 1982

As Part V is explained by the S.C.C. e.g. in *the Secession Reference*

[1998] 2 S.C.R. 217 [TAB I:11] para. 85: “The Constitution is the expression of the sovereignty of the people of Canada. It lies within the power of the people of Canada, acting through their various governments duly elected and recognized under the Constitution, to effect whatever constitutional arrangements are desired within Canadian territory, including, should it be so desired, the secession of Quebec from Canada”; and explained again in

Reference re Senate Reform [2014] 1 S.C.R. 704 at p. 734, para. 48 [TAB I:12]

Neither level of government acting alone can alter the fundamental nature and role of the institutions provided for in the Constitution. This said, those institutions can be maintained and even changed to some extent under ss. 44 and 45, **provided that their fundamental nature and role remain intact.** [Emphasis added]

8.2 NOTES [LOCUS OF CONSTITUENT POWER]

What do the constitutional texts and history say about constituent power – the power to create and reconstitute states, – *institutionally*, the amending powers?

- Central issue in this case is in essence the *locus of constituent power*
- **This Act includes section 5, which bases the authority of the Province on the will of the people, not on the Constitution of Canada.
- The legitimacy and by inference authority, even existence, of the Cdn Const in Quebec are by s. 5. made *contingent* on the will of the Quebec people on theories of direct or popular democracy
- A.G. Quebec invokes republican constitutions: U.S. and Germany and even brings expert evidence on those constitutions
 - But these are absolutely irrelevant to Canada, and in any case can prove nothing against us here *because the states of both countries are absolutely bound by their federal constitutions*
- 2nd → In *Re Initiative and Referendum Act*, [1919] A.C. 935 (P.C.) [TAB I:7] the Privy Council held that a province could not introduce lawmaking by referendum unless *any proposal approved by the electorate was presented for royal assent and given royal assent*. Direct popular lawmaking is excluded.
- 3rdly → *Re Initiative and Referendum Act*, [1919] A.C. 935 (P.C.) [TAB I:7] the P. C. also excludes (see p. 943) from provincial amendment “any power which the Crown possesses through a person who directly represents it.”
- And *Canada* and its provinces are juridically *creatures of the Constitution Acts*, never of direct constituent acts of the population
- No Canadian federal or provincial law has ever been constitutionally possible without royal assent: C.A. 1867, ss. 56 & 90; C.A. 1982, s. 41(a)
- The Canadian federation and its provinces have no existence, no rights, no powers beyond or outside the Constitution of Canada.
- No part of which can be altered except under Part V or a few other narrow provisions in a few specific cases;
 - S.C.C. has held that ss. 44 and 45 do not allow Parl. or Prov leg'rs to make fundamental changes to the Can. system
- Constituent power was held and exercised exclusively by the Imperial Parliament prior to 1867, and in 1867, and afterwards until April 17th, 1982, though qualified by the *Statute of Westminster 1931*
- The 1982 patriation legislation transferred constituent power to

Canadian institutions exactly as prescribed therein, – in particular by Part V of C.A.1982, not to the population at large

→ In sum: Constituent authority never existed, and was never exercised, in Canada on a republican basis

- not by assumed popular authority, –
- not by popular sovereignty
- not by popular acts.

→ Republican concepts are not applicable to the Canadian constitutional system:

C.A. 1982, s. 45 , and C.A. 1982, s. s. 41(a) make it impossible to introduce republican concepts by provincial authority under s. 45;

→ Law may be made ONLY according to law, – therefore pursuant to established authority, – which must be complied with when changing the lawmaking processes themselves.

IX. SPECIFIC OBJECTIONS TO THE VALIDITY OF THE CONTESTED PROVISIONS AS A GROUP AND INDIVIDUALLY

NOTES 9.2

- The contested provisions are not simple expressions of opinion
- They are declaratory expressions of law; explicit statements of law
- contained in a statute passed and assented to as Statutes of Quebec 2000, c. 46

→ And are reviewable as such [TAB I: 6]; Court of Appeal in this record]:

“The question of the constitutionality of legislation has in this country always been a justiciable question”: *Thorson v. A.-G Canada*, [1975] 1 S.C.R. 138 at 151 (the division within the Court was as to standing, not justiciability), –

applied by the Court of Appeal in its interlocutory judgment here, paras. [80] and [81]:

. [80] Il appartient aux tribunaux de s'assurer du respect de la primauté du droit, comme la Cour suprême l'a souvent rappelé, notamment dans l'arrêt du Renvoi : Droits linguistiques au Manitoba, 1985 CanLII 33 (CSC), [1985] 1 R.C.S. 721, la page 745 :

[...] Il appartient au pouvoir judiciaire d'interpréter et d'appliquer les lois

du Canada et de chacune des provinces et il est donc de notre devoir d'assurer que la loi constitutionnelle a préséance.

[81] Comme l'appelant recherche une déclaration judiciaire de l'invalidité de certaines dispositions de la Loi, il soulève à cet égard une question justiciable. Dans l'arrêt Thorson c. Le Procureur général du Canada, (1974 CanLII 6 (CSC), [1975] 1 R.C.S. 138), le juge Laskin (alors juge puîné) de la Cour suprême écrit, au nom de la majorité, à la page 151:

La question de la constitutionnalité des lois a toujours été dans ce pays une question réglable par les voies de justice. [Thorson: Authorities TAB I:14]

9.3 *Act contrasted with resolution: opinions in resolutions can be disregarded*

- The National Assembly reasserted the contested provisions in its **resolution of October 23rd 2013** ; Exhibit R-24 reiterating views expressed in the contested provisions
AND earlier in its **resolution of May 22nd 1996** (Exhibit R-11, Appendices)
- A resolution merely expressing opinions may be unreviewable *as to its validity but perhaps subject to a corrective declaratory statement of law by the courts*
- In any case, the Courts can simply ignore a resolution expressing opinions
- But we are concerned with an Act whose provisions purport to declare the law and therefore
 - if valid, cannot simply be ignored: Courts cannot ignore valid Acts,
 - and so an Act must be reviewed to determine its validity if it is challenged.
 See Minister Facal, Ex. R-6, p. 6194 (25 May 2000):

“M. le Président, ce n'est pas compliqué. Des droits, notre peuple en a ou il n'en a pas. S'il en a, il ne faut pas qu'il craigne de les affirmer ou de leur faire franchir le test des tribunaux.

9.4 Specific objections to the provisions of S.Q. 2000 c. 46 *Both individually and read as a group:*

- We submit that the contested provisions are **invalid not only**
- *on their face*
 - **but also in the light of the extrinsic evidence, in particular:**

- the debates on this Bill,— Bill 99— and National Assembly Resolutions
- the 1995 referendum question and referendum Bill, and
- the Parti Québécois Programs and Platforms

The **extrinsic evidence makes clear** the 3 vices of the contested provisions outlined earlier: namely :

- First. they directly contradict the supremacy of the Constitution of Canada as declared in s. 52 of the Constitution Act, 1982,

by purporting to declare the Quebec electorate and National Assembly supreme and able to alter Quebec's status and powers

►departing from the status and powers prescribed by the Constitution

►by means not authorized nor permitted by the Constitution of Canada.

- Secondly, they violate s. 41(e) of the 1982 Act

because they substitute the Quebec people and Quebec institutions for the amendment processes of Part V of the 1982 Act;

►in other words purport to amend Part V, which cannot, however, be amended except in accordance with s. 41(e).

- Thirdly, they *far exceed any conceivable limits to the Quebec's powers of constitutional amendment under s. 45 of the 1982 Act.*

Severance: Whether a restricted operation can be given to any of ss. 1, 2, 3, 4, 5 and 13, in order to keep them within constitutional limits, depends upon the application of the rules regarding severance (or so-called “reading down” or “reading in”), to be addressed in due course.

The **legislative history** and **other extrinsic evidence** establish (Petitioner submits) that none of these sections can, consistently with the established conditions for severance, be circumscribed (“read down”) to conform to constitutionally-permissible limits: see below.

9.5 and 9.6. Extrinsic material [See Factum para. 20]

- Although we submit that the contested provisions are *invalid on their face*,
- we rely also on *extrinsic evidentiary material* to demonstrate

→their intended operation and effect as well as

→their real objects and purposes

We submit that the extrinsic materials

→***underscore* the need to reaffirm, judicially, the integrity and supremacy of the Constitution in the clearest and most categorical terms.**

The ***historical background of this Act***, including its legislative history is revealed in the Exhibits ***enumerated in Factum, para. 2***, especially in those items cited in ***Factum, para. 19***.

We rely particularly on this material, extrinsic to the Act itself, some of which we will cite as appropriate for the above-stated purposes:

Debates on Bill 99: *Journal des Débats De l'Ass. Nat.*, 3 mai 2000 (Ex. R-5); 25 mai 2000 (Ex. R-6); 30 mai 2000 (Ex.R-7); 7 Dec. 2000 (Ex. R-8); *Commission permanente des institutions* 29 mars 2000 (Ex. R-13);

→****The October 30th 1995 Referendum question:** reproduced in **Exhibit R-11**, Appendix B to the *Factum of Roopnarine Singh and Others in Reference re Secession of Quebec*, are reproduced ***Procès-Verbaux/Votes and Proceedings - Ass. Nat. 20 Sept 1995***, (here, in the French-language text):

“Acceptez-vous que le Québec devient souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?”

and, on 22 May 1996, the Resolution of the National Assembly asserting the right to define Quebec's political status without interference: Ex. R-11, Appendices to Factum of Roopnarine Singh filed in Secession Reference:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme que le peuple du Québec est libre d'assumer son propre destin, de déterminer sans entrave son statut politique et d'assurer son développement économique, social et culturel.

THAT the National Assembly reaffirm that the people of Québec are free to take charge of their own destiny, to define without interference their political status and to ensure their economic, social and cultural development.

5 Volumes of Material filed by A.-G. Canada in *Ref. re Secession of Quebec*, Exhibit R-14. Vol. III,

*→especially Tab 21, Projet de loi No. 1. *Loi sur l'avenir du Québec* (7 septembre 1995) authorizing a unilateral declaration of independence

Programmes et Plateformes du Parti Québécois (Ex. R-15) (extracts, in which are marked the relevant passages)

Early precursors in Quebec to Bill 99 and to S.Q. 2000, c. 46: these are Ex.. R-19, Bill 194 (Fabien Roy. 1978) and Ex. R-22, Bill 191 (Gilbert Paquette, 1985); related proceedings to these Bills, R.-20, R-21, R-23 and

Resolution of the National Assembly October 23, 2013, reaffirming the principles of S.Q. 2000, c.46 (Ex. R-25)

SECTION 1 OF THE ACT

9.8 Specific objections to Section 1

► **Section 1 ESPECIALLY WHEN READ with 2,3,4,5, 13 asserts an unlimited right to self-determination extending to secession:**

► An innocent picture of the Act is painted in her Mémoire by the Attorney-General of Quebec in the present Government. But when it was in Opposition at the time of the enactment of this statute, M. Benoît Pelletier, leading against Minister Facal (Ex. R-6, 25 May 2000, p. 6173), read s. 1 as we do. The phrase “leur droit à disposer d’eux-mêmes”, appears in the French text of s. 1. M. Pelletier contrasted this with the word “autodétermination”,—which appears as “self-determination” in the English text. M. Pelletier said:

“...le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes a une connotation bien précise et implique que ces peuples ont le droit à la sécession, ce à quoi n’a pas droit le Québec justement en vertu du renvoi sur la sécession de la Cour suprême du mois d’août 1998.”

► But Supreme Court of Canada has held (see quotations below at 9.8.2) that:

► whether there are one or many peoples in Quebec,

→they have **only the right to self-determination within Canada**

9.8.1 Claims on behalf of “the Quebec people”/ “le peuple Québécois”

→**The Act speaks *in the singular* in ss. 1, 2, 3, 4 and 13, →and does so in both languages when it makes its claims of a right of self-determination

→The Act makes its **claims on behalf of A**,– meaning **ONE**,-- “Quebec people”

→Obviously Quebec has a population and an electorate.

→But the “Quebec people” is not in this Act meant simply to be synonymous with “population” or “electorate”.

→Rather it is a political and legal construct

→in which the heterogeneous Quebec population,— which includes various ethnic and linguistic minorities,—

→*is presented as having been merged and consolidated*

→*into one single “people” identified with the French-speaking ethnolinguistic majority in order to meet the criteria for claims to self-determination*

→*to achieve a political and social identity necessary for international law claims*

→*manufactured to be one people monolithic and congruent with Quebec’s boundaries, acting as one in a referendum*

→To produce a single collective expression binding everyone in Quebec, regardless of ethnolinguistic identity.

→On the theory that **one, single, ethnolinguistic people** has then spoken

→This population is often presented as a single civic nation or people

→ In a Quebec of many ethnolinguistic peoples.

→ *Each one would enjoy its own rights of self determination in international law*

→ This would if recognized subvert the *propositons* in the Act and its *purposes*

→Whatever may be regarded as an accurate description of the ethno-linguistic character of Quebec,

→the Province derives no additional *constitutional latitude* therefrom

→→→ *to enact the provisions of this statute OR*

→→→ *defend the assertions which it makes*

9.8.2. Self-determination must be within Canada; the Act cannot provide otherwise

Supreme Court. Any right of “self determination” must (the Supreme Court holds) be exercised within the framework of the existing Canadian state:

►*Reference re Secession of Quebec, [1998] 2 S.C.R. 217 at pp. 275-287, esp. 282 (paras. 126 -127) [TAB I:11]: (our emphasis on the most essential passages)*

- ** 126 The recognized sources of international law establish that the right to self-determination of a people is normally fulfilled through internal self-determination -- a people's pursuit of its political, economic, social and cultural development within the framework of an existing state. A right to external self-determination (which in this case potentially takes the form of the assertion of a right to unilateral secession) arises in only the most extreme of cases and, even then, under carefully defined circumstances. External self-determination can be defined as in the following statement from the Declaration on Friendly Relations as

[t]he establishment of a sovereign and independent State, the free association or integration with an independent State or the emergence into any other political status freely determined by a people constitute modes of implementing the right of self-determination by that people. [Emphasis added.]

- 127 The international law principle of self-determination has evolved within a framework of respect for the territorial integrity of existing states. The various international documents that support the existence of a people's right to self-determination also contain parallel statements supportive of the conclusion that the exercise of such a right must be sufficiently limited to prevent threats to an existing state's territorial integrity or the stability of relations between sovereign states.

►and at pp. 295-96 (para. 154).

- 154 We have also considered whether a positive legal entitlement to secession exists under international law in the factual circumstances contemplated by Question 1, i.e., a clear democratic expression of support on a clear question for Quebec secession. Some of those who supported an affirmative answer to this question did so on the basis of the recognized right to self-determination that belongs to all "peoples". **Although much of the Quebec population certainly shares many of the characteristics of a people, it is not necessary to decide the "people" issue because, whatever may be the correct determination of this issue in the context of Quebec, a right to secession only arises under the principle of self-determination of peoples at international law where "a people" is governed as part of a colonial empire; where "a people" is subject to alien subjugation, domination or exploitation;**

and possibly where "a people" is denied any meaningful exercise of its right to self-determination within the state of which it forms a part. In other circumstances, peoples are expected to achieve self-determination within the framework of their existing state. A state whose government represents the whole of the people or peoples resident within its territory, on a basis of equality and without discrimination, and respects the principles of self-determination in its internal arrangements, is entitled to maintain its territorial integrity under international law and to have that territorial integrity recognized by other states.

→** Quebec does not meet the threshold of a colonial people or an oppressed people, nor can it be suggested that Quebecers have been denied meaningful access to government to pursue their political, economic, cultural and social development. In the circumstances, the National Assembly, the legislature or the government of Quebec do not enjoy a right at international law to effect the secession of Quebec from Canada unilaterally.

→*** This is no longer open to discussion in any Canadian court of law, and no province can constitutionally enact a statute which provides otherwise.

9.8.3. Agenda is made clear in extrinsic material.

Not only on the face of the Act, – but also also in the light of the relevant history,

the intention of s. 1 (read with ss. 2 and 3) is clearly to assert an unlimited right of self-determination, extending to secession; as made clear in

- the legislative debates on Bill 99;
- the 1995 referendum measure, and
- the Programmes of the Parti Québécois
- Resolutions of the National Assembly in 1996 and 2013

9.8.4 Resolution 22 May 1996.

And this claim to “self-determination” beyond constitutional limits is

→ asserted [Ex. R-11] as a right in *resolution of the National Assembly of 22 May 1996*, and

→ later reaffirmed by the Assembly’s resolution 23 October 2013 [Ex. R-25] [**see notes 18 [PAGE 63 BELOW] where it is quoted in full]

- *Votes and Proceedings/Procès-Verbaux of the Assemblée nationale, 22 May 1996*; resolution of the National Assembly on motion of M. Lucien Bouchard,

Prime Minister of Quebec (22 May 1996); **passed 22 May 1996 (Exhibit R-11, Factum of Interveners Singh et al. In *Reference re Secession*; Appendices):**

QUE l'Assemblée nationale réaffirme que le peuple du Québec est libre d'assumer son propre destin, de déterminer sans entrave son statut politique et d'assurer son développement économique, social et culturel.

THAT the National Assembly reaffirm that the people of Québec are free to take charge of their own destiny, to define without interference their political status and to ensure their economic, social and cultural development.

9.8.5 Premier Bouchard's Speech on Bill 99.

Thus **Premier Lucien Bouchard ended his speech on Bill 99** in these words (**Exhibit R-8, Journal des débats de l'Assemblé nationale, December 7th, 2000**, pp. 8577-78:

En terminant, je laisserai la parole à un autre ancien premier ministre du Québec, M. René Lévesque, et je cite: «Le droit de contrôler soi-même son destin national

est le droit le plus fondamental que possède la collectivité québécoise.» Fin de la citation. M. le Président, nous sommes conviés ce matin à affirmer hautement et à défendre ce droit sacré face à l'histoire.

9.8.6. 1995 Referendum Bill: Loi sur l'avenir du Québec

The **measure proposed in the October 30th 1995 referendum purported to authorize a unilateral declaration of independence:**

5 Volumes of Material filed by A.-G. Canada in *Ref. re Secession of Quebec* (Exhibit R-14), see esp. Vol. III Tab 21, *Loi sur l'avenir té du Québec (Projet de loi No. 1) (7 sept. 1995)*;

[Excerpts]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

DE L'AUTODÉTERMINATION

1. L'Assemblée nationale est autorisée, dans le cadre de la présente loi, à proclamer la souveraineté du Québec.

Cette proclamation doit être précédée d'une offre formelle de partenariat économique et politique avec le Canada.

DE LA SOUVERAINETÉ

2. A la date fixée dans la proclamation de l'Assemblée nationale, la déclaration de souveraineté inscrite au préambule prend effet et le Québec devient un pays souverain; il acquiert le pouvoir exclusif d'adopter toutes ses lois, de prélever tous ses impôts et de conclure tous ses traités.

ENTRÉE EN VIGUEUR

26. Les négociations relatives à la conclusion du traité de partenariat ne doivent pas dépasser le 30 octobre 1996, à moins que l'Assemblée nationale n'en décide autrement.

La proclamation de la souveraineté peut être faite dès que le traité de partenariat aura été approuvé par l'Assemblée nationale ou dès que cette dernière aura constaté, après avoir demandé l'avis du comité d'orientation et de surveillance des négociations, que celles-ci sont infructueuses.

27. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

→THIS WAS PROPOSED FOR APPROVAL OF VOTERS BY THE 1995 REFERENDUM QUESTION

9.8.7 Parti Québécois Programmes.

→→Proposals to declare independence unilaterally are repeatedly reasserted in Platforms of the Parti Québécois and we mark them in the Exhibit (R-15):**

Parti québécois platforms (Ex. R-15; excerpts, copied with marked passages)

Programmes et Plateformes du Parti Québécois (Ex. R-15) (extracts, in which are marked relevant passages); from the following are taken:

**** → 1969 Programme; Ex. R-15 at p. 5:**

“Le droit international ne reconnaît pas, en principe, le droit de sécession des états fédérés, mais il reconnaît par ailleurs le droit d'autodétermination des peuples” [emphasis added]

...

“Si toute entente s'avérait impossible, le Québec devrait procéder unilatéralement”.

→The acknowledgment in this first of the two sentences that international law does not recognize a right of secession of members of a federation

→is juxtaposed here with the assertion that international law does

recognize a right of **self-determination of peoples**

→ which is assumed,-- contrary to the Secession Reference,-- to include a right of unilateral secession,

→ Unilateral secession is then included in the Programme

→ This juxtaposition in the 1969 Programme of (1) self-determination and (2) secession

** ALSO explains the insistence reflected in the Parti Québécois Programmes for 1997 and 2001 ** that the entire population of Quebec consists of a single “people”

→ Congruent with provincial boundaries

→ therefore all bound by a referendum result

→ This clearly reveals the → strategy and → meaning of the contested sections of this Act, ss. 1 to 5 and 13, as well as the Preamble.

→ These clearly reflect and implement the Programme into law

*From the Parti Québécois Programme of 1997:

**“ Le peuple québécois, composé de l’ensemble de ses citoyennes et ses citoyens, est libre de décider lui-même de son statut et de son avenir...” [Ex. R-15, p. 55]

→**and again 2001: [Ex. R.-15 p. 60]

“ Le peuple québécois, composé de l’ensemble de ses citoyennes et citoyens, est libre de décider lui-même de son statut et son avenir.

**Further assertions of intention to secede unilaterally:
Parti québécois programmes, Ex. R.15; passages are marked:**

****→ 1970 Programme, Ex. R-15 at p. 7: Si toute entente s’avérait impossible, le Québec devrait procéder unilatéralement”.

****→ 1973 Programme, Ex. R-15, at p. 13 [emphasis added]:

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s’engage à:

1. Mettre immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté dès que celle-ci aura été proclamé en principe par l'Assamblée nationale - la passation des pouvoirs et le transfert de compétence pouvant s'échelonner sur quelques mois - en s'opposant à toute intervention fédérale **y compris sous forme de référendum comme étant contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

➡ 1975 Programme, Ex. R-15, at p. 15:

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Mettre immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté en proposant à l'Assemblée nationale, peu après son élection, une loi autorisant:

a) à exiger d'Ottawa le repatriement au Québec de tous les pouvoirs, à l'exception de ceux que les deux gouvernements, pour des fins d'association économique, voudront confier à des organismes communs;

•••

2. Dans le cas où il faudrait procéder unilatéralement, assumer méthodiquement l'exercice de tous les pouvoirs d'un Etat souverain, en assurant au préalable l'appui des Québécois par voie de référendum.

➡ 1978 Programme, Ex. R-15, at p. 19:

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. S'assurer, par voie de référendum, et au moment qu'il jugera opportun, à l'intérieur d'un premier mandat, l'appui des Québécois sur la souveraineté du Québec

2. Mettre en branle le processus d'accession à la souveraineté en proposant à l'Assemblée nationale, une loi autorisant:

a) à exiger d'Ottawa le repatriement au Québec de tous les pouvoirs, à l'exception de ceux que les deux gouvernements, pour des fins d'association économique, voudront confier à des organismes communs.

•••

3. Assumer méthodiquement l'exercice de tous les pouvoirs d'un Etat

souverain, dans le cas où il faudrait procéder unilatéralement.

► **Programme 1980**, Ex. R-15, p. 25:

- . En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:
 1. Exiger, dès que les Québécois lui en auront donné mandat par voie de référendum, le repatriement au Québec de tous les pouvoirs inhérents à un pouvoir souverain et proposer au Canada de réaliser avec lui une association des états souverains devant succéder aux arrangements constitutionnels actuels.
 - • •
 4. Demander aux citoyens du Québec, dans l'éventualité où il paraîtra impossible d'en arriver à une entente satisfaisante avec le Canada, le mandat d'exercer sans partage les pouvoirs d'un Etat souverain.

► **Programme 1982**, Ex. R-15, p. 29:

1. Que les prochaines élections générales portent principalement sur la souveraineté du Québec.
2. Que l'accession du Québec à la souveraineté se fasse avec l'accord majoritaire des citoyens et des citoyennes. Qu'en conséquence, dès que les Québécoises et les Québécois lui en auront donné le mandat, le gouvernement mette en marche le processus politique et juridique devant permettre l'accession du Québec à la souveraineté et qu'en même temps, sans cependant qu'il y ait un lien nécessaire entre les deux opérations, il offre au Canada de constituer avec lui une association économique basée sur la souveraineté et l'égalité des partenaires.

3. Que le gouvernement voie à obtenir la reconnaissance des autres Etats et qu'il demande admission du Québec aux Nations Unies.

► **Programme 1984-85**, Ex. R-15, p. 33

2. L'accession du Québec à la souveraineté se fera par des voies démocratiques, avec l'accord majoritaire des citoyens et des citoyennes. Ce faisant, l'Etat québécois se dotera de tous les pouvoirs et instruments dont sont pourvus les États modernes, ce qui comprendra en particulier ...

3. Dès qu'il aura reçu le mandat, le gouvernement mettra en marche le processus politique et juridique de l'accession du Québec à la souveraineté. En même temps, sans qu'il y ait un lien nécessaire entre les deux opérations, il offrira au Canada de constituer avec lui une association économique, établie par un traité international fondé sur la souveraineté et l'égalité des partenaires. ...

5. Le Québec réaffirmera ses droits inaliénables sur son territoire, notamment le Labrador et les îles du littoral du Nouveau-Québec, le plateau continental, la limite côtière de trois cents kilomètres, de même que la portion québécoise de l'actuelle région de la Capitale fédérale. Il réclamera la possession des îles et des terres arctiques actuellement canadiennes qui lui reviennent au même titre que les autres pays nordiques. À défaut d'accord à ce sujet, il posera des gestes d'occupation juridique et portera la cause devant la Cour internationale de justice.

► **Programme 1989**, Ex. R-15, p. 43

Dès qu'il sera élu, un gouvernement issu du Parti québécois aura la responsabilité de déclencher le processus devant mener à la souveraineté. Ce processus passera d'abord par la voie de la négociation avec le gouvernement fédéral. Il peut aussi passer par l'utilisation d'autre moyens démocratiques et consultations populaires portant sur des pouvoirs spécifiques.

Au terme de ce processus la Constitution de l'État du Québec, qui incluera une déclaration de souveraineté et constituera l'acte de naissance d'un Québec souverain, devra être adoptée par la majorité de la population.

► **Programme 1994**, Ex. R-15, p. 51

Dans les meilleurs délais, le gouvernement demandera à la population de se prononcer, par voie de référendum sur la souveraineté du Québec et sur les dispositions d'ordre constitutionnel permettant au Québec d'exercer sa souveraineté.

Le référendum sera l'acte de naissance du Québec souverain.

****► **Programme 1997**, Ex. R-15, p. 55

Le peuple québécois, composé de l'ensemble de ses citoyennes et ses citoyens,

est libre de décider lui-même de son statut et de son avenir....

P. 58:

Par voie de référendum, le peuple québécois sera appelé à se prononcer sur la souveraineté du Québec et sur le dépôt d'un offre de partenariat avec le Canada. Advenant une réponse favorable, l'Assemblée nationale aura, d'une part, le mandat de proclamer la souveraineté du Québec et le gouvernement du Québec sera tenu, d'autre part, d'offrir au Canada un nouveau partenariat économique et politique.

La proclamation de la souveraineté sera faite dès que le traité de Partenariat aura été approuvé par l'Assemblée nationale ou dès que cette dernière aura constaté que les négociations sont infructueuses. Ces négociations ne dureront pas plus d'un an, sauf si l'Assemblée nationale en décide autrement.

►Programme 2001, Ex, R-15, p. 60

Le peuple québécois, composé de l'ensemble des citoyennes et citoyens, est libre de décider lui-même de son statut et son avenir. Le parti québécois s'est formé à partir de la conviction qu'il y a urgence d'établir un Québec souverain avec, au premier plan, l'urgence d'assurer que le Québec demeure un territoire de langue et de culture françaises. Cela est du coeur du projet souverainiste.

Le Parti Québécois a comme objet fondamental de réaliser la souveraineté de façon démocratique. Au moment jugé opportun, le gouvernement du Québec soumettra donc à la population un projet de faire du Québec un pays souverain et de présenter au Canada une offre de partenariat.

At p. 65:

C'est par la volonté du peuple exprimé de façon démocratique que se fera la souveraineté du Québec. Les étapes du processus d'accès à la souveraineté sont la tenue d'un référendum, la négociation d'un traité de partenariat et la proclamation de la souveraineté par L'Assemblée nationale. Par voie de référendum, dans des conditions fixées par l'Assemblée nationale, le peuple québécois sera appelé à se prononcer sur la souveraineté du Québec et sur le dépôt d'un offre de partenariat avec le Canada. Advenant une réponse favorable atteignant le seuil démocratique universellement reconnu, de 50% plus 1, l'Assemblée nationale aura d'une part le mandat de proclamer la souveraineté du Québec et le gouvernement du Québec sera tenu, d'autre part, d'offrir au Canada un nouveau partenariat économique et politique, en s'inspirant notamment du

modèle de l'Union européenne.

► **Programme 2005**, R-15, p. 80:

Le vote des citoyennes et des citoyens en faveur de la souveraineté politique du Québec amènera l'Assemblée nationale à déclarer la souveraineté du Québec et à donner des effets immédiats à celle-ci en posant des gestes de souveraineté nationale et internationale.

► **Le Plan Marois [not dated]**, R-15, p. 83:

Il y a trois engagements fondamentaux que le Parti Québécois est le seule à pouvoir prendre:

... Nous ne renoncera jamais au droit absolu et inaliénable du peuple québécois à décider librement de son destin, à son droit d'accéder à la souveraineté politique au moment où il le choisira démocratiquement.

► **Programme 2011**, R-15, p. 87: (unilateral action is not restated)

Aspirant à la liberté politique, le Parti Québécois a pour objectif premier de réaliser la souveraineté du Québec à la suite d'une consultation de la population par référendum tenu au moment jugé approprié par le gouvernement.

► **How then must section 1 be at least (1) *limited in its operation or possibly* (2) textually revised by the Court? IF IT IS TO SURVIVE AT ALL** Section 1 must at all events be *limited in operation* (as the Supreme Court requires) to the exercise of rights “within the framework of [the]... existing state” (*Secession Ref.*, para 154), – i.e. Canada, – and thus *limited to rights exercisable consistently with its Constitution*.

There are various possible ways of achieving *textual* conformity:

► **(1) Section 1 to be *textually* compliant would at minimum require one emendation:** inserting, after “self-determination” where it first occurs, the phrase “within Canada and consistently with its Constitution”. But the rules regarding severance would only permit this phrase (or any other text) to be actually read into the Act if the Court can be confident that the Legislature would have accepted it in place of its own. Surely it would not accept it; if so s. 1 is null and void entirely.

► **(2) If this Court wished also to settle the so-called “peoples” question, left open by the Supreme Court, it could (were it of that opinion) decide that Quebec, because of its heterogeneity, comprehends a number of distinct “peoples”. Then achieving textual constitutional compliance for s. 1 might require also deleting “The Québec people is the holder” and substituting: “The ethno-linguistic peoples of**

Quebec are the holders". *Doing so is purely a matter of this Court's preference.*

► (3) Or simply, *leaving open the “people” question entirely, if the Court agreed that this is correct, approve and state* the following: (see Reply Factum, para. 5) or above, (Notes, head V. "How a constitutionally-conforming text would read"):

1. The Quebec people or peoples have the right to self-determination within Canada and in conformity with its Constitution. The Quebec people or peoples hold the rights that are universally recognized under the principle of equal rights and self-determination of peoples.

► But the rules governing severance (Petitioner submits) do not permit s. 1 to be "read down", absent clear acceptability to the Legislature of the emended text: (see Factum para. 18 and below Notes 18.) . This being so, it is ultra vires, null, and void.

The peoples “question” – one or many, – was left open by the Supreme Court in the Sec. Ref.[TAB I:11] para. 125, pp. 281-82

► as unnecessary for decision because any right of self-determination was, in any event, limited to self-determination *within the existing Canadian state* and did not extend to secession

Petitioner respectfully submits on the "people" issue:

► 1. In these proceedings, too, as in the *Secession Reference*, it appears unnecessary to decide the question whether Quebec has one or many peoples, because Quebec's powers can be exercised by its electorate and institutions *only* if that is done consistently with the Constitution of Canada.

► 2. Petitioner simply submits that any rights of "self-determination" given by international law to any one ethno-linguistic population of Quebec must exist, *separately and equally, for all other* distinctive ethno-linguistic populations within Quebec.

► 3. Petitioner respectfully rejects the attempt in the Act to present the heterogeneous population of Quebec as a single, monolithic, civic "people" identified with the French-speaking majority and all bound to accept decisions of legislative or of referendum majorities *even on matters beyond the existing constitutional powers of the Province*. ► The Supreme Court having left the question open, the Province cannot foreclose it in the Act and make it the foundation of a power of unilateral constitutional change.

Supreme Court appears to acknowledge Quebec's heterogeneity (emphasis added):

Reference re Secession, [TAB I:11], [1998] 2 S.C.R. 217 at pp. 281-2, paras. 124 and 125; and at p. 287, para. 138. At para. 125:

125 While much of the Quebec population certainly shares many of the characteristics (such as a common language and culture) that would be considered in determining whether a specific group is a "people", **as do other groups within Quebec and/or Canada**, it is not necessary to explore this legal characterization to resolve Question 2 appropriately. Similarly, it is not necessary for the Court to determine whether, should a Quebec people exist within the definition of public international law, such a people encompasses the entirety of the provincial population or just a portion thereof. Nor is it necessary to examine the position of the aboriginal population within Quebec. As the following discussion of the scope of the right to self-determination will make clear, whatever be the correct application of the definition of people(s) in this context, their right of self-determination cannot in the present circumstances be said to ground a right to unilateral secession.

Aboriginal nations are constitutionally recognized as distinct peoples:

►Indeed, in the light of s. 91.24 of the *Constitution Act, 1867* and of sections 35 and 35.1 of the *Constitution Act, 1982*, as amended, it does not seem possible to defend constitutionally the concepts of a single, monolithic, "Quebec people" or "Quebec nation", even if the Supreme Court has formally left the issue open:

► **Section 91.24 of the 1867 Act, a head of federal jurisdiction, excludes "Indians and Lands reserved for the Indians" from provincial jurisdiction.** ►And ss. 35 and 35.1 of the 1982 Act establish a special constitutional régime for aboriginal peoples.

► The Supreme Court certainly *refers to*, and also appears to *treat*, indigenous peoples as distinct "peoples" in connection with secession, whether secession be attempted unilaterally or by constitutional means: *Reference Re Secession*, [1998] 2 S.C.R. at pp. 287-88, para. 139 [TAB I:11]. [Emphasis added to four references]

139 We would not wish to leave this aspect of our answer to Question 2 without acknowledging the importance of the submissions made to us respecting the **rights and concerns of aboriginal peoples** in the event of a unilateral secession, as well as the appropriate means of defining the boundaries of a seceding Quebec with particular regard to the northern lands occupied largely by **aboriginal peoples**. However, the concern of **aboriginal peoples** is precipitated by the asserted right of Quebec to unilateral secession. In light of our finding that there is no such right applicable to the population of Quebec, either under the Constitution of Canada or at international law, but that on the contrary a clear democratic expression of support for secession would lead under the Constitution

to negotiations in which aboriginal interests would be taken into account, it becomes unnecessary to explore further the concerns of the **aboriginal peoples** in this Reference.

► *The “people issue” is left open in our draft of a constitutionally-conforming section 1, though in our submission Quebec is indeed a heterogeneous province in fact and in law, with not one only, but several, ethnolinguistic communities, entitled to “self-determination” but only within Canada and within its Constitution.*

► Accordingly, a constitutionally conforming text could read:

1. The Quebec people or peoples have the right to self-determination within Canada and in conformity with its Constitution. The Quebec people or peoples hold the rights that are universally recognized under the principle of equal rights and self-determination of peoples.

► And in any case we submit that this correctly states the true constitutional position.

9.9 Objections to Section 2 (corresponds to Factum para. 4(ii))

SECTION 2 OF THE ACT:

In our submission, a **constitutionally-conforming** text of section 2 would read:

2. The people of Quebec have the right, within the limits of the Constitution of Canada and in conformity with the powers which it confers, to determine, through the Legislature of the Province, the nature and structure of the governmental institutions of the Province.

► **Section 2 of the Act, especially read with ss. 3 and 5, is invalid in its entirety, as asserting unlimited powers of unilateral constitutional change which neither the electorate of Quebec nor its institutions possess under the Constitution of Canada:**

► **As regards s. 2, we rely on our general submissions on ss. 52, 41(e) and 45 of the Constitution Act, 1982, and the relevant judicial decisions cited.**

The various relevant authorities are listed in para. 4(ii) (page 3) of our principal Factum:

Constitution Act, 1982, ss. 41(e), 45, and ss. 52(1) and 52 (3) read with 52 (2);

Reference re Senate Reform, [2014] 1 S.C.R. 704 at 734 (paras. 47 and 48); quoted above, Trial Notes Para 4.5; Factum, para. 13. [TAB I:12]

Ontario Public Service Employees' Union v. A.-G. Ontario, [1987] 2 S.C.R. 2 (hereinafter cited as O.P.S.E.U.), portions cited in para. 14 of Factum; quoted

above Trial Notes para 4.6. [TAB I:8]

As applied to proposals for secession, see *Reference re Secession of Quebec*, [1998] 2 S.C.R. 217 [TAB I:11], esp. ➔

- *pp. 263-64 (para. 84);
- ➔*p. 270 (para. 97), and
- ➔*p, 273 (para. 104).

➔➔** *The Court there repeatedly affirms the requirement for an amendment to the Constitution of Canada to accomplish secession, – ** necessarily meaning a multilateral amendment for that purpose*, because, as the Court states, secession cannot be accomplished by the Assembly or the Legislature alone.

In addition to the authorities cited earlier, we offer the following submissions.

As the Supreme Court makes clear:

- ➔*The Constitution is not silent* on how to accomplish lawfully basic constitutional changes which might be unlawfully attempted by unilateral means through Quebec's institutions or electorate.
- ➔and which the contested ss. 1, 2, 3, 4, 5 and 13, separately and together, clearly seek to authorize and justify.
- ➔*A constitutional amendment can be initiated under s. 46(1) and enacted under the appropriate section of Part V.*

Far from silence. For example, *the Constitution is not silent, specifically, as to secession, even though secession is not addressed as such* and the word does not appear in Constitutional texts.. The Supreme Court makes this clear in the passages quoted below from the *Secession Reference* [emphasis added]:

Reference re Secession of Quebec, [1998] 2 S.C.R. 217, esp. pp. 263-64 (para. 84)[TAB I:11]; ➔

84 The secession of a province from Canada must be considered, in legal terms, to require an amendment to the Constitution, which performance requires negotiation. The amendments necessary to achieve a secession could be radical and extensive. Some commentators have suggested that secession could be a change of such a magnitude that it could not be considered to be merely an

amendment to the Constitution. We are not persuaded by this contention. It is of course true that the Constitution is silent as to the ability of a province to secede from Confederation but, **although the Constitution neither expressly authorizes nor prohibits secession, an act of secession would purport to alter the governance of Canadian territory in a manner which undoubtedly is inconsistent with our current constitutional arrangements.** The fact that those changes would be profound, or that they would purport to have a significance with respect to international law, does not negate their nature as amendments to the Constitution of Canada.

Reference re Secession of Quebec, [1998] 2 S.C.R. 217, p. 270 (para. 97):

97 In the circumstances, negotiations following such a referendum would undoubtedly be difficult. **While the negotiators would have to contemplate the possibility of secession, there would be no absolute legal entitlement to it and no assumption that an agreement reconciling all relevant rights and obligations would actually be reached.** It is foreseeable that even negotiations carried out in conformity with the underlying constitutional principles could reach an impasse. We need not speculate here as to what would then transpire. **Under the Constitution, secession requires that an amendment be negotiated.**

►**Of the amending procedures, only s. 38 ("7/50" formula) and s. 41 (unanimous consent formula) appear to be relevant for the purpose. Given what is decided in *Reference re Senate Reform, [2014] 1 S.C.R. 704* [TAB I:120, as regards abolition of the Senate, section 41 would seem to be the necessary amending procedure.**

The Court concludes:

Reference re Secession of Quebec, [1998] 2 S.C.R. 217, p. 274, para 104:

104 Accordingly, the secession of Quebec from Canada cannot be accomplished by the National Assembly, the legislature or government of Quebec unilaterally, that is to say, without principled negotiations, and be considered a lawful act. **Any attempt to effect the secession of a province from Canada must be undertaken pursuant to the Constitution of Canada, or else violate the Canadian legal order.**

►**The present Attorney-General for Quebec in her Mémoire paints a picture of this Act as constitutionally innocent. But when moving Bill 99 through the Assembly, Minister Facal consistently rejected the Supreme Court's judgment,—and refused in the text of Bill 99 to require compliance with that Court's judgment, which, as Minister Facal acknowledges, requires a national constitutional amendment for secession: Ex. R-6, at p. 6193, May 23, 2000:**

... être pour l'avis de la Cour suprême au complet, c'est être pour une formule d'amendement qui dit: Si les Québécois veulent changer de statut constitutionnel, il faut qu'ils aient la permission de toutes les Législatures provinciales du Canada et du gouvernement fédéral. Alors, ça vaut quoi, dire qu'on est pour le droit des

Québécois à décider, si en même temps on reconnaît au Parlement de l'Île-du-Prince-Edouard, 120,000 habitants – hier, j'ai dit "200,000", c'est une erreur, ils sont encore moins nombreux – le droit de bloquer le choix des Québécois?

Again, on December 7th, 2000, **Ex. R-8, p. 8581 (excerpted)**, Minister Facal:

.... L'opposition officielle ... invite le gouvernement à accepter sans réserve l'avis de la Cour suprême du Canada, alors que cet avis aurait justement pour effet de subordonner le droit fondamental du peuple québécois à disposer librement de son avenir à la formule d'amendement imposée au Québec, sans son consentement, par cette même Loi constitutionnelle de 1982.

- The Act by its terms authorizes constitutional change in flagrant disregard of the requirements of the *Constitution Act, 1982*, for constitutional change in Quebec.
- It was drafted quite explicitly to do exactly that, and the Minister admits it.

9.10 *Objections to Section 3 (corresponds to Factum para. 4(iii))*

SECTION 3 OF THE ACT

In our sunbmission, a **constitutionally-conforming** text of s. 3 would

- state the right of constitutional change by *constitutional means*,
- acknowledge the Assembly's right to propose amendments under s. 46(1) of the 1982 Act and to consult the electorate, and
- respect all relevant federal powers:

3. The people of Quebec, acting through its Legislature, exercise the powers specified in section 2, within the framework of the autonomy provided for, and guaranteed, by the Constitution of Canada. The Province may hold consultative referendums to ascertain the wishes of the electorate as to the exercise of the Province's constitutional powers, which include the power of its Assembly to propose amendments of the Constitution of Canada for enactment in the manner provided for in the Constitution.

The Parliament and Government of Canada retain the right to exercise all their constitutional powers relevant in given circumstances. These include (i) the power to consult, by referendum, on matters of their choosing, the people of all or of any of the provinces or territories of Canada, and (ii) in all circumstances to express their views and to offer information as they may think proper.

Section 3 is invalid in its entirety whether considered alone or read in conjunction with section 2: BECAUSE

- FIRST, Section 3 , like section 2, asserts the existence of unilateral powers of

constitutional change which neither the electorate of Quebec nor its institutions possess: see authorities cited in Trial Notes para. 9.9 and **Factum, 4 (ii)) and 4 (iii); IN PARTICULAR**

****→Section 3 exceeds the powers conferred by s. 45 of the C.A., 1982 in attributing unrestricted powers of direct constitutional change both to the Legislature and to referendums.**

***BY CONTRAST *Secession Reference*, [1997] 2 S.C.R. at 265 (para. 87) page 265 [TAB I:12] holds that referendums are consultative only:**

[87] Although the Constitution does not itself address the use of a referendum procedure, and the results of a referendum have no direct role or legal effect in our constitutional scheme, a referendum undoubtedly may provide a democratic method of ascertaining the views of the electorate on important political questions on a particular occasion. The democratic principle identified above would demand that considerable weight be given to a clear expression by the people of Quebec of their will to secede from Canada, even though a referendum, in itself and without more, has no direct legal effect, and could not in itself bring about unilateral secession. Our political institutions are premised on the democratic principle, and so an expression of the democratic will of the people of a province carries weight, in that it would confer legitimacy on the efforts of the government of Quebec to initiate the Constitution's amendment process in order to secede by constitutional means. In this context, we refer to a "clear" majority as a qualitative evaluation. The referendum result, if it is to be taken as an expression of the democratic will, must be free of ambiguity both in terms of the question asked and in terms of the support it achieves.

****→SECONDLY** Moreover s. 3 is also invalid for infringing federal powers to consult the population of Quebec.

Defining or removing federal authority are beyond any province's powers of constitutional amendment.

→ But section 3 not only impermissibly

(a) purports to define the extent of the authority of the Parliament and Government of Canada to consult the people, – the population, – of Quebec by

referendum,

(b) *but even to deny that authority outright.* (P.Q. Programme 1973. Ex. R-15, p. 13 quoted below

*→Section 3 is a denial →either of a right to consult the people of Quebec *at all* or, *at minimum*,

→ to consult them *in a relevant and meaningful way*, –

with respect to the political régime and legal status of Quebec.

This meaning of section 3 of Act is clearly shown in

→ 1973 Programme of the Parti Québécois, Ex. R-15, at p. 13: [emphasis added]

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage
à:

1. Mettre immédiatement en branle le processus d'accésion à la souveraineté dès que celle-ci aura été proclamé en principe par l'Assamblée nationale - la passation des pouvoirs et le transfert de compétence pouvant s'échelonner sur quelques mois - **en s'opposant à toute intervention fédérale y compris sous forme de référendum comme étant contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.**

See authorities cited above Trial Notes para 5.6, or Factum para.4 (iii).

***On federal consultation**, see *Referendum Act of Canada, S.C. 1992, c. 30*, as amended, s. 3; esp. s. 3(1): [emphasis added]

Proclamation of referendum

3 (1) Where the Governor in Council considers that it is in the public interest to obtain by means of a referendum the opinion of electors on any question relating to the Constitution of Canada, the Governor in Council may, by proclamation, direct that the opinion of electors be obtained by putting the question to the **electors of Canada or of one or more provinces specified in the proclamation** at a referendum called for that purpose.....

In *Haig v. Chief Electoral Officer and A.-G. Canada*, [1993] 2 S.C.R. 995, esp. p. 1030 [TAB I: 5] the Supreme Court affirmed the right of the Government of Canada to hold federal referenda and to include Quebec if it chose to do so. Only Charter issues were involved,— in respect of citizens excluded from the federal referendum, especially if also excluded from a concurrent provincial referendum.

The validity of the Act is assumed throughout by the Supreme Court; it follows that → Parliament can authorize what referenda it pleases.

The judgment of La Forest, L'Heureux-Dubé, Sopinka, Gonthier and Major JJ. was delivered by L'Heureux-Dubé. At p. 1030:

... There were two referenda held on October 26, 1992, both, it is true, concerning the Charlottetown Accord, but pursuant to separate and distinct legislative schemes. Though the federal government may well have taken note of the results of the Quebec referendum, it would be unfounded in law to suggest that the federal government "allowed" Quebec to administer part of what was really a "national" referendum. Quebec did not need the authorization of the federal government to hold its referendum, and the Quebec referendum legislation was not within federal control or authority. **Had the federal government wished to hold a "national" referendum, it could have included Quebec in the proclamation. Though it had every right to do so, it chose not to, as it also had the right to do.** ... [Emphasis added.]

****→THIRDLY And s 3 is invalid also**

→ because s. 3, like s. 2, **denies the authority of the Parliament and Government of Canada**

→**to uphold and defend the Constitution and Government of Canada against the ultimate attack on the rule of law– the overthrow of the state**

→**And, in so doing, to reject, to resist, and to repel attempts at unlawful,— in other words revolutionary,— constitutional change.**

→either mounted *directly* by the institutions or electorate of Quebec,
→or *indirectly*,— carrying out their measures or decisions.

*****exactly as the 1995 Referendum, and Referendum Bill, attempted to do (*Loi sur l'avenir du Québec*, Ex. R-14, Tab 21)**

*****Denial of such federal authority is the clear meaning of s. 3**

****because section 3 asserts that the Quebec people “shall determine “alone” (emphasis added) how Quebec’s political régime and legal status shall be chosen,— as was attempted in 1995.**

****The purport of s. 3 is that the Quebec people can also carry out any such changes by themselves and *this is made even clearer in s. 13.***

A false cloak of legality is thus thrown by s.3 over even measures which would overthrow the Canadian state.

****Canada is a “real country” and a real country, or sovereign state, has a right to defend its existence.**

→ A revolutionary régime would demand that → all public officers, → *including all judges in all courts*, → the armed forces, → abandon the Canadian state, and → join or submit to the revolutionary state.

What then are “unlawful changes”? Any changes *whatsoever* by Quebec’s institutions or electorate would be “unlawful” if these were planned or attempted in excess of their lawful powers under the Constitution of Canada.

****Federal powers to defend the existence of the Canadian state cannot be defined, denied, or removed by any province:** C.A. 1982 ss. 52, 45, and 41 (e):*

Defensive federal powers which ss. 2, 3 and 13 attempt to deny or nullify, include those upheld in *Fort Frances Pulp and Power Co. Ltd. v. Manitoba Free Press Co.*, [1923] A.C. 695 (P.C) [TAB I: 3] (defence of the constitution, government, and territorial integrity of Canada against war, invasion or insurrection, real or apprehended); *Gagnon v. The Queen*, [1971] C.A. 454 [TAB I:4] (insurrection); and, in the *Constitution Act, 1867*, esp. the residuary power in s. 91; and ss. 91.7 and 91.27.

The *establishment* of any régime anywhere in Canada by revolutionary means, and the *implementation of most, or even all, of its measures*, would involve the most gravely unlawful acts, in contravention of existing Canadian laws regarding public order, protection of persons, and protection of property.

→ Undeniably, **oppression of a population**, especially alien subjugation or domination, or discrimination, **may confer a moral right to change a régime even by revolutionary means**, or to establish a new state, and this is reflected in international law: *Reference re Secession of Quebec*, [1982] 2 S.C.R. 217 [TAB I:11] at pp. 284 ff.

→ But as the Supreme Court holds (pp. 286-87), **these conditions do not apply to Quebec.**

*****We should all hope that it may never be necessary to**

exercise constitutional powers to defend the Canadian Constitution and the Canadian state against revolutionary acts.

*****But since the Legislature here rejects the existence of these powers, Petitioner must reassert them resolutely.**

9.11 *Objections to s. 4 of the Act (corresponds to Factum, para. 4(iv)).*

SECTION 4 OF THE ACT:

We submit that a constitutionally-conforming text would read as follows:

4. The result of a referendum of the electorate of Quebec as to matters within the authority of the Province, including proposals to amend the Constitution of Canada, is determined by the majority of the votes cast; that is to say the whole number of votes next exceeding one-half of the number of votes cast. The Constitution of Canada may require a greater majority for certain purposes.

Section 4 as it now exists is generally innocuous outside the context of this Act.

But when read with sections 1, 2, 3. 5 and 13, **section 4 purports to allow constitutional changes of every kind, including secession in particular, attempted not only unilaterally, but also on the decision of a simple majority of the electorate of Quebec.**

Section 4 is therefore invalid when taken in conjunction with, – and insofar as it operates with, – any one or more of those sections.

Accordingly, it would **suffice for present purposes to declare s.4 to be invalid insofar as it operates in conjunction with any one or more of sections 1. 2, 3, 5, and 13.**

9.12. *Objections to s.5 of the Act (corrsponds to Factum, para. 4(v)*

SECTION 5 OF THE ACT

We submit that a constitutionally-conforming text of section 5 would read as follows:

5. The governmental institutions of Quebec derive their authority from the

Constitution of Canada and their legitimacy from the legitimacy of that Constitution.

Section 5, as to its first paragraph, is invalid because it **means in its statutory form to displace,**

— both in point of law and **in the minds of the public, —**

the supremacy of the Canadian Constitution as declared in section 52(1) of the Constitution Act, 1982, as the basis of Quebec's institutions.

This intention is clear →first from its *text*, introducing direct or popular sovereignty →next from its *history* as reflected in the National Assembly speeches on Bill 99, and the Programmes of the Parti Québécois claiming powers of unilateral secession

(see citations above Trial Notes paras. 9.8.3 to 9.8.7 and in Petitioner's Factum, para. 2 and esp. para. 19)

→and **thirdly** from its ***context with sections 2, 3, and 13.***

In effect, **the section means that if the Quebec electorate rejects the Constitution of Canada, →→its legitimacy AND its authority BOTH disappear and →→ no longer apply to Quebec. Under s. 5, the Quebec electorate is made sovereign.**

→ This is **not an innocent provision. There are four reasons why it is invalid.**

→ **(1) First, It seeks to introduce republican principles**, as is shown by the Quebec Attorney-General's expert evidence on the German and U.S. Constitutions

→ That is inconsistent with **ss. 56 and 90 of the C.A. 1867 and s. 41(a) of the C.A. 1982**
There can be absolutely no law in Canada without royal assent

→**(2) Second, The subject-matter of s. 5 is in any event not “the Constitution of the Province” as defined by the Supreme Court of Canada and therefore is far beyond any power of constitutional amendment conferred by s. 45 of the 1982 Act,**

→ ***Re Initiative and Referendum Act* [1919] A.C. 935 (P.C.) [TAB I:7] at 943**
(→A province cannot abrogate any power of a representative of the Crown)

→***Reference re Senate Reform*, [2014] 1 S.C.R.704 (at para. 48) [TAB I:12]:**

... Neither level of government acting alone can alter the fundamental nature and role of the institutions provided for in the Constitution. This said, those **institutions can be maintained and even changed to some extent under ss. 44 and 45, provided that their fundamental nature and role remain intact.**

► *Ontario Public Service Employees' Union v. Attorney General for Ontario*, [1987] 2 S.C.R. 2 at p. 40 [TAB I:8] (per Beetz J. for a majority):

...To sum up, therefore, and subject to the caveat I will mention later, an enactment can generally be considered as an amendment of the constitution of a province when it bears on the operation of an organ of the government of the province, provided it is not otherwise entrenched as being indivisibly related to the implementation of the federal principle or to a fundamental term or condition of the union, and provided of course it is not explicitly or implicitly excepted from the amending power bestowed upon the province by s. 92(1), such as the office of Lieutenant Governor and, presumably and a fortiori, the office of the Queen who is represented by the Lieutenant Governor....

and at [1987] 2 S.C.R. 2 at p. 47 , referring to the obiter dictum in *Re Initiative and Referendum Act.* [1919] A.C. 935 (P.C.) [TAB I:7]:

... While this obiter is confined to the particular facts of that case, it may stand for the wider proposition that the power of constitutional amendment given to the provinces by **s. 92(1) of the Constitution Act, 1867 does not necessarily comprise the power to bring about a profound constitutional upheaval by the introduction of political institutions foreign to and incompatible with the Canadian system.**

► (3) **Third**, S. 5 also violates s. 41(e) of the C.A. 1982 by attributing general constituent power to the Quebec electorate and Legislature. But under 41(e) the Province **cannot amend the constitutional-amendment process**. The second and third paragraphs of s. 5 are merely incidental to the first paragraph.

►(4) **Fourth** Section 5, by rejecting the Constitution of Canada as the basis of Quebec's institutions, is thus also in violation of “the federal principle” which, as the Supreme Court of Canada has stated, **a Province has no legislative power to impair:** *O.P.S.E.U. v. A.-G. Ontario*, [1987] 2 S.C.R. 2 at pp. 39 and 40 [TAB I:8]; *Reference re Senate*, [2014] 1 S.C.R. 704 at 734 [TAB I:11].

9.13. Objections to s.13 of the Act (corrsponds to Factum, para. 4(vi))

SECTION 13 OF THE ACT

We submit that a constitutionally-conforming text of s. 13 would read:

13. The powers, authority, sovereignty and legitimacy of the governmental institutions of Quebec are protected by the Constitution of Canada from unlawful interference, but nevertheless are enjoyed and exercisable subject to the Constitution of Canada and, in particular, subject to the fundamental rights and freedoms which it protects, and subject also to the exclusive or concurrent, and paramount, powers of the Parliament of Canada.

******Section 13 is invalid as ***→exceeding the powers conferred by C.A. 1982, s. 45, →infringing s. 52, and →also infringing s. 41(e)***:

→FIRST **read in context** with the other sections,— especially s. 3, which specifies referendums, — section 13 clearly rejects federal authority to consult the Quebec electorate **as a “constraint on the democratic will of the Québec people to determine its own future”;**

see authorities cited above in connection with s. 3 of the Act (**Trial Notes para. 9.10** above; corresponds to **Factum para. 4(iii)**);

1973 Parti Québécois Programme, Ex. R-15, at p. 13:

En conséquence, un gouvernement du Parti Québécois s'engage à:

1. Mettre immédiatement en branle le procesus d'accession à la souveraineté dès que celle-ci aura été proclamé en principe par l'Assamblée nationale - la passation des pouvoirs et le transfert de compétence pouvant s'échelonner sur quelques mois - en s'opposant à toute intervention fédérale y compris sous forme de référendum comme étant contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

and it is **also invalid**

→SECONDLY because s. 13 denies, and is inconsistent with, the authority of the Parliament and Government of Canada ***→to uphold the Constitution of Canada and →to reject, resist, and repel any unlawful attempts at constitutional change, by the institutions or electorate of Quebec***, if and when they may be planned or attempted; **→such defence of the Constitution clearly being considered a “constraint on the democratic will of the Québec people to determine its own future”;**

see authorities cited in Trial Notes para.9.10above; corresponds to Factum 4.
 (iii);

and it is also invalid

► **THIRDLY** because, **behind its tendentious phraseology** (“reduce the powers, authority, sovereignty or legitimacy of the National Assembly”) s. 13 **implicitly denies the paramount authority of the Parliament of Canada to enact, and the authority of the Government of Canada to enforce**, laws to preserve the Canadian state and public order; and notably to address war, invasion or insurrection, real or apprehended;

see authorities cited in Trial Notes para 9.10 above ; corresponds to Factum 4.
 (iii).

PETITIONER RESPECTFULLY COMMENDS PARAGRAPHS 10 THROUGH 16 OF HIS FACTUM AND OF THESE NOTES TO THE COURT AND WILL NOT ADDRESS THEM NOW UNLESS THE COURT HAS QUESTIONS

17. Infringement of Charter Rights. The conclusions numbered (2) reproduced above in Trial Notes para. 1 and Factum paragraph 1. are included **here in addition to, and without prejudice to**, the conclusions numbered (1) reproduced immediately preceding them. Conclusions (2) are founded on the decision of this Court in *Bertrand v. Bégin*, [1995] R.J.Q. 2500 (S.C.) (Lesage, J.) (8 September 1995); *dispositif* at p. 2516 [TABI:2].

► Though it had **neither been (1) passed nor (2) assented to, nor (3) approved in a referendum**, the Bill (Bill No. 1, 35th Leg're, 1st Sess.), *An Act respecting the future of Québec / Loi sur l'avenir du Québec* (Ex R-14 Tab 21), which was to be, and which was, submitted to the October 30th, 1995 referendum, **was nevertheless held by Lesage, J. to be a grave threat,— “une menace grave”,— to Petitioner's rights**, under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. As the judgment was interlocutory, not final, and nothing had been enacted, there was no basis for a declaration of nullity.

► This was a threat because Bill No. 1 would **wipe away that Charter and the rights and freedoms which it confers, – notably rights flowing from Canadian citizenship, and fundamental freedoms**. That other rights might be substituted is of no help.

► It will be noted that **directly in the dispositif**, Lesage, J. did not hesitate in his order

to rely on the intention to proceed with Bill No. 1 *without complying with the conditions of Part V of the Constitution Act, 1982.*

► In the present case the legislation now challenged gives *carte blanche* to enact, or to submit to referendum, *measures of any kind*. Like Bill No. 1 in 1995, such measures could seek, – *yet again without complying* with Part V of the 1982 Act, – **to establish Quebec as a sovereign state.**

► In the present case **the threat is both more muted and less immediate than with the 1995 Referendum Bill, but it is still real.**

More muted in that S.Q. 2000, c. 46, declares a *right to unilateral sovereignty* rather than (like Projet de Loi No. 1) *sovereignty itself.*

Less immediate in that unilateral sovereignty is not (as with Projet de Loi No. 1) effective as soon as specified conditions, *already set in motion*, are satisfied.

Our conclusion (2) speaks of “infringement and denial” rather than “threat”. The statute in effect says that the Constitution and with it the Charter *will remain in force so long as, but no longer than, the Legislature or electorate wishes.* ►The Act therefore makes the Charter and Charter rights contingent on their will.

► This we submit is *at very least an infringement*, and *also a denial*, of *Charter rights which are unconditional and cannot be made conditional by the Province..*

What the Legislature could not enact directly, it cannot (1) authorize in advance, nor (2) declare its power to authorize,– as the Legislature seeks,– very clearly,– to do on the face of these contested provisions.

There is **no mistake about what the contested provisions intend to authorize or declare power to accomplish.**

Thus *Bertrand v. Bégin* applies here (Petitioner submits), and if so the challenged provisions infringe and deny Petitioner’s *Charter rights*. They are void for that *and all other* reasons.

18. *Constraining and emending texts to achieve constitutional conformity* [Factum para. 18; Authorities in Factum App. II]

The Attorney-General for Canada has raised the possibility of severance,– specifically, “reading down”, the text of the Act to achieve conformity with the

Constitution.

Severance of constitutionally-invalid subject-matter can in principle be achieved

- (1) by *excision of specified text (“textual severance”)* or
- (2) by *excision of specified subject-matter* (so-called “reading down” or “substantial severance”**),
– provided in either case that the remainder can survive as constitutionally valid, or
- (3) by securing constitutional conformity through *implication of terms* (so-called “reading-in”).

Petitioner’s counsel offer the following rules as a best-efforts synthesis of the governing authorities, relying on the cases cited in Appendix II of his principal Factum.

Petitioner’s counsel has respectfully requested the Attorneys-General for Quebec and for Canada to indicate in what respects if any they consider these rules not to be accurate statements of the law, so that the hearing can address matters genuinely in controversy. No such objection has been received.

1. In principle, *constitutionally-invalid subject-matter* may be *severed from* a legislative enactment in order to achieve the result that legislation survives to the extent, but only to the extent, that it is in conformity with the Constitution. (The Supreme Court has said that “the bulk of the legislative policy” must be constitutionally valid for severance to be permissible, with invalid applications “trimmed off”.)
2. By the same token, it will be appropriate in certain cases, under compulsion of the Constitution, to *imply into* a legislative enactment, – or, in other words, to “read in”, – *terms necessary to ensure that the legislation is in conformity with the Constitution*. In such cases, however, it may be more difficult to achieve the precision necessary in framing the language to be “read in” to the statute than it is to define text to be severed and struck out.
3. Severance of constitutionally-invalid subject-matter may be appropriate whether that invalid (constitutionally-impermissible) subject-matter consists of:
 - (i) *specified matter identifiable textually* within an enactment (as e.g. sections or sub-sections, phrases, words, etc.), which can be treated judicially as if they were

deleted, or

(ii) some specified, – defined and definable, – subject-matter comprised within an enactment, – or some part of its scope of operation (whether this be certain persons, places, things, or circumstances). **This is so even if that impermissible subject matter or scope does not correspond to, – or is not congruent with, – particular parts of the text.** In such instances, legislation may simply be treated,

and referred to, as “constitutionally inapplicable” to the relevant, constitutionally-impermissible, subject-matter. In such instances the impermissible subject-matter is carefully defined and notionally carved out judicially.

4. To permit severance of any kind it is necessary that the portions intended to be held valid be *distinguishable*, **and** be *distinguished*, from the invalid portions of an enactment, **with a precision sufficient to make clear what is valid and what is not.** Similarly, **if terms are to be implied or “read in” to achieve constitutional conformity, it is necessary that they be defined with clarity and with certainty.** In cases where sufficient precision cannot be attained, it must be left to the Legislature to fill in the gaps. It is then for the Legislature, not the Courts, to fill in the details that will render legislative lacunae constitutional. The Court will not, in order to “read in” a curative measure, make its own *ad hoc* choices from a variety of options. There must, in sum, be *remedial precision*. It may therefore be impossible for the courts to make the emendations needed for the legislation to survive.

5. While severance in its various forms is an “ordinary and everyday part of constitutional adjudication”, severance or implication of terms are permissible only in cases where it is possible to conclude with confidence that the legislature would have enacted a constitutionally-conforming text in preference to having no text survive. **It is impermissible *inter alia* for the court to impose emendations with budgetary impacts which would change the nature of the legislation.**

6. Accordingly, severance (whether by excision of specified text or by “reading down”), – or implication of terms (“reading in”), – or more than one of these in combination, – is, or are, warranted only “in the clearest of cases”. These are cases where one of these is clear:

- (i) that the legislature would have chosen to enact the portion it constitutionally had power to enact, without the portion it could not, or,
- (ii) as the case may be, that the legislature would have enacted the legislation with the additional terms read in under compulsion of the Constitution.

The severance or “reading in” must *either*

- further the legislature’s objective, – which must itself be clearly established, – *or*
- involve less interference with that objective than would simply striking down the legislation.

Thus if the portion of the legislation which would survive after severance would be substantially changed by proposed severance, severance is not permissible. This is so because severance would intrude into the legislative function. ***If it is to be made, the assumption that the legislature would have enacted the surviving portion must be a safe assumption.*** It appears that some additional latitude is permissible to achieve *Charter* objectives.

19. Possibility of “severance”/“reading down”/ “reading in” to save the contested provisions. Whether a restricted operation can be given by the Court to any of ss. 1, 2, 3, 4, 5 and 13, in order to bring them within constitutional limits, depends upon the application of the rules regarding severance (including so-called “reading down” or “reading in”), summarized in the set of propositions formulated above (para 18).

Petitioner gladly offers a revised text of the *subject-matter* of the contested provisions which (he submits) conforms to the Constitution (**Notes, V.**). The Court can at least decide whether the propositions in this text are accurate as a matter of law.

The question then is whether the rules governing severance permit the Courts to impose them on the Legislature and substitute them in this Act.

Petitioner regrets that the governing rules do not appear to permit imposition of this or any other constitutionally-conforming text on the Legislature in substitution for the existing provisions of S.Q. 2000, c. 46.

Suppose that the contested sections can, *hypothetically, as a matter of drafting*, – if only that were in issue, – be textually revised to achieve constitutional conformity. ***One immediately encounters the rule against making impermissible choices amongst possible texts.***

Major surgery would be required at very least, and, in the circumstances, especial care and clarity in framing the text to be substituted and imposed on the Legislature.

It is not obvious that judges undertaking such textual revision could avoid judicial choices amongst alternatives *differing amongst themselves as to their substance*; that of course being impermissible. Is our constitutionally-conforming draft the only possible one? The rules require remedial precision, rather than choice amongst competitors.

It seems, *at most*, practicable that the emendations could avoid impermissible judicial choices *as to the way in which the reworded texts were expressed,— in other words, stylistic choices.*

The greatest difficulty here lies however in the requirement that *in order to sever or to imply terms one must be able to affirm with confidence that the legislature would have enacted the revised text if it had known that its own text was constitutionally invalid and could not become law.*

The legislative history and extrinsic evidence establish (Petitioner submits) that none of these sections can, consistently with the established conditions for severance, be circumscribed (“read down”) to conform to constitutionally-permissible limits, or otherwise be judicially emended.

First, there is **no basis whatever to affirm with the required confidence that a narrower scope, or diluted terms of any kind, would have been acceptable to the Legislature.**

On the contrary, **any narrowing or dilution are (1) inconsistent with their (i.e., the contested provisions’)** ➔**history in the Debates on this Act and ➔in predecessor programmes, ➔proposals and ➔measures** (sometimes outside Quebec):

Exhibit R-5, Journal des débats, Assemblée nationale,, 3 mai 2000

Exhibit R-6, Journal des débats, Assemblée nationale, 25 mai 2000

Exhibit R-7, Journal des débats, Assemblée nationale, 30 mai 2000

Exhibit R-8, Journal des débats, Assemblée nationale, 7 décembre 2000

Exhibit R-11, Factum of Interveners Singh et al. In *Reference re Secession; Appendices*, showing

➔Order in Council for the Referendum of 30 October 1995 and Votes and Proceedings/Procès Verbaux of the Assemblée nationale (20 September 1995), reproducing the resolution framing and ordering the referendum question

➔Votes and Proceedings/Procès-Verbaux of the Assemblée nationale, Ex. R-11 (App.), resolution of the National Assembly on motion of M. Lucien Bouchard, Prime Minister of Quebec (22 May 1996); passed 22 May 1996:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme que le peuple du Québec est libre d'assumer son propre destin, de déterminer sans entrave son statut

politique et d'assurer son développement économique, social et culturel.

THAT the National Assembly reaffirm that the people of Québec are free to take charge of their own destiny, to define without interference their political status and to ensure their economic, social and cultural development.

, Exhibit R-13. Journal des débats de la Commission permanente des institutions. Assemblée nationale, 20 mars 2000

Exhibit R-14, Material filed by the Attorney-General for Canada in *Reference Re Secession*, 5 vols., esp. Vol 1 Tab 1, Avant projet de Loi, *Loi sur la souveraineté du Québec* (submitted to referendum of October 30th. 1995)

Exhibit R-15 *Programmes et Plateformes du Parti québécois* (portions indicated on the texts).

Exhibit R-16, House of Commons Bill C-341, 2nd Sess. 35th Parl., *An Act to establish the terms and conditions that must apply to a referendum relation to the separation of Quebec from Canada before it may be recognized as a proper expression of the will of the people of Quebec* (October 30, 1996) (Private Member's Bill, Mr. Stephen Harper.

Exhibit R-17, House of Commons Bill C457, *An Act to repeal the Clarity Act*, 1st Sess. 41st Parl., (2011-12), Private Member's Bill, M. André Bellavance (B.Q.)

Exhibit R-18. House of Commons Bill C-470, 1st Sess. 41st Parl., Jan. 28, 2013, *An Act respecting democratic constitutional change*; Private Member's Bill of Mr. Craig Scott (N.D.P.). Essentially supportive of a right to unilateral secession.

Exhibits R-19, R-20, and R-21 (together): R-19: National Assembly Bill 194, *An Act to recognize the right of the people of Quebec to self-determination* 3rd Session, 31st Legislature of Quebec, June 22, 1978 (Private Member's Bill; M. Fabien Roy). English and French versions. R-20: related Journal des débats; R-21: related Procès-verbal/Votes and Proceedings. Bill asserts in substance a right of unilateral secession.

R-22. R-23 and R-24 (together): R-22: National Assembly Bill 191, *An Act to recognize the right to self-determination of the people of Quebec to self-determination*, 5th Session 32nd Legislature of Quebec (Private Member's Bill: M. Gilbert Paquette) (English and french versions. R-23: related proceedings in Journal des débats. R-24: Related proceedings in Procès-Verbal/Votes and Proceedings. Bill asserts in substance a right of unilateral secession.

and (2) narrowing or dilution have been clearly and consistently *rejected*:

Various of the Exhibits just cited, particularly:

Resolution 22 May 1996 (in Exhibit R-11) (copied above, page 63)

and

Exhibit R-25, Resolution of the National Assembly, October 23rd, 2013.

QUE l'Assemblée nationale du Québec réaffirme et proclame unanimement les principes fondamentaux formulés dans la Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec;

QUE l'Assemblée nationale réaffirme que les Québécois et les Québécoises ont le droit de choisir leur avenir et de décider eux-mêmes de leur statut politique;

QUE l'Assemblée nationale réaffirme que lorsque les Québécois et Québécoises sont consultés par référendum tenu en vertu de la Loi sur la consultation populaire, la règle démocratique alors applicable est celle de la majorité absolue, soit 50 % des votes déclarés valides plus un vote;

QUE l'Assemblée nationale réaffirme que seule l'Assemblée nationale du Québec a le pouvoir et la capacité de fixer les conditions et modalités entourant la tenue d'un référendum conformément à la Loi sur la consultation populaire, y compris le libellé de la question référendaire;

QUE l'Assemblée nationale réaffirme qu'aucun parlement ou gouvernement ne peut réduire les pouvoirs, l'autorité, la souveraineté et la légitimité de l'Assemblée nationale, ni contraindre la volonté démocratique du peuple québécois à disposer lui-même de son avenir;

QUE l'Assemblée nationale condamne l'intrusion du gouvernement du Canada dans la démocratie québécoise par sa volonté de faire invalider les dispositions contestées de la Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec;

QUE l'Assemblée nationale réclame que le gouvernement du Canada s'abstienne d'intervenir et de contester la Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec devant la Cour supérieure du Québec.

And in English:

THAT the National Assembly of Québec reaffirm and unanimously proclaim the fundamental principles set forth in the *Act respecting the exercise of the fundamental rights and prerogatives of the Québec people and the Québec State*;

THAT the National Assembly reaffirm that Quebecers have the right to decide their future and to determine their political status;

THAT the National Assembly reaffirm that when Quebecers are consulted by way of a referendum under the *Referendum Act*, the applicable democratic rule is that of absolute majority, namely 50 % of the valid votes cast plus one;

THAT the National Assembly reaffirm that the National Assembly of Québec alone has the power and capacity to establish the terms and conditions for the holding of a referendum in accordance with the *Referendum Act*, including the wording of the referendum question;

THAT the National Assembly reaffirm that no other parliament or government may reduce the powers, authority, sovereignty or legitimacy of the National Assembly, or impose constraint on the democratic will of the Québec people to determine its own future;

THAT the National Assembly condemn the intrusion by the Government of Canada into Québec's democracy by seeking to invalidate the impugned provisions of the *Act respecting the exercise of the fundamental rights and prerogatives of the Québec people and the Québec State*;

THAT the National Assembly call on the Government of Canada to refrain from intervening and challenging the *Act respecting the exercise of the fundamental rights and prerogatives of the Québec people and the Québec State* in the Superior Court of Québec.

Accordingly, ss. 1, 2, 3, 4, 5 and 13 ***cannot be “read down” or emended and are wholly invalid, because, as this makes clear, a constitutionally-confirming text would not be acceptable to the Legislature.***

Nor can the contested provisions simply be treated as if they were an *expression of opinion* contained in a *resolution adopted on motion*,— an option explicitly and repeatedly rejected from the start.

►This course of action (a resolution of the Assembly) was ►explicitly rejected from the outset by the Minister when moving the Bill for this Act (Bill 99, 36th Leg., 1st Sess,) and its text was enacted in *statutory form precisely and expressly so as to have the force of law*: Exhibit R-6, esp. pp. 6167, 6168. ***See above, p. 5.***

where the Minister is quoted. This is a statute with an enacting clause, passed and assented to in due form, and it must be treated as such.

“The question of the constitutionality of legislation has in this country always been a justiciable question”: *Thorson v. A.-G Canada*, [1975] 1 S.C.R. 138 at p. 151 [TAB I:14] (the division within the Court was as to standing, not justiciability), – applied by the Court of Appeal in its interlocutory judgment here, paras. [80] and [81].

Though *a mere expression of opinion by a resolution of the Assembly may perhaps escape judicial review*, **even a resolution** would necessarily be reviewable if it purported directly to take action, such as declaring Quebec a sovereign state, or either ordering or authorizing action by other persons.

But this litigation concerns a statute, and it is unconditionally reviewable.

Moreover, *even a resolution expressing opinions as to the law*, though perhaps not inherently invalid, **could (we submit) be contradicted, on declaratory proceedings**, by judicial rulings stating the law as it truly is.

Furthermore, *the Minister acknowledged, and seems even to have welcomed, the fact that, because it was an Act, its validity would be reviewable by the Courts in litigation*: Exhibit R-6 p. 6194 (3 paras. in right-hand column).

“M. le Président, ce n'est pas compliqué. Des droits, notre peuple en a ou il n'en a pas. S'il en a, il ne faut pas qu'il craigne de les affirmer ou de leur faire franchir le test des tribunaux.”

And this was so, even though he was, and had been, fully warned of the risks of proceeding by statute (rather than by resolution), by jurists and others *sympathetic to his perspectives*: see quotations at pp. 6177-78 and elsewhere.

See generally Petitioner’s Reply Factum (July 12, 2016), esp. paras, 7, 12.

Lastly, it should scarcely be necessary to assert that there is no reason for, or basis for, or plausibility for, any attribution of “temporary validity” to the contested provisions.

A period of validity for what?

►For unilateral secession?

►For resistance to the supremacy of the constitution and to federal authority?

►For *ultra vires* constitutional changes to be attempted?

20. Legislative history and other extrinsic material. The ►legislative history and other extrinsic material cited in these Notes and through Petitioner's Factum are ►cited on the basis of the following rules and principles, which are a ►best-efforts synthesis by Petitioner's counsel of the governing authorities, ►relying on the cases cited in Petitioner's Factum Appendix III.

►These propositions are found in Petitioner's Factum para. 20. ►No objection to these rules or principles themselves has been received in response to our request for and objections, ►though the Attorney-General of Quebec herself rejects the *relevance* of at least some of *Petitioner's* extrinsic material while *herself* citing the Bill 99 debates.

1. When not inherently unreliable, or offending against public policy, or irrelevant, material extrinsic to a legislative text being considered by a court is, in certain circumstances and for certain purposes, admissible and relevant. Extrinsic material may potentially consist *inter alia* of public general knowledge of which a court could take judicial notice; material from outside a legislative process, including economic data not necessarily judicially noticeable; and legislative history. Prior to about 1976 legislative history was admitted rarely and cautiously, but since that time it has been consistently admitted for defined purposes, elaborated below.

2. Legislative history, – which may be admissible and relevant in appropriate circumstances, – may consist of “background” material (such as royal-commission or law-reform-commission studies or reports, “white paper” or “green-paper” proposals; parliamentary committee proceedings and reports; bills or legislation recently operating or intended to operate concurrently with the legislation under consideration; and pertinent earlier legislation or bills. It may consist of economic data. It may also consist of legislative debates, which, again, may be admissible and relevant for specific purposes.

3. Legislative history, including legislative debates, is, generally speaking, not relevant to the direct construction of the language of a legislative enactment, though it has exceptionally been used for this purpose and said to be admissible to that end. But legislative history may show the mischief which a legislature was addressing, and so may be indirectly relevant to construction under the “mischief rule”.

4. Legislative history is however relevant in constitutional cases to assist in the appreciation of the constitutional validity of an enactment, particularly but not only where there are allegations of colourability. Extrinsic evidence, including legislative history, may be considered to ascertain not only the operation and effect of the impugned legislation but its true object and purpose as well. Most of the cases now adopt this position.

5. There are instances of the use of legislative debates, even for purposes of construction, in the jurisprudence of the Supreme Court of Canada. But most instances are for the same purposes as other legislative history (above, 4.). Caution in the use of debates has been considered necessary because: (1) legislation is the product of “an incorporeal entity”, the Legislature, so that the views or intentions of individual legislators are not necessarily those of the Legislature; (2) individual legislators may speak with a variety of individual motives which can change in the course of the legislative process leading to a statute. For some years legislative debates have however normally been admitted on the same basis as other legislative history, and for several years the decisions of the Supreme Court of Canada have not usually distinguished them from other extrinsic material as regards their use.

21. Prayer for judgment. Petitioner humbly prays that judgment be given in accordance with the conclusions reproduced in Paragraph 1 and the submissions herein, with such further and other relief as the Court may be pleased to grant in the premises.

The whole respectfully submitted:

Montreal, February 25th , 2017.

Stephen A, Scott,
Counsel to Petitioner

ANNEXE IN-9

CANADA
QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No : 500-09-027501-188 CA
Nº : 500-05-065031-013 CS

COUR D'APPEL

KEITH OWEN HENDERSON

APPELANT / *Requérant*
c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC

INTIMÉE / Intimée

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU CANADA

MISE EN CAUSE / Intervenant

et

SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL,

MISE EN CAUSE / Intervenante amicale

ACTE DE REPRÉSENTATION DE LA MISE EN CAUSE

Nous comparaissions pour et au nom de la Mise en cause / intervenante amicale *La SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL* sous toutes réserves que de droit.

Montréal, le 15 mai 2018

(s) *Michaud Santoriello, Avocats*

Michaud Santoriello, Avocats
Procureurs de la Mise en cause SSJB

CANADA
QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
N°^{CA} : **500-09-027501-188**
N°^{CS} : **500-05-065031- 013**

COUR d'APPEL

KEITH OWEN HENDERSON

Requérant

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC

Intimée

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU CANADA

Mise en cause

et

SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL

Intervenante amicale

NOTIFICATION PAR TÉLÉCOPIEUR

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : L'information contenue dans le document envoyé par télécopieur est confidentielle et protégée par le secret professionnel. Elle n'est destinée qu'à l'usage du destinataire indiqué ci-dessus. Quiconque lit le présent message sans être le destinataire du document ou l'employé ou la personne responsable de le remettre au destinataire est, par les présentes, avisé qu'il est strictement interdit de diffuser, distribuer ou reproduire ce document ou l'information qu'il contient ainsi que les pièces annexées.

DESTINATAIRES :

COURRIEL ENVOYÉ À : M^e Brent D. Tyler
83, rue Saint-Paul Ouest
Montréal (Québec) H2Y 1Z1
Téléphone : 514 966-2977
Télécopieur : 514 842-8055
Courriel : brentdtyle@gmail.com

M^e Stephen A. Scott
3644, rue Peel
Montréal (Québec) H3A 1W9
Téléphone : 514 398-6617
Télécopieur : 514 398-4659
Courriel : stephen.scott@mcgill.ca

M^e Claude Joyal
Ministère de la Justice Canada
Complexe Guy-Favreau
200, boul. René-Lévesque Ouest Tour Est, 9^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1X4
Téléphone : 514 283-8768
Télécopieur : 514 283-3856
Courriel : claude.joyal@justice.gc.ca

M^e Warren Newman
Ministère de la Justice Canada
284, rue Wellington
Pièce ECE-3206
Ottawa (Québec) K1A 0H8
Téléphone : 613 952-8091
Télécopieur : 613 941-1937
Courriel : warren.newman@justice.gc.ca

M^e Ian Demers
Ministère de la Justice Canada
Complexe Guy-Favreau
200, boul. René-Lévesque Ouest Tour Est, 9^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1X4
Téléphone : 514 496-9232
Télécopieur : 514 283-8427
Courriel : ian.demers@justice.gc.ca

M^e Jean-Yves Bernard
Bernard, Roy (Justice - Québec)
1, rue Notre-Dame Est, bureau 8.00
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Téléphone : 514 393-2336, poste 51467
Télécopieur : 514 873-7074
Adresse pour notification par moyen technologique :
bernardroy@justice.gouv.qc.ca

M^e Réal A. Forest
Blake, Cassels & Graydon s.e.n.c.r.l.
1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal (Québec) H3B 4N8
Téléphone : 514 982-5088
Télécopieur : 514 982-4099
Courriel : real.forest@blakes.com

EXPÉDITEUR :

Michaud, & Santoriello, avocats
A/s. M^{es} Marc Michaud et Maxime Laporte
5365 Jean-Talon Est, #602
Montréal, Qc. H1S 3G2
No de téléphone : 514-374-8777
No de télécopieur : 514-374-6698
Courriel : m.michaud@avocats-ms.com
m.laporte@avocats-ms.com

DOCUMENT : Acte de représentation

Nombre de pages 4 (celles-ci incluses)

Date d'expédition : 17 mai 2018

Expédié par : Djiby Kane

(s) *Michaud Santoriello, avocats*

Michaud Santoriello, avocats
Procureurs de l'Intervenante amicale

COUR D'APPEL

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE MONTRÉAL

N° : 500-09-026329-169
(500-05-065031-013)

DATE : Le 27 janvier 2017

**CORAM : LES HONORABLES MANON SAVARD, J.C.A.
MARTIN VAUCLAIR, J.C.A.
CLAUDE BOUCHARD, J.C.A. (AD HOC)**

SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL
REQUÉRANTE – intervenante amicale

c.

KEITH OWEN HENDERSON
INTIMÉ - requérant

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC
INTIMÉE - intimée

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU CANADA
MISE EN CAUSE – mise en cause

ARRÊT RECTIFIÉ

[1] L'appelante, la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, se pourvoit contre un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal (l'honorable Chantal Corriveau), qui, séance tenante, le 1^{er} septembre 2016¹, rejette sa demande d'intervention amicale dans le litige initié par l'intimé, Keith Owen Henderson, contestant la validité constitutionnelle

¹ *Henderson c. Québec (Procureure générale)*, C.S. Montréal, n° 500-05-065031-013, jugement prononcé le 1^{er} septembre 2016 et retranscrit le 2 septembre 2016, Corriveau, j.c.s.

de certaines dispositions de la *Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec* (« *Loi* »)².

[2] La juge de première instance affirme ne pas avoir été convaincue de l'utilité de l'intervention, « [l]es positions qui seront débattues [étant] déjà très différentes et opposées » (paragr. 7). Elle ajoute que l'appelante souhaite « [...] mettre en lumière le droit international public, alors que les questions soumises au tribunal n'y font pas référence » (paragr. 8). Tout en s'interrogeant sur l'intérêt de l'appelante, elle craint en dernier lieu que cette intervention tardive, entendue moins de deux semaines avant le début du procès, ne fasse déborder l'audition prévue pour une durée de sept jours.

[3] Le procès, qui devait débuter le 14 septembre 2016, a cependant dû être reporté en raison d'une difficulté administrative. Il doit commencer le 20 mars prochain, toujours pour une durée de sept jours.

[4] L'appelante reproche à la juge d'avoir contrevenu à la règle *audi alteram partem* et de ne pas avoir suffisamment motivé sa décision. Elle aurait également erré dans l'exercice de sa discréction en rejetant sa demande.

[5] L'intimé, Keith Owen Henderson, et la mise en cause, la procureure générale du Canada, s'opposent à cette demande d'intervention, estimant celle-ci inutile et inopportune, en plus d'être tardive. Quant à l'intimée, la procureure générale du Québec, elle s'en remet à la discréction de la Cour, tout en précisant par ailleurs que, si cette demande devait être autorisée, l'intervention doit être limitée au débat tel que déjà circonscrit par la Cour dans ce dossier³.

Analyse

[6] Il n'est pas nécessaire de s'attarder aux deux premiers griefs de l'appelante (manquement à la règle *audi alteram partem* et l'insuffisance de la motivation), ceux-ci étant sans mérite. La juge s'est assurée de la bonne marche des débats judiciaires, dans le respect des articles 9, al. 2 et 18 C.p.c. et du droit de l'appelante d'être pleinement

² *Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec*, RLRQ, c. E-20.2.

³ La requête pour jugement déclaratoire de l'intimé Henderson, entreprise en 2001, a initialement été rejetée par la Cour supérieure qui avait alors accueilli les moyens d'irrecevabilité invoqués par le Procureur général du Québec. Dans l'arrêt *Henderson c. Québec (Procureur général)*, 2007 QCCA 1138, la Cour infirme ce jugement, tout en restreignant le débat constitutionnel aux seuls articles 1,2,3,4,5 et 13 de la *Loi* et en limitant les questions en litige.

entendue. Ses motifs, bien que succincts, sont sans contredit suffisants pour comprendre le fondement de sa décision, de même que pour permettre leur révision en appel⁴.

[7] Seule demeure la question portant sur l'exercice de la discrétion par la juge.

[8] Celle-ci, à bon droit, analyse la demande d'intervention amicale à la lumière des articles 185 et 187 C.p.c.⁵ :

185. L'intervention volontaire est dite agressive lorsque le tiers demande que lui soit reconnu, contre les parties ou l'une d'elles, un droit sur lequel la contestation est engagée; elle est dite conservatoire lorsque le tiers veut se substituer à l'une des parties pour la représenter ou qu'il entend se joindre à elle pour l'assister ou pour appuyer ses prétentions. L'intervention est dite amicale lorsque le tiers ne demande qu'à participer au débat lors de l'instruction.

Le tiers qui intervient à titre conservatoire ou agressif devient partie à l'instance.

187. Le tiers qui entend intervenir à titre amical lors de l'instruction doit être autorisé par le tribunal. Il doit présenter un acte d'intervention exposant le but et les motifs de son intervention et le notifier aux parties au moins cinq jours avant la date fixée pour la présentation de sa demande au tribunal.

Le tribunal peut, après avoir entendu le tiers et les parties, autoriser l'intervention s'il l'estime opportune; il

185. Voluntary intervention is termed aggressive when the third person seeks to be acknowledged as having, against the parties or one of them, a right which is in dispute. It is termed conservatory when the third person wishes to be substituted for one of the parties in order to represent it, or to be joined with one of the parties in order to assist it or support its claims. A third person is said to intervene as a friend of the court when seeking only to participate in argument during the trial.

A third person who intervenes for aggressive or conservatory purposes becomes a party to the proceeding.

187. A third person who wishes to intervene as a friend of the court during the trial must obtain authorization from the court. The person must file a declaration of intervention setting out the purpose of and grounds for the intervention and notify it to the parties at least five days before the date the application for authorization is to be presented before the court.

After hearing the third person and the parties, the court may grant authorization if it is of the opinion that the intervention is expedient; in making

⁴ *Lecavalier c. 9036-5560 Québec inc.*, 2015 QCCA 551, paragr. 6; *SNC-Lavalin inc. c. Société québécoise des infrastructures (Société immobilière du Québec)*, 2015 QCCA 1153, paragr. 33.

⁵ RLRQ, c. C-25.01.

prend en compte l'importance des questions en litige, au regard notamment de l'intérêt public, et l'utilité de l'apport du tiers au débat.

its decision, the court considers the importance of the issues in dispute, particularly in relation to the public interest, and the usefulness of the third person's contribution to the debate.

[Soulignement ajouté.]

[9] La juge circonscrit également correctement le cadre d'analyse lorsqu'elle précise les critères devant la guider dans l'exercice de sa discrétion (paragr. 3). Ce faisant, elle respecte ce que le juge Parent, à titre de juge d'appel, écrit dans *Corneau c. Québec (Procureure générale)*⁶ :

[10] L'article 187 C.p.c. énonce deux critères permettant d'autoriser l'intervention amicale, tout en reconnaissant la large discrétion conférée au juge dans l'évaluation de l'opportunité d'autoriser l'intervention. D'une part, les questions en litiges doivent être importantes, et, d'autre part, la présence de l'intervenant lors du débat doit être utile. Il incombe à la partie qui souhaite intervenir de démontrer qu'elle satisfait ces exigences. La disposition codifie par ailleurs la jurisprudence en voulant que l'intérêt public doive faire l'objet d'une attention spéciale dans l'analyse d'une demande d'intervention. »

[Soulignement ajouté.]

[10] Par contre, la Cour est d'avis, avec égards, que son intervention s'impose en l'espèce, la juge n'ayant pas accordé « suffisamment d'importance à toutes les considérations pertinentes »⁷.

[11] Bien qu'ayant identifié l'importance de la question en litige comme étant l'un des éléments à prendre en considération, la juge n'en fait pas mention dans son analyse. En l'occurrence, il est acquis que le litige initié par l'intimé Henderson, tel que circonscrité par la Cour, soulève d'importantes questions de droit constitutionnel : les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 13 de la *Loi* (1) sont-ils « *ultra vires, absolutely null and void, and of no force or effect* »? et (2) violent-ils les droits garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés* et à ce titre, sont-ils « *unlawful, invalid and of no force or effect* »? Les questions que soulève le débat sont ainsi de véritables questions d'intérêt public. Il ne s'agit pas ici d'un dossier de nature purement privée.

⁶ *Corneau c. Québec (Procureure générale)*, 2016 QCCA 1835 (j.a. Étienne Parent). Voir également : *Nadeau-Dubois c. Morasse*, 2013 QCCA 743, paragr. 8 (j.a. Dominique Bélanger); Denis Ferland et Benoît Emery, *Précis de procédure civile du Québec*, 5^e éd., vol. 1, Cowansville, Yvon Blais, 2015, n° 1-1411, p. 553 et 554; Bernard Synott, dans Luc Chamberland (dir), *Le grand collectif, Code de procédure civile, Commentaires et annotations*, vol. 1, Cowansville, Yvon Blais, 2016, p. 928.

⁷ *Reza c. Canada*, [1994] 2 R.C.S. 394, p. 404; *Gaudreau c. R.*, 2015 QCCA 766, paragr. 23.

[12] Dès lors, la juge devait favoriser une approche large et généreuse dans l'analyse de l'intérêt de l'intervenante :

[...] dans les affaires de droit public et dans celles touchant les droits constitutionnels et les droits fondamentaux, les tribunaux ont développé un concept d'intérêt en droit public leur permettant une approche plus libérale à la réception d'intervention de groupes ou d'associations possédant les connaissances et la compétence pertinentes et qui sont véritablement intéressés par les questions soulevées dans le cadre des procédures déjà engagées⁸.

[13] Sans pour autant posséder une expertise particulière en droit constitutionnel, il demeure que l'appelante possède des connaissances et un intérêt véritable pour les sujets soulevés dans le litige engagé. Organisme voué à la protection et à la défense des intérêts du peuple québécois, l'appelante a présenté plusieurs mémoires ayant trait à l'avenir politique et constitutionnel du Québec, dont un à la commission parlementaire ayant étudié la *Loi*.

[14] Quant à l'utilité de l'intervention, la juge a raison de conclure que l'argumentaire annoncé par l'appelante visant à « mettre en lumière le droit international public » n'est pas de nature à aider le tribunal dans sa prise de décision. Cet aspect de l'intervention est susceptible d'élargir le débat engagé par les parties, en plus d'exiger, selon toute vraisemblance, de la preuve additionnelle. À l'audience devant la Cour, l'appelante le concède et renonce à invoquer ce moyen de droit (paragr. 151 à 192 de sa demande en intervention amicale), de même qu'à plaider tous arguments portant sur le droit international public qui pourraient être invoqués dans sa demande.

[15] Toutefois, il s'agit là d'un des arguments proposés par l'appelante. Avec égards, outre cet aspect de sa demande, l'intervention recherchée est susceptible ou de nature à aider le tribunal dans sa prise de décision, en lui apportant une perspective différente du débat⁹.

⁸ *Commission scolaire Ancienne-Lorette-Montcalm c. Commission des droits de la personne du Québec*, [1993] R.D.J. 643, J.E. 93-1731 (C.A.), paragr. 6. Voir également : *Manitoba Metis Federation Inc. c. Canada (Procureur général)*, 2013 CSC 14, [2013] 1 R.C.S. 623, paragr. 43; *Canada (Procureur général) c. Downtown Eastside Sex Workers United Against Violence Society*, 2012 CSC 45, [2012] 2 RCS 524; *Québec (Procureur du Québec) c. Solski*, J.E. 2001-973, SOQUIJ AZ-50085410 (C.A.), paragr. 5; *Agence Océanica inc. c. Agence du revenu du Québec*, 2013 QCCA 1451, paragr. 13 (j.a. Marie Saint-Pierre); *Corneau c. Québec (Procureure générale)*, *supra*, note 6, paragr. 11; *Dunkin' Brands Canada Ltd. c. Bertico inc.*, 2013 QCCA 867, paragr. 14 et 15 (j.a. Clément Gascon); *Ligue catholique pour les droits de l'homme c. Hendricks*, [2004] R.D.F. 247, J.E. 2004-724 (C.A.), paragr. 33; Sylvie Menétrey, « L'immixion des tiers amicaux dans le mécanisme juridictionnel », (2004) 45 C de D 729, p. 752.

⁹ *Islamic Republic of Iran c. Hashemi*, 2011 QCCA 1386, paragr. 6 (j.a. Marie-France Bich); *Nadeau-Dubois c. Morasse*, *supra*, note 6, paragr. 15 (j.a. Dominique Bélanger); *Élevage Lessard inc. c.*

[16] À ce propos, l'appelante fait valoir que la position qu'elle entend soutenir devant la Cour supérieure se trouve à mi-chemin entre les prétentions de l'intimé Henderson et celles des procureures générales du Québec et du Canada.

[17] Plus particulièrement, sa position se distingue de celle de l'intimé Henderson qui confère à la *Loi* une portée telle qu'elle constituerait le fondement légal d'une éventuelle déclaration unilatérale d'indépendance.

[18] Elle se distingue également de celle de la procureure générale du Québec qui soutient que les dispositions contestées de la *Loi* ne sont qu'une simple déclaration de principe et n'entraînent aucun changement juridique notoire. L'appelante est d'avis que celles-ci sont de droit nouveau et codifient le statut juridique du peuple québécois ainsi que les droits et obligations du Québec et du Canada qui se rattachent à la reconnaissance de ce statut.

[19] À l'encontre de la position de la procureure générale du Canada qui plaide la nécessité d'une interprétation atténuée des dispositions contestées afin qu'elles puissent être déclarées valides constitutionnellement, l'appelante argumente que l'on peut donner plein effet à ces dispositions et que leur implication juridique respecte la Constitution du Canada.

[20] Avec égards, la Cour ne peut voir là qu'« une autre façon d'exposer leur point de vue, aussi intéressant puisse-t-il être », comme l'indique la juge. Sans pour autant se prononcer sur le bien-fondé de ces moyens, il s'agit d'un argumentaire susceptible d'apporter un éclairage complémentaire sur les questions constitutionnelles soulevées par les parties et, par conséquent, qui paraît utile au débat.

[21] Quant à la tardivité de la demande, elle ne peut, à elle seule, et vu le report du procès au 20 mars prochain, justifier le rejet de la demande dans les circonstances du présent dossier. L'intervention de l'appelante « à la 25^{ième} heure », comme le souligne la juge, s'explique difficilement. Ceci étant, le *Code de procédure civile* ne prescrit pas de délai pour soumettre une telle demande. L'article 208 a.C.p.c.¹⁰ prévoyait qu'elle pouvait être effectuée en tout temps avant le jugement. Bien que cette mention n'ait pas été reprise, il n'y a pas lieu de considérer que le droit a été modifié à cet   gard¹¹. Vu le report du procès, survenu postérieurement au jugement, les parties disposent dorénavant d'un

¹⁰ Québec (*Ministère de l'Environnement*), B.E. 2003BE-552, SOQUIJ AZ-03019144 (j.a. France Thibault) ; *Signalisation SMG inc. c. Poirier*, 2014 QCCA 1982, paragr. 6 (j.a. Guy Gagnon).

¹¹ RLRQ, c. C-25.

¹¹ *Commentaire de la ministre de la Justice : Code de procédure civile chapitre C-25.01*, Montréal, SOQUIJ/Wilson & Lafleur, 2015, p. 162-164; Bernard Synott, *supra*, note 6, p. 887; Luc Chamberland, *Le nouveau Code de procédure civile comment  *, Cowansville, Yvon Blais, 2014, p. 98.

délai suffisant pour préparer leur réponse à l'argumentaire de l'appelante, dont elles connaissent déjà le contenu, et qui sera dépouillé des arguments de droit international public et de tous les éléments de preuve qui ne sont pas déjà au dossier. L'intervention recherchée étant ici amicale, l'appelante ne peut qu'exercer le droit limité de faire des observations lors de l'instruction et n'est pas autorisée à présenter une preuve documentaire ou testimoniale. Son ajout au dossier, pour un temps de plaidoirie limité à une heure, n'est pas de nature à retarder l'audience en première instance.

[22] Dans ce contexte, il convient d'accueillir la demande d'intervention à titre amical de l'appelante et de limiter celle-ci aux questions en litige, ce qui exclut l'aspect du droit international public.

[23] L'appelante devra notifier aux parties sa demande d'intervention amendée et la déposer au greffe de la Cour supérieure, au plus tard le 31 janvier 2017, les parties disposant d'un délai de 10 jours pour faire part de leur position à cet égard.

[24] Finalement, vu le sort mitigé de l'appel et la modification de position tardive de l'appelante quant au retrait de tout argumentaire relatif au droit international public et tous les éléments de preuve allégués dans sa demande d'intervention, la Cour accueillera en partie l'appel, sans frais.

POUR CES MOTIFS, LA COUR :

[25] **ACCUEILLE** en partie l'appel, sans frais;

[26] **INFIRME** le jugement de première instance, et statuant à nouveau;

[27] **ACCUEILLE** en partie la demande d'intervention à titre amical de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal;

[28] **AUTORISE** la Société St-Jean-Baptiste de Montréal à intervenir à titre amical sur les questions constitutionnelles telles que circonscrites par la Cour d'appel dans *Henderson c. Québec (Procureur général)*, 2007 QCCA 1138, à la seule lumière du droit interne;

[29] **ALLOUE** à la Société St-Jean-Baptiste de Montréal une heure pour faire ses observations, à moins que le juge qui sera saisi du dossier ne décide de prolonger le temps alloué;

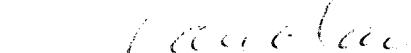
[30] **REJETTE** la demande de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal eu égard à tous les arguments de droit international public et lui **INTERDIT** d'introduire une preuve non déjà versée au dossier de la Cour supérieure;

[31] **ORDONNE** à la Société St-Jean-Baptiste de Montréal de notifier aux parties et déposer au greffe de la Cour supérieure une demande d'intervention amendée, conformément à l'autorisation accordée, au plus tard le 31 janvier 2017, à 16 h 30;

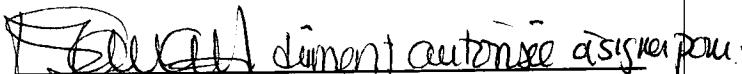
[32] Frais à suivre.



MANON SAVARD, J.C.A.



MARTIN VAUCLAIR, J.C.A.



CLAUDE BOUCHARD, J.C.A. (AD HOC)

Me Marc Michaud
Me Maxime St-Laurent Laporte
Michaud Santoriello Avocats
Pour l'appelante

Me Charles O'Brien
Pour Keith Owen Henderson

Me Jean-Yves Bernard
Direction générale des aff. jur. et légis.
BERNARD, ROY (JUSTICE-QUÉBEC)
Pour la Procureure générale du Québec

Me Ian Demers
Me Claude Joyal
Ministère de la justice Canada
Pour la mise en cause

Date d'audience : 20 janvier 2017